

RAOUL CHABOT

36 Rue des Fontaines 92310 SEVRES

Tel: 0146264295

chabot.raoul@orange.fr

rouagesdelamondialisation.fr

AU CHEVET D'UN GRAND MALADE:

LE MODELE SOCIAL FRANCAIS

POUR L'EUROPE, LA SCIENCE ECONOMIQUE,

ET LES GENERATIONS FUTURES

VERSION PROVISOIRE DU 10 DECEMBRE 2020

(PRISE EN COMPTE DU RAPPORT DU COR DE NOVEMBRE 2020)

CE BILAN DE 25 ANS DE RECHERCHES EST DEDIE A :

**Mes Petits-enfants, Félix, Cléo, Joséphine, Garance, Violette, Sibylle et Eloi,
leurs cousins et cousines et leurs futurs descendants,
et vos propres Enfants et Petits-enfants, chers et trop rares lecteurs.**

**"Pour qu'ils n'aient pas trop honte du Monde que nous leur lèguerons, et ne
soient pas condamnés à des allers et retours entre chômage et petits boulots,
...où à l'expatriation".**

Et en hommage à :

Mon Grand Père Joseph Tartanson, qui sut se reconvertir pour améliorer l'existence de ses concitoyens, et trouva le temps de piloter mes propres études.

Mes parents, Paule et Albert Chabot, qui m'ont transmis leur devise de chefs scouts,

TOUJOURS PLUS HAUT.

Ma femme Suzanne qui a su, elle aussi, se reconvertir pour exercer le métier dont elle rêvait. Et qui m'a surtout encouragé et soutenu depuis 65 ans, dans une carrière qui l'a obligée à déménager sept fois, et a connu moult péripéties stressantes.

INTRODUCTION : LE PSYCHODRAME DES RETRAITES,

ENFIN UN PROBLEME FRANCO-FRANCAIS!

Les mesures de confinement qui ont permis d'enrayer -provisoirement ?- la crise sanitaire causée par le coronavirus ont entraîné une crise économique mondiale majeure. Qui a forcé tous les gouvernements, quelles que soient leurs orientations idéologiques, et les banques centrales, quels que soient leurs statuts, à monter en première ligne. Avec quatre conséquences :

- Le cout des « Modèles Sociaux » s'est envolé, alors que la création de richesse était au contraire amputée de 10% à 15% des PIB dans les principaux pays développés.
- L'endettement des Etats s'est accru de l'équivalent de 10% à 15% du PIB.
- Seul le recours aux Banques Centrales a permis de trouver les centaines de milliards nécessaires pour éviter un effondrement total des économies dans un premier temps, l'indispensable relance dans un second temps. Bref tous les pays ont recours intensivement à « la planche à billet ».
- Cette distribution massive d'argent gratuit a entraîné une hausse vertigineuse des inégalités, entre des pauvres de plus en plus nombreux, et des ultra riches -les 0,01%-grands bénéficiaires de l'envolée des marchés financiers.

Les 5 métiers que j'ai exercés, dans une carrière d'ingénieur militaire progressivement reconverti en Directeur Financier, m'ont préparé à comprendre les raisons du déclin du Modèle Français, et des dangers qui guettent la Zone Euro.

Je fais partie des générations à qui la Collectivité a offert une retraite confortable, et avant usure complète. Les travaux que je poursuis à mi-temps depuis 25 ans, tout en m'occupant attentivement de mes petits enfants, avaient l'ambition de la remercier, en l'aidant à décrypter l'évolution du monde, les Rouages de la Mondialisation. Les mises à jour périodiques de mes diagnostics montrent que la crise économique mondiale causée par le coronavirus ne fait qu'aggraver des dérives structurelles, et exacerber l'urgence à les corriger. Elle donne un tour plus concret à mes travaux: contribuer au redressement nécessaire en proposant des pistes pour sauver un Modèle Social Français en très grandes difficultés.

X

X X

Le psychodrame de la réforme des retraites m'a en effet fait découvrir le cout exorbitant du système existant, et les scandaleuses inégalités créées par la faiblesse de l'Etat Employeur et des politiciens, face à des groupes de pression capables de bloquer l'économie française. C'est une illustration caricaturale des dérives du "Modèle Social Français". Mais il s'agit là d'un problème "Franco-français" : personne n'ose sérieusement accuser l'Europe et l'OCDE -à part la diffusion de leurs maudites statistiques. Ni accuser "LES MARCHES FINANCIERS", tant qu'ils maintiennent imperturbablement leur excellent rating de la dette française. Les systèmes de retraite de certains membres de la zone euro connaissent des dérives encore plus graves, mais la France n'a besoin d'aucun accord international pour corriger cette infirmité majeure. Au contraire, elle accroîtrait considérablement sa crédibilité internationale en montrant l'exemple.

Au fur et à mesure des reculs face aux groupes de pression, pour tenter de sauver l'ambition de créer un système unique de retraite paré de toutes les vertus, j'ai compris qu'un hypothétique compromis se ferait **au détriment des grands absents** dans ce féroce affrontement, **les générations futures**. Bref la gravité de la situation m'a paru mériter un

dernier effort pour défendre les intérêts de nos enfants et petits-enfants. Attachez vos ceintures : Je suis un chercheur indépendant ne vivant pas de financements plus ou moins douteux. Je ne suis encarté dans aucun parti politique, même si je ressens beaucoup de sympathie pour ceux qui ont le courage de tenter de réformer la France et l'Europe. Je peux donc me permettre d'appeler un chat un chat, et de crier toute l'indignation que suscitent les comportements nuisibles de certaines grandes gueules. Et ma consternation devant l'aveuglement stupide de nombre de ceux qui les soutiennent activement ou passivement, contribuant à scier la branche sur laquelle ils sont assis. Mon décryptage du passé, et surtout mon évaluation des évolutions nécessaires, compte tenu de l'effondrement de la croissance mondiale due au coronavirus, risquent de vous décoiffer!

x

x x

Lutter contre l'envolée des inégalités, et surtout affronter l'hostilité déclarée des Etats-Unis de Donald Trump, ne peuvent se mener au seul niveau de petits pays comme la France, ou même l'Allemagne. Seule une Europe Unie aurait la puissance économique et financière indispensable pour jouer dans la cour des grands.

L'Europe ne progresse malheureusement que lorsque des crises la mettent en danger. L'arrivée au pouvoir de Donald Trump me redonna un peu d'espoir : il paraissait impossible de détruire toute coopération internationale, violer toutes les règles de bonne gestion budgétaire et financière, et démanteler les timides efforts de son prédécesseur pour réguler la "finance de l'ombre", sans finir par déclencher une nouvelle crise économique et financière mondiale qui exigerait un sursaut. Hélas, j'ai assisté, consterné, à sa course à la réélection, bien aidé par son "ami" Poutine. Et je suis surtout épouvanté par la dégradation de l'ex grande démocratie américaine que révèle le refus de Donald Trump d'admettre le verdict des urnes, et de permettre à son successeur de remettre les Etats-Unis dans le droit chemin d'un monde respectant les règles de la coopération internationale.

x

x x

Aucune des grandes gueules qui retrouvent une popularité éphémère en mêlant protection des avantages acquis pour les uns et promesses tous azimuts pour les autres, ne se soucie de situer ce problème Franco-français dans son environnement européen et mondial. L'évolution de ce dernier va dépendre d'évènements et décisions sur lesquels la France a peu ou pas d'influence :

- Dans quels délais le Monde disposera-t-il d'un ou plusieurs vaccins opérationnels, et en quantités suffisantes pour vaincre le covid 19, et reprendre une vie "normale" ?
- Quel sera le résultat final de l'élection présidentielle américaine, et permettra-t-il de calmer la Guerre Economique, Monétaire et Climatique accélérée par Trump?
- Le Royaume Désuni va-t-il plonger dans l'inconnu en persistant dans son refus d'un accord commercial acceptable par l'Union Européenne?

J'ai donc décidé de couper le bilan de mes travaux en deux :

- Sortir sans attendre, vue l'urgence, une version provisoire de la présente contribution centrée sur les dysfonctionnements du Modèle Social Français.

- Reporter de quelques semaines une seconde contribution dont le probable titre annonce le contenu :

**LA VIEILLE EUROPE FACE A LA GUERRE ECONOMIQUE ET MONETAIRE,
ET A L'URGENCE CLIMATIQUE**

Mais je précise, sans attendre, que mes critiques sur la responsabilité de l'euro dans la contre-performance de la Zone Euro, que met en évidence le survol des années 1997 à 2019, ne portent pas sur le principe de la création de la monnaie unique, mais sur l'incompétence et l'aveuglement dogmatique de ceux qui l'ont mis en œuvre, jusqu'à l'arrivée de Mario Draghi. Il a été le véritable grand capitaine qui a su en faire la monnaie de combat nécessaire pour faire face à la guerre Economique et Financière qui fait rage, et Madame Lagarde marche sur ses traces. Sur le papier, la survie de l'euro semble assurée. Mais il reste du travail pour aboutir à la véritable solidarité budgétaire et surtout fiscale qui permettra aux Etats-Unis d'Europe de jouer dans la cour des grands.

x

x x

Pour aider les lecteurs à zapper rapidement vers leurs centres d'intérêt personnels -avant de reprendre, je l'espère, une lecture plus méthodique- voici un sommaire .

La PREMIERE PARTIE, quasiment définitive, rappelle l'évolution des performances des 15 principaux pays développés de 1997, date de lancement effectif de la Zone Euro, à 2019, veille de l'apparition du coronavirus. Pour réconcilier les Citoyens-Electeurs avec ce que l'on appelait dans ma jeunesse l'Economie Politique, le fil conducteur est la **mesure des performances et contre performances des Modèles Nationaux, dans la satisfaction de leurs Objectifs Fondamentaux** :

Premier chapitre (pages 12 à 19) : Les deux premiers Objectifs Fondamentaux sont Economiques.

Pour **l'évolution du niveau de vie**, la France se situe médiocrement à la huitième place pour l'ensemble de la période 1998 2019, légèrement devant l'Allemagne. **Premier signal d'alerte rouge pour la Zone Euro** : Seul le Japon se glisse au milieu des huit membres pour se partager les dernières places. (Graphiques 1a et 1b pages 14 et 15).

Les performances Françaises sur le **front de l'emploi**, douzième, sont carrément indignes d'un pays qui s'obstine à proclamer qu'il a le meilleur Modèle Social (Graphique 2a page 16)

Quelles que soient les pondérations accordées aux deux premiers objectifs fondamentaux, la performance économique globale de la France est douzième (graphiques 4a et 4b pages 17 18)

Pour tous ces critères d'efficacité, le Modèle Français se retrouve en fort mauvaise compagnie, Grèce Italie Portugal, et Japon seul pays hors Europe inefficent. En revanche la Suède, seconde derrière la Corée, aussi bien pour la progression du niveau de vie que pour les performances sur le front de l'emploi, sort grande vainqueur de cette compétition. Le Danemark, pourtant handicapé par son obstination à accrocher sa monnaie à l'euro surévalué, et la Finlande, pourtant handicapée par la gravité du sinistre économique et financier qui a frappé son porte-drapeau Nokia, ne sont pas loin.

Second chapitre (pages 20 à 29) : Le troisième Objectif Fondamental est de lutter contre l'envolée des inégalités qui mine les Démocraties Occidentales (et les autres aussi).

Les Etats-Unis sont le paradis des très riches, (graphiques 11a et 11b, pages 22)

Les **Classes moyennes américaines sont les grandes victimes** de cette priorité donnée à l'enrichissement des plus riches (graphiques 13a et 13b, page 24). A l'opposé, les **classes moyennes suédoises** sont les grandes gagnantes. La véritable finalité du Modèle Social Français est de protéger, et perpétuer, le **Paradis des Services Publics**, en activité et en retraite, qui sont de gros bataillons des classes moyennes françaises (page 25).

Les dégâts macroéconomiques, sociaux et politiques des ultra riches (les 0,1%) (graphique 14, page 28) prennent une dimension affolante.

Alerte rouge (c'est un euphémisme) pour les Etats-Unis pour l'absence de lutte contre les inégalités (graphiques 15a et 15b, page 29), qui ont le facteur majeur de la perversion de la Démocratie Américaine. Suède et Danemark sont second et troisième de ce palmarès, ce qui ne les gêne nullement pour réaliser de brillantes performances économiques. Les Pays-Bas sauvent l'honneur de la Zone Euro, la France est cinquième.

Troisième chapitre (pages 30 à 39) : Le quatrième Objectif Fondamental est la Compétitivité Internationale.

Ce sont les échanges internationaux qui creusent un gap géant entre les croissances de la France et de l'Allemagne (graphiques 19a et 19b, page 30)

Il ne faut pas oublier le tourisme (graphique 21, page 32), dont l'effondrement va gravement handicaper les pays de l'Europe du Sud.

Alerte Rouge pour la France en raison de l'effondrement de sa balance des échanges internationaux: Seule l'Italie lui évite d'être la **lanterne rouge pour la compétitivité des exports**. (graphique 23a et 24 pages 33 34) Belles performances en revanche de la Suède et du Danemark. Pour une fois Grèce, Portugal étaient aux places d'honneur : l'envolée du tourisme avait plus que compensé l'affaiblissement de leurs industries manufacturières.

Pour ne pas mourir idiot sur l'impact des parités sur la compétitivité internationale, ne manquez pas la présentation des **Barrières Monétaires** (pages 37 et 39) et la visualisation conséquences des politiques monétaires opposées de la Suède et du Danemark (graphique 29b, page 36).

Quatrième chapitre (pages 40 à 49) : Le cinquième Objectif Fondamental est de Maintenir des Finances Publiques, et surtout externes, solides.

Comment décrypter l'évolution des dépenses publiques (pages 41 à 45)

La onzième place de la France pour la **fragilité de ses finances publiques** (graphique 39 page 46), très loin de l'Allemagne et des Pays Nordiques, montre que ses marges de manœuvre pour doper son économie par l'endettement sont faibles.

Mais la véritable contrainte financière est la **fragilité des finances externes** (graphiques 40a et 40b, pages 46 et 47). La France est onzième, mais seule la Grèce est derrière elle, parmi les pays où une dévaluation est interdite (graphique 1 page 48).

Dans un pays drogué depuis toujours au recours à l'Etat et à l'endettement public, répéter que "tout sera fait, quel qu'en soit le prix" c'est **conseiller à un ivrogne de soigner sa cuite par une dernière rasade!**

La conclusion de la première partie introduit une approche fondamentale pour analyser les processus de croissance: la notion de "croissance financièrement équilibrée", (graphiques 42 à 45, pages 50 et 51). Elle est illustrée par une seconde confrontation France Allemagne, qui montre que la vertu est finalement récompensée (graphique 46 page 52)

En combinant les résultats obtenus aux cinq épreuves, j'attribue aux quinze pays un "**Certificat d'Adaptation à la Mondialisation**". (graphique 48 , page 53). Corée, Suède, Pays-Bas, Danemark et Allemagne, avec des notes comprises entre 20 et 15, obtiennent les félicitations du jury. Avec une note de 12, la France mène le peloton des pays qui n'ont pas encore vraiment compris les opportunités et les contraintes de la Mondialisation Economique et Financière.

La dixième place des Etats-Unis est paradoxale : Trump avait trop bien compris que tant que la Chine se contentait de fourbir ses armes en attendant le moment propice pour les utiliser, et tant que la Zone Euro ne se décidait pas à devenir les Etats-Unis d'Europe, il pouvait faire n'importe quoi. A l'échelle des décennies, cela risquerait de se révéler fort imprudent...

La SECONDE PARTIE, quasi définitive, est consacrée à l'analyse des évolutions des systèmes de retraites français et Européens jusqu'en 2020. :

Chapitre cinq (pages 55 et 56) : Le système français est le fruit pourri de 25 ans de promesses inconsidérées.

Chapitre six (pages 57 et 58) : Le déni des réalités démographiques.

Chapitre sept (pages 59 à 54) : Un Système "hors normes internationales".

- La France est championne du monde développé pour l'âge de départ à la retraite, et la durée de la retraite (graphiques 52 et 53 page 59).

- Mais c'est un paradis des retraités hors de prix. Le prélèvement sur la richesse nationale, 14,1% du PIB, excède de 3,2 points de PIB celui de l'Allemagne, de 4 points celui de la Suède, et de 4,6 points la moyenne de l'OCDE (graphique 54 page 60).

- Sans reculs de l'âge de la retraite et sous-indexation des retraites, le COR reconnaît que le cout des retraites aurait grimpé à 18% du PIB en 2019, et aurait atteint 21% en 2040 (graphique 56, page 61)

- Et les cotisations moyennes supportées par les actifs, se montent à 27,4% du salaire brut, contre 19% pour l'Allemagne, 21,9% pour la Suède et 12% seulement pour le Danemark, où l'Etat prend en charge une partie du cout des retraites (graphique 57 page 62).

Chapitre huit (pages 63 à 67) : **DES INEGALITES SCANDALEUSES.**

- En dix ans la part des dépenses de retraites des principaux régimes spéciaux couverte par des subventions publiques est passée de 60% à 63% (graphique 60 page 63).

- L'âge moyen de départ à la retraite est inférieur de 5,2 ans pour les Industries Electriques et Gazières, 7,2 ans pour ceux de la RATP, et 6 ans pour la SNCF (graphique 61 page 64) . Idem pour les fonctionnaires (graphique 62 page 64) .

- Des retraites publiques et para publiques massivement supérieures à celles du régime général du privé : 4 fois supérieures pour les IEG, 3 fois supérieures pour la SNCF, les fonctionnaires et la RATP (graphiques 63a et 63b page 65) .

- Le déni de justice est encore plus scandaleux pour les femmes (graphique 64 page 65).

- Le niveau de vie des retraités, qui oscillait entre 103% et 106% du niveau de vie de la population globale depuis 2010, bondirait à 110% en 2010 (graphique 65 page 66).

En combinant les deux privilèges (âge de départ et montant des retraites), le retraité des Régimes Spéciaux disposera d'un "capital ressources" 2,5 fois plus élevées que celles du retraité du Régime Général (page 58).

- Un régime super-spécial illustrant le recours de tout groupe de pression au pouvoir de la rue: avocats, CGT, et "black blocs", même combat??? (page 67)

Chapitre neuf (pages 68 à 71) : Un système des retraites structurellement déficitaire.

Apprenez à décrypter le "COR" (pages 69 à 72) Comment employer un agrégat que personne ne maîtrise, pour la bonne raison que c'est un sous-produit de la croissance, la productivité horaire, pour surestimer les croissances 2020 à 2025 de la richesse produite (tableau T1,page 72)

De 2000 à 2018, les seules cotisations retraite n'ont JAMAIS permis de financer la totalité des dépenses (graphiques 66 et 67, page 73). **Le déséquilibre structurel du passé, loin de se résorber, aurait continué à proliférer, même en l'absence du coronavirus.**

Chapitre dix (pages 74 et 75) : Il y a encore pire que le système de retraite français! Le tableau T2 (page 75) montre qu'en 2019 :

-Le cout des retraites est en France supérieur de 2,7 points de PIB à celui des pays vertueux (Europe du Nord) et à peine inférieur de 0,9 points à celui des pays du Club Med (Europe du sud).

- Les cotisations retraite , qui impactent essentiellement les entreprises et les travailleurs de l'Economie Marchande, sont supérieures en France de 8,3 points du PIB à celles qui frappent leurs concurrents des pays vertueux.

La conclusion de la seconde partie (page 76) constate que les rapports 2018 et 2019 du COR portent une lourde responsabilité dans l'impasse actuelle. Le rapport 2020 sort des limites du simple volontarisme, pour accumuler des hypothèses globalement irréalistes, et continuer à affirmer que la dérive financière 2020 2021 n'est qu'un accident conjoncturel que la poursuite de simples mesures paramétriques suffira à corriger.

La TROISIEME PARTIE, très provisoire, fournit une première estimation des conséquences économiques et financières de la crise du coronavirus.

Il faut **changer de paradigme** : cesser de s'obnubiler sur le **conjoncturel** (1 à 2 ans), et concentrer les efforts sur la recherche des réformes **structurelles** qui permettront de retrouver en dix ans une croissance financièrement équilibrée (page 77).

Chapitre onze (pages 78 à 84) : la destruction de richesse par le coronavirus

Le gâteau à partager entre les acteurs économiques a été inférieur de 200 milliards d'euros 2018 pour les cinq années 2008 à 2012. Ceci représente 9% du PIB de la période, soit 10 mois de croissance effacés (annexe 4)

Le gâteau à partager sera **inférieur de 250 milliards d'euros 2018 pour la seule année 2020**. Les perspectives de récupération en 2021 et 2022 sont incertaines (graphique 70 page 78)

Pour une première estimation de la récupération possible en 2021 2022, les perspectives publiées début décembre 2020 par l'OCDE fournissent une précieuse base de départ. Elles montrent que **la Compétitivité Externe va jouer un rôle décisif** (graphiques 72a à 72c, pages 79 et 80, et tableau T3 page 81). Les centaines de milliards injectées dans le soutien des entreprises et des ménages placent la France à une très honorable cinquième place pour la croissance de la Demande Interne, première des membres de la Zone Euro. Mais la plongée du solde des échanges extérieurs aura une contribution négative de 1,7% sur la croissance de la richesse produite. Seuls la Grèce et le Portugal, frappés de plein fouet par l'effondrement du tourisme, font pire.

La **croissance cumulée 2020 2022 du PIB serait donc nulle**, avec un fort risque négatif, qui vient par exemple de se matérialiser le 16 décembre par une forte réduction des perspectives 2020 2021 annoncée par Destatis, l'INSEE allemand.

On remarque que le graphique 72c (classement 2020 2022) est pratiquement un "copié-collé" du classement 2008 2018 (graphique 4b)

-Ce qui confirme la capacité prédictive de la méthode de "Benchmarking" que je propose,

- Mais surtout confirme la gravité et l'urgence de s'attaquer au manque de compétitivité de l'économie française.

Chapitre douze (pages 85 à 92) : Des pistes de réformes.

Pour retrouver sa Crédibilité Européenne, et redresser sa compétitivité internationale, **il faut que la France rejoigne en 2030 le Club des pays vertueux** (page 86).

Premier objectif fondamental, ramener à **12% du PIB les dépenses de retraite 2030**.

Le tableau T4 (page 86) présente deux variantes issues de la "Boîte à outils" proposée.

- La variante 1 (page 88) décrit une **approche de comptable "bête et méchant"** (le même effort pour tous), combinant un **allongement de deux ans de la vie active** et **1,2 points de baisse annuelle du pouvoir d'achat pendant 10 ans**.

- La variante 2 (pages 88 et 89) introduit des préoccupations de justice sociale et d'efficacité démographique Réduire l'écart entre public et privé, remercier les femmes qui continuent à sacrifier leur carrière pour avoir des enfants, prendre en compte la pénibilité pour ajuster l'âge de départ, réévaluer les petites retraites (graphiques 75a et 75b pages 88 et 89).

Pour redresser la compétitivité internationale, le second objectif fondamental est de baisser huit points les cotisations retraite (page 90)

Grâce au "**Multiplicateur Démographique**" **l'allongement de la durée de la vie active majorera de 3% à 4% la croissance 2019 2030 de la création de richesse** (graphique 78 page 92)

Il subsistera un solde négatif de 3% à 4% du PIB entre dépenses et cotisations (graphique 79 page 92). Mais c'est le prix à payer pour contribuer au freinage du déclin démographique, améliorer la compétitivité internationale de la France, et accroître son Potentiel de croissance. Il serait scandaleux, et générateur d'effets pervers, de continuer de les faire financer par des cotisations retraite portant sur les seuls travailleurs de l'Economie Marchande.

CHAPITRE 14 : COMMENT REUSSIR LA REFORME DES RETRAITES (pages 92 à 96)

- Pour **réussir la "Mère de toutes les réformes"** il faut retourner l'opinion publique, et retrouver la "maîtrise de l'horloge". Cela impose d'accompagner l'annonce d'un report de la réforme mal engagée, par l'exposé des "objectifs 2030", et des mesures conservatoires prouvant la réalité des intentions affirmées :

- Suspension **sine die des départs à la retraite, sauf pour les mères de famille,**
- **gel sine die des réévaluations annuelles des retraites existantes,**
- **Réduction immédiate de 4 points des cotisations retraite de la seule CNAV** pour doper à la fois Pouvoir d'Achat et Compétitivité.

Il subsisterait alors en 2030 un déficit structurel des comptes publics de 3% à 4% du PIB. Il apparaîtrait alors en pleine lumière comptable que le vrai problème de la France n'est plus le déséquilibre des transferts inter-génération, mais **l'hypertrophie de ses services publics** que met en évidence une troisième comparaison France Allemagne accablante pour la France (graphique 80 page 94).

. S'attaquer aux Régimes Spéciaux sans avoir au préalable mis en place une véritable obligation de service minimum, ni être capable de maîtriser les "black blocs" serait une forme de masochisme (page 96).

CONCLUSION : IL NE FAUT PAS RATER UNE OCCASION HISTORIQUE

Quatre annexes techniques sont consacrées à mes contributions aux progrès de la Science Economique :

ANNEXE I : démographie et marché du travail.

Premier apport décisif : le **Multiplicateur Démographique** (graphique A3 page 80).

ANNEXE II : parités et compétitivité.

Second apport fondamental, la notion de **Parité Structurelle** (pages 85 à 87).

Troisième apport fondamental, la notion d **Barrière Monétaire** (pages 88 et 89).

ANNEXE III : inflation, croissance et productivité.

Ma découverte sur le terrain de **l'analyse en Comptes de Surplus**.

ANNEXE IV : les leçons de la crise de 2008 2013

PREMIERE PARTIE : LE MONDE ET LA FRANCE **AVANT LE CORONAVIRUS**

J'ai commencé, comme la grande majorité des économistes, par m'intéresser aux performances **globales des nations**: tant que la croissance était suffisante, on pouvait considérer que tous les citoyens en profitaient assez pour accepter des inégalités, qui n'avaient d'ailleurs rien à voir avec ce que le monde connaissait avant la première guerre mondiale : comme Thomas Piketty l'avait fait découvrir au grand public, les deux guerres mondiales avaient remis les compteurs à zéro : les grandes fortunes, et les rentes qu'elles permettaient, avaient été efficacement rabotées.

L'envolée des inégalités, constatée depuis 1991 a bouleversé les véritables performances des Modèles Nationaux. Nous allons commencer par décrire les performances **moyennes**, ce qui suffit à mettre en évidence le déclin relatif du Modèle National Français. La prise en compte des inégalités croissantes montrera ensuite que tous les citoyens-électeurs n'en ont pas souffert dans les mêmes proportions, et que les fameux 1%, les très riches, en ont même outrageusement profité.

Le début de retournement de la croissance mondiale du à la guerre économique menée par Donald Trump contre la Chine et la Zone Euro avait commencé à peser sur les performances des pays très exportateurs comme l'Allemagne. Le coronavirus bouleversera évidemment performances et risques. La présente contribution intègre les dernières projections 2020 2021 publiées début juin 2020 par l'OCDE (moyennes des hypothèses optimistes et pessimistes). Les nouvelles projections 2020 2021) dévoilées mi septembre par l'OCDE sont légèrement moins pessimistes pour 2020, mais les risques s'accroissent sur la fourchette des perspectives 2021.

CHAPITRE I : LE DECLIN DES PERFORMANCES FRANCAISES

Pour juger les comportements et les performances des Modèles Nationaux, Il faut commencer par définir les finalités de la gestion économique et financière d'un pays. Dès 2007, j'ai proposé de retenir la satisfaction des Objectifs Fondamentaux des Citoyens-Electeurs. Et de définir la **Performance Economique** par **l'Evolution du Niveau de Vie** moyen des citoyens, et la **Réussite sur le Front de l'Emploi**. En 2015 j'ai rajouté un troisième objectif fondamental : éviter une nouvelle crise financière en **maintenant une Situation Financière solide**. Mes progrès dans l'analyse des inégalités et de leurs conséquences financières économiques et sociales permet, dans la présente contribution **d'ajouter un quatrième objectif fondamental** à satisfaire par les Modèles Nationaux : **stopper l'envolée des inégalités**. Et de proposer une mesure des résultats des efforts des pays dans la lutte contre ce fléau mondial.

J'ai appris sur le terrain, dans une entreprise férue de "Qualité Totale", qu'on ne maîtrise vraiment un phénomène complexe que si on est capable de le quantifier, en faisant appel à une approche multicritères. Dès 2007, j'ai appliqué cette méthode pour positionner les performances du Modèle Français face à celles des principaux Modèles Nationaux. Les critères retenus, et leur pondérations n'ont pas changé. Pour l'actuelle contribution, j'ai choisi de ramener à **15 pays les concurrents confrontés** : les dix principaux pays développés, plus trois pays nordiques, le Danemark la Finlande et la Suède, qui confirment, année après année, être les champions, plus le Portugal et la Grèce pour avoir une vision objective de la dispersion des performances qui met en grand danger la Zone Euro. Une attention particulière est portée à la confrontation France Allemagne.

Les décideurs d'une réforme reconnaissent souvent la possibilité d'un impact négatif à court terme, mais demandent à être jugés sur le long terme. " Nos enfants et petits-enfants nous remercieront d'avoir eu le courage d'agir". Pour juger l'impact de la création de l'Euro, il n'est pas inutile de démarrer par un survol des 20 années écoulées. Mais il est encore plus nécessaire de prendre en compte le profond retournement créé par la crise de 2008 2016, car ses dégâts ont justement été aggravés par les dysfonctionnements de la gestion de l'euro, et l'impact croissant des contraintes financières..

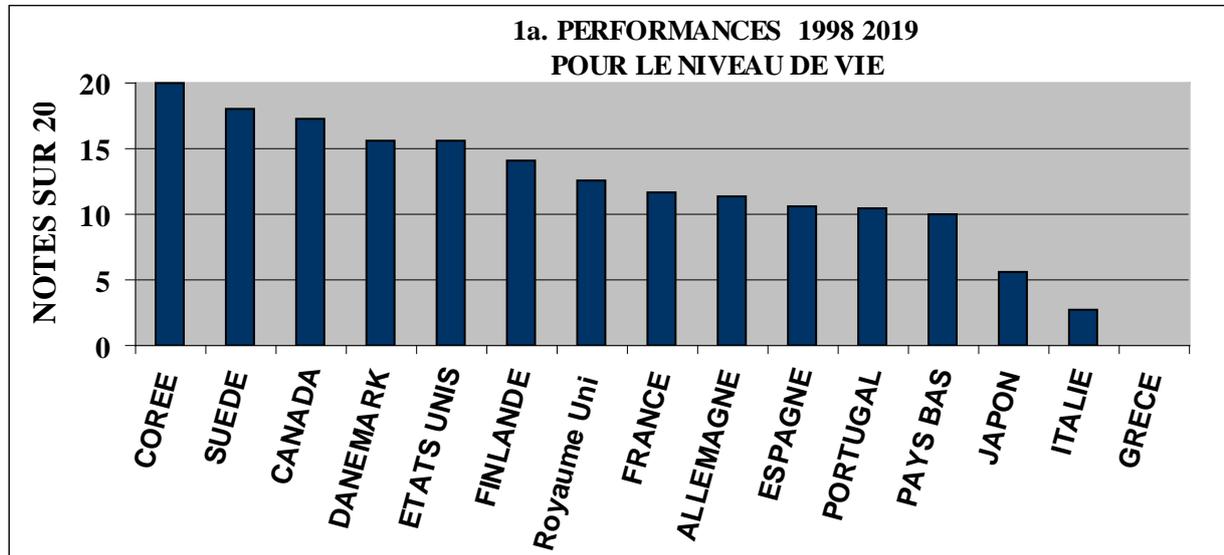
Après l'orgie de fuite en avant dans la création monétaire, il y a peu de doute que les contraintes financières vont encore s'alourdir. Les performances 2008 2019 fourniront une évaluation précieuse de la capacité de réaction des différents modèles nationaux.

(A) L'AMELIORATION DU NIVEAU DE VIE

Nous verrons, en analysant les dépenses publiques, que la répartition des taches entre services privés et publics varie beaucoup suivant les pays examinées. Pour ne pas biaiser les comparaisons, l'OCDE conseille d'utiliser une définition élargie de la consommation des ménages en regroupant consommation privée et dépenses publiques individualisables (éducation et santé publique pour l'essentiel. J'applique la même correction pour les revenus.

J'attribue à la progression du Pouvoir d'achat par personne une pondération de 50%. Je la répartis entre 40% pour le Pouvoir d'achat National, qui concerne essentiellement les Pauvres et les classes moyennes, et 10% pour le Pouvoir d'Achat International, qui prend en compte l'évolution des parités, et concerne essentiellement les riches. L'approche par les dépenses utilise un critère fondamental pour l'analyse des processus de croissance : la "part des Ménages dans la richesse produite" (consommation privée + consommation publique individualisable + investissements en logement) dont nous verrons plus loin l'importance.. Sa croissance par personne est retenue pour 40. Reste 10% pour la croissance du patrimoine par personne.

Pour l'ensemble de la période 1998, début effectif de la Zone Euro, à 2019, veille de l'apparition du coronavirus, la France se classe huitième, un peu devant l'Allemagne, mais très loin de la Suède (seconde derrière la Corée hors concours) et du Danemark (quatrième). Dans le classement publié en 2007 la France était troisième sur 15, la Suède sixième et l'Allemagne onzième.



Un seul membre de la Zone Euro, la Finlande (sixième) se glisse dans la première moitié du classement. Un seul pays hors Zone Euro, le Japon, se glisse dans la seconde partie. les pays nordiques Il est difficile de ne pas y voir la conséquence d'une gestion désastreuse de la Zone Euro? Pour affiner le diagnostic, les trois graphiques suivants décomposent les vingt années en deux sous-périodes. 1998 2007, et 2008 2019.

Le coup d'envoi de la zone euro avait pu être donné grâce à plusieurs années de sous-évaluation des principales monnaies participantes, Les parités d'entrée des monnaies dans la zone euro n'étaient pas absurdes. Une croissance satisfaisante a donc pu se maintenir jusqu'en 2007, entraînant une certaine surchauffe dans la plupart des Etats Membres. Or les financiers "modèle 1914 non modifié" chargés de créer puis de gérer la Zone Euro considéraient que le rôle d'une Banque Centrale se limitait strictement au contrôle de l'inflation, la compétitivité internationale, croissance et l'emploi ne les concernaient pas. Ils n'avaient pas compris qu'en Economie Mondialisée la pression des bas salaires chinois et indiens se chargeait de contrôler les risques d'inflation salariale. Et qu'on allait progressivement entrer dans le **monde déflationniste** qui empêche de dormir leurs successeurs. Face à un risque en cours de disparition, ils avaient, comme les médecins de Molière, conservé leur "potion magique" : "L'inflation vous dis-je. YAKA casser la croissance en haussant le cout de l'argent et tout rentrera dans l'ordre". Les compétitivités des états membres se sont donc dégradées plus ou moins vite. Trois chiffres illustrent les conséquences pratiques :

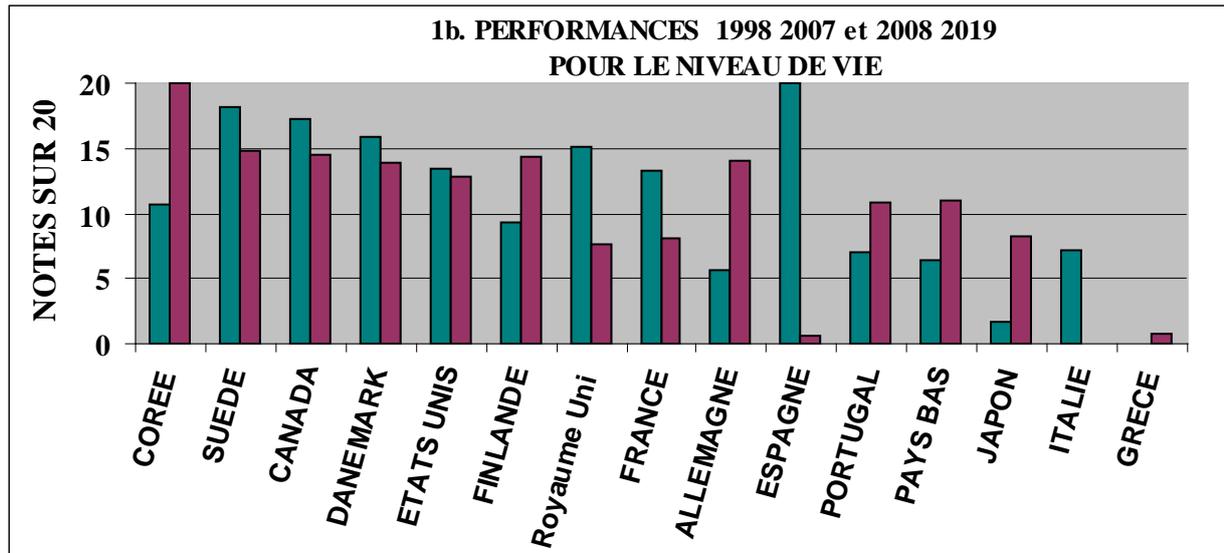
- Pour la première sous-période, l'Espagne fut un fugace maillot jaune. Elle se retrouve dernière pour la période 2008 2019.

- Pour la première sous-période, la France occupait encore une honorable cinquième place. Elle glisse ensuite à la onzième.

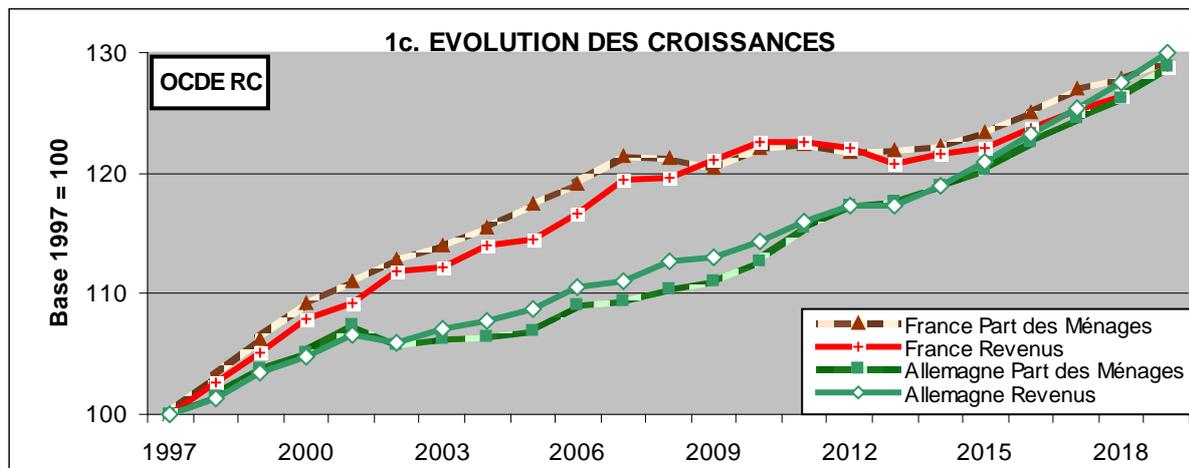
- Belle remontée en revanche de l'Allemagne de la dixième à la cinquième place. Nous nous interrogerons sur les raisons de sa bonne adaptation à l'euro.

- Hors zone euro, un seul pays a glissé de sixième à la douzième place, c'est le Royaume-Uni. Premier effet psychologique du Brexit, avant même que les mesures réelles ne soient mises en œuvre?

-Stabilité en revanche des pays nordiques en tête du classement, des Etats-Unis en milieu de classement, du Japon dans d'inquiétantes profondeurs...



Pour un pays donné, les approches par les revenus et par les dépenses (tous deux élargis en ajoutant les dépenses publiques individualisables) donnent des résultats très proches. En revanche les profils au cours du temps sont fort différents pour la France et l'Allemagne. La première avait pris beaucoup d'avance de 97 à 2009, mais a beaucoup plus souffert de la double crise 2008 2012. Les réformes entreprises de l'autre côté du Rhin ont fortement impacté revenus et dépenses. Mais elles ont porté leurs fruits, et l'Allemagne se retrouve en tête en 2019.



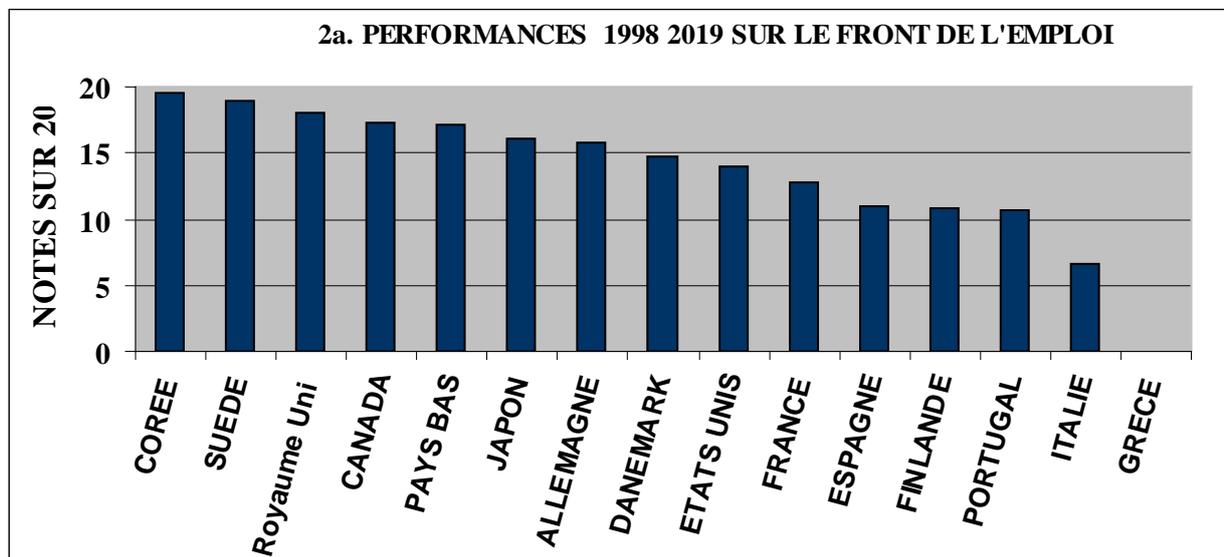
(B) LES PERFORMANCES SUR LE FRONT DE L'EMPLOI

J'attribue à la **création d'emplois** une pondération de 40%, et au **chômage**, défini par le ratio chômeurs / actifs non protégés, une pondération de 10%. Reste 50% à attribuer à la **productivité**. Au niveau d'une nation, la ressource la plus rare est la PAT (**P**opulation en **A**ge de **T**ravailler). La première performance est de fournir un travail à ceux qui le souhaitent. J'attribue 25% de pondération au "**taux d'emploi**" (emplois / PAT); Et 25% également à la **productivité...de la PAT**. j'évite comme la peste tout ratio mettant la croissance de l'emploi (année homme ou pire encore heures travaillées), au dénominateur, très en faveur parmi les économistes et surtout les financiers, car c'est la porte ouverte à la démonstration que les travailleurs sont les plus dangereux ennemis du profit.

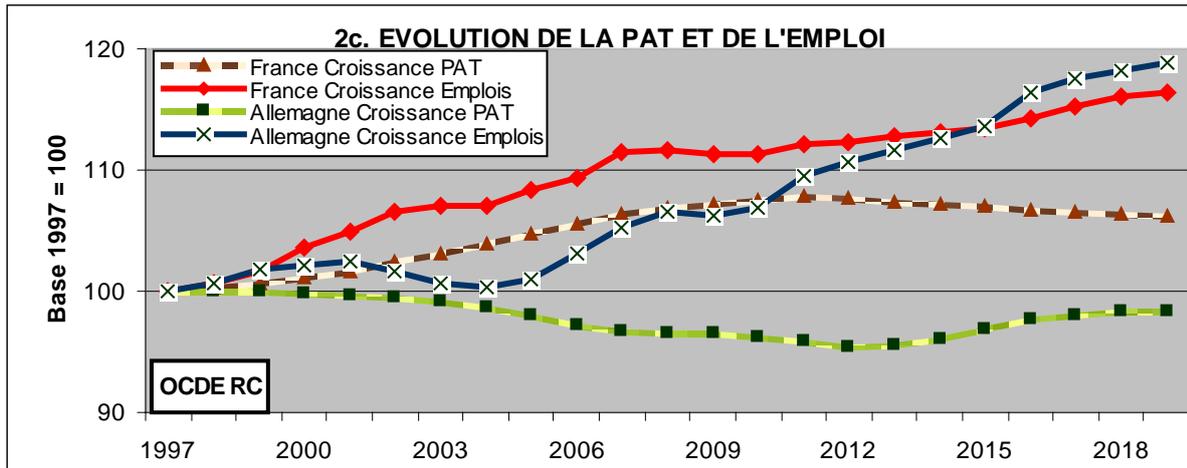
Sur le **front de l'emploi**, seuls le Portugal, l'Italie et la Grèce, qui ne sont pas précisément les vedettes de la zone euro, font plus mal que la France. Mais elle était déjà douzième en 2007. Perseverare diabolicum...La Suède bondit de la sixième place à la seconde, l'Allemagne de la dixième à la septième place.

Le Japon (sixième) décroche sa seule place honorable. Mais il ne faut pas oublier qu'il est depuis plusieurs décennies en avance pour la décroissance démographique, ce qui rend le problème de l'emploi moins difficile. Ce qui est d'ailleurs la principale raison de l'impressionnant déclin de ce pays vieillissant. Avis aux nombreux pays qui suivent le même chemin. La France est heureusement épargnée. Mais, hélas, les carences de son système éducatif laissent sur le bord de la route 10 à 15% des classes d'âge...

Le Japon allant moins mal, ce sont les Etats-Unis qui se dévouent pour ne pas laisser les membres de la zone euro à constituer la totalité des losers. Ils incluent la Finlande, contrecoup du sinistre industriel qui a frappé son champion, Nokia.



L'Allemagne était, après le Japon, le second pays où la PAT décroissait. La décision courageuse mais fortement contestée à l'époque, de Madame Merkel d'accueillir un million de demandeurs d'asile, puis de les former, aura sur le double plan du dynamisme démographique et des performances économiques, un puissant effet positif. Les réformes du marché du travail ont fini par payer à partir de 2005, et permis à l'Allemagne de rattraper puis de dépasser la France à partir de 2016 en nombre d'emplois créés?



(c) LES PERFORMANCES ECONOMIQUES GLOBALES

Si l'on oublie les a priori idéologiques, force est de constater que les classements pour la satisfaction des deux objectifs fondamentaux des citoyens sont peu différents.

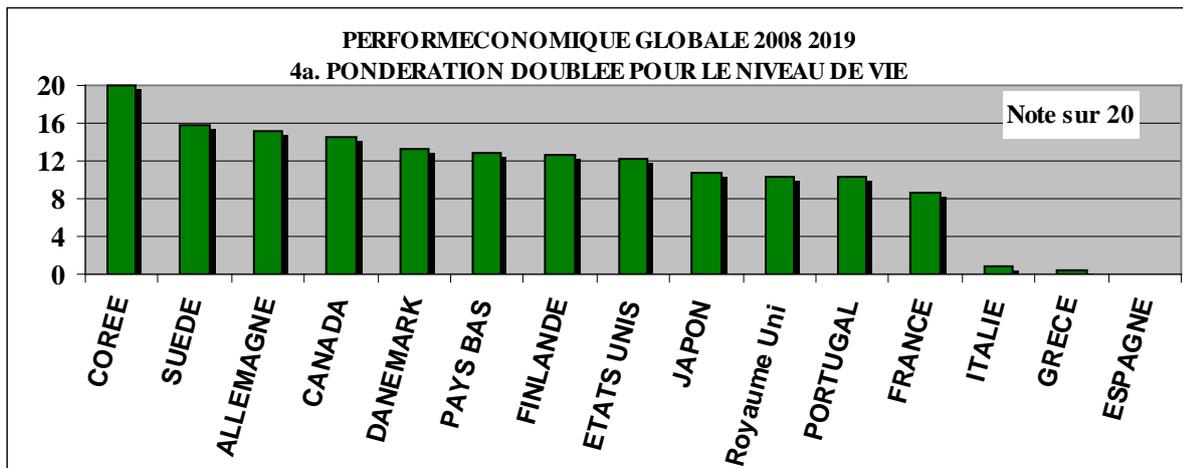
L'enchaînement vertueux qui rend un pays performant est:

UNE POLITIQUE EFFICACE, ET L'ADHESION DU CORPS SOCIAL, PERMETTENT DE FAIRE PROGRESSER A LA FOIS LE NIVEAU DE VIE ET L'EMPLOI.

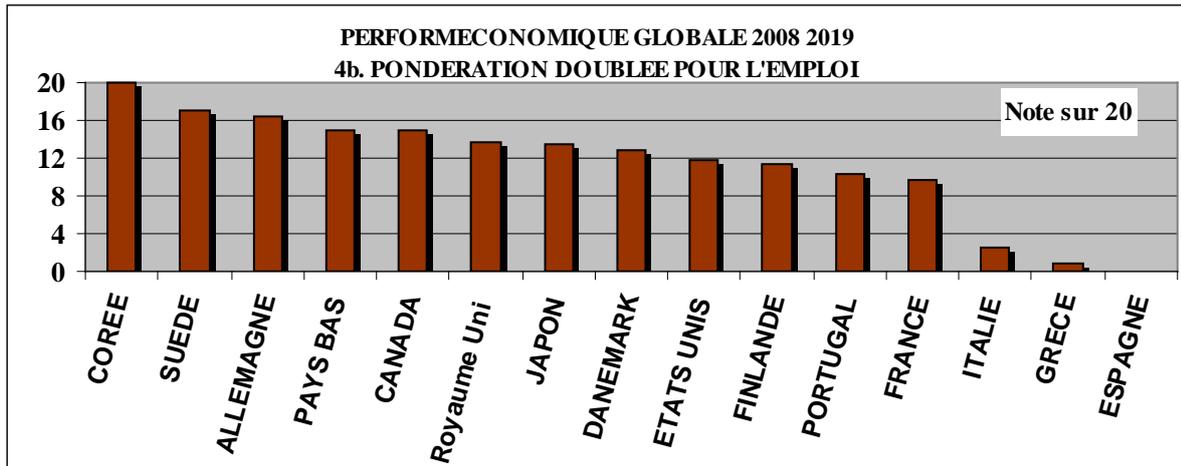
Et vice-versa, hélas, pour la Zone Euro, longtemps trahie par l'incompétence de ses pilotes.

Cette constatation justifie de combiner les deux classements pour mesurer la performance économique globale. Mais quelle pondération choisir?

Dans les périodes euphoriques, les sondages privilégient la progression du niveau de vie? On peut alors doubler le poids accordé à la progression du niveau de vie.



Dans les périodes de crise, les sondages privilégient le maintien de l'emploi? Il faut alors doubler le poids accordé aux performances sur le front de l'emploi.

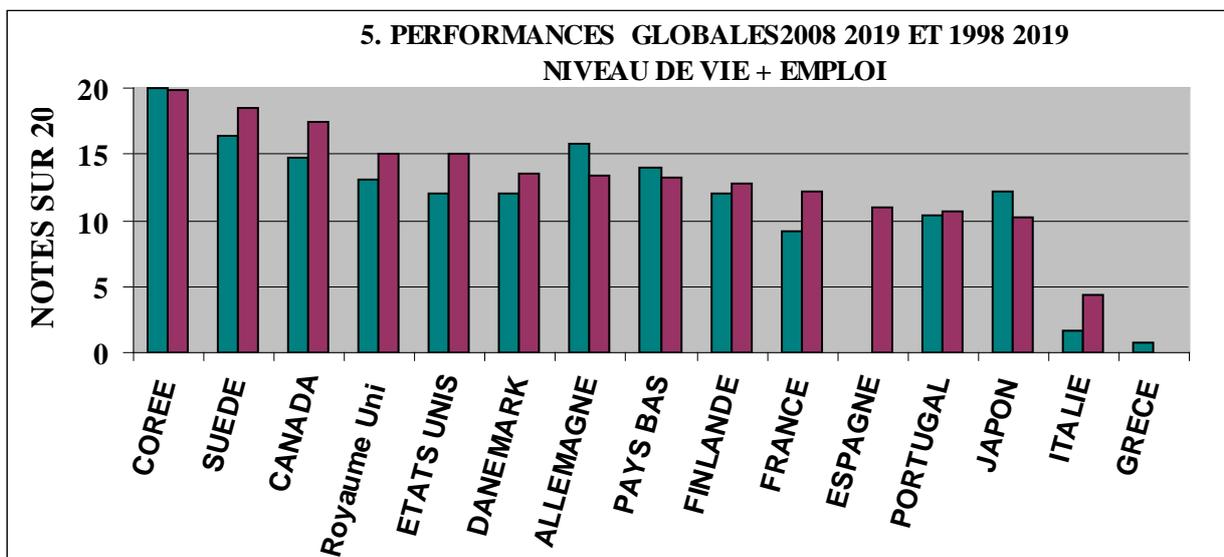


La double pondération accordée à l'emploi fait perdre deux places au Danemark et à la Finlande, en fait gagner deux au Japon. Mais, quelle que soit la pondération, le podium est inchangé : Dans l'ordre Corée Suède et Allemagne. Le quatuor des loosers est inchangé : Dans l'ordre France Italie Grèce et Espagne.

Pour estimer la capacité de réaction face à la crise économique , c'est bien sur la performance 2008 2019, avec double pondération pour l'emploi qu'il faut retenir.

La France glisse à la douzième place. Elle était onzième dans le classement effectué en 2007. Perseverare Diabolicum... Cela ne laisse pas augurer une adaptation rapide à la nouvelle crise? les Etats-Unis, qui occupaient la troisième place dans le classement 2007, se retrouvent, malgré les rododromes de Donald Trump, en milieu de peloton.

Mais, pour porter un jugement sur l'efficacité de l'Euro, c'est la performance de l'ensemble de la période 1998 2019, avec pondération égale pour le niveau de vie et l'emploi, qui s'impose. Et le résultat est sans appel : Les huit membres de la Zone Euro participant à ce challenge réalisent un magnifique tir groupé en queue de peloton: Seul le Japon se glisse parmi eux.



La Zone Euro n'est pas victime d'une malédiction frappant les vieux pays européens : Certes la jeune Corée trône les premières places. Mais la Suède a bondi de la cinquième à la seconde place, et le Danemark et même la Finlande, malgré leurs handicaps, réalisent des performances honorables. La principale leçon de ce classement est un jugement impitoyable sur les « élites » politiques et financières" qui ont piloté la création puis la gestion de la Zone Euro. Le "bonnet d'âne" peut sans conteste être attribué au Président de la BCE qui, alors que les premiers craquements annonçaient la crise financière de 2008 2016, décida une dernière hausse des taux, avant de battre piteusement en retraite quelques semaines plus tard. Il fallut attendre l'arrivée de Mario Draghi pour abandonner les vieilles lunes, ramener l'euro à une parité normale -et même plutôt sous-évalué, à la grande fureur de Donald Trump, et dompter les marchés financiers qui avaient cru le moment venu de faire éclater la Zone Euro.

Dans cette débâcle collective, le Modèle Français est plus proche des "Loosers du Club Méditerranée" que des "Gagneurs de l'Europe du Nord".

CHAPITRE 2: L'ENVOLEE DES INEGALITES

Qu'y-à-t-il de commun entre l'arrivée de Trump et Boris Jonson au pouvoir, la montée des partis populistes en Europe et la crise des gilets jaunes en France? La viabilité de toute démocratie repose sur l'acceptation quasi-unanime d'un contrat social, qui a deux piliers:

- Le consentement à l'impôt, et une juste contribution de toutes les activités économiques, et de toutes les classes sociales au financement dépenses publiques
- Le respect des décisions prises par la majorité.

Pour que les citoyens électeurs adhèrent à ce contrat, il faut qu'ils aient le sentiment que leurs objectifs fondamentaux sont réellement pris en compte et satisfaits. L'envolée des inégalités depuis 1991, a fragilisé le fragile consensus constaté pendant les trente glorieuses.

Mais il y a une autre raison pour scruter attentivement l'évolution des inégalités : elle éclaire d'un jour impitoyable les véritables motivations des Modèles Sociaux, et leur impact sur les Performances des Modèles Nationaux qui s'affrontent.

(A) L'EVOLUTION DES REVENUS DES CLASSES SOCIALES.

Pour les mesurer nous allons adopter une répartition de la population en quatre classes : les "Très Riches" (le fameux 1%), les "Simples Riches" (les 9% suivants), les Pauvres (les 20% derniers) et, coincées entre les deux extrêmes, les "Classes moyennes" (70%). Pour chacune de ces classes nous examinerons :

- La part du revenu national captée, qui traduit les véritables finalités du Modèle Social.
- L'évolution du Pouvoir d'achat qui prend en compte la performance de croissance du pays.

Et nous examinerons tout particulièrement le cas de la Suède, bel exemple d'une réforme raisonnable, et surtout réussie, de son Modèle Social, du Danemark, vice-champion Européen des performances économique de la France et de l'Allemagne. Et bien sur des Etats-Unis, à l'avant-garde de la transformation en moderne ploutocratie.

Une couverture totale des Inégalités de revenus nécessite de recourir à deux Banques de données principales. WID créée par Thomas Piquetty, reste largement centrée sur l'exploration fine des revenus **avant impôts** des riches (de 0,001% à 10%). OCDE permet de distinguer les pauvres et les classes moyennes. Dans les deux bases, les données disponibles ne vont pas au-delà de 2017, ou même 2016. Mes projections 2017 2019 -RC sur les graphiques- extrapolent les tendances antérieures.

(A1) Les pauvres ont été, de 1991 à 2019, les premières victimes de la mondialisation.

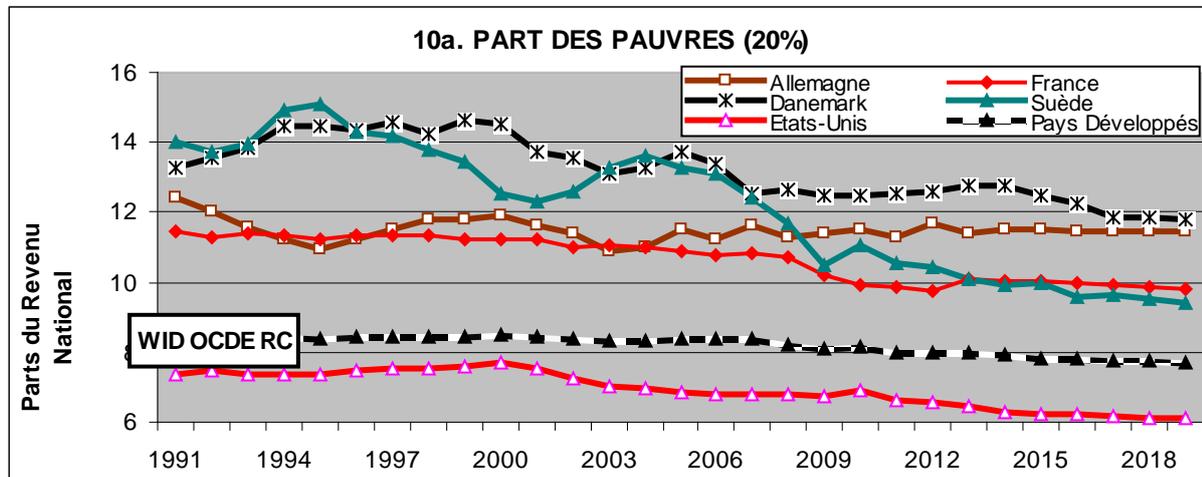
Aux seules exceptions notables de l'Allemagne, leur part dans le Revenu Disponible National, RDN, la richesse créée et distribuée chaque année, a fondu comme neige au soleil.

Le cas le plus spectaculaire est celui de la Suède. Au début des années 90, son Economie était lestée par les excès d'un Modèle Social trop laxiste et à bout de course. A coup de transferts sociaux, les pauvres Suédois se partageaient 14% à 15% du Revenu National, 5 à 6 points de plus que la moyenne des Pays Développés concurrents. En trois décennies, cette part

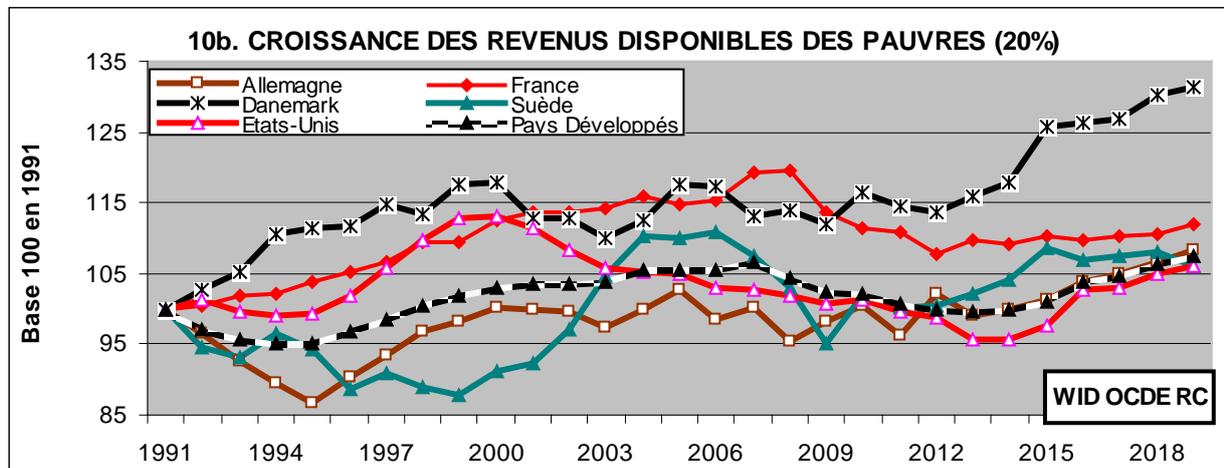
a été ramenée à moins de 10%. Après une chute de 20%, il fallut attendre 2004 pour que les pauvres suédois retrouvent leur pouvoir d'achat de 1991. Mais la réforme suédoise a réussi à rendre sa compétitivité à la Suède. La forte amélioration des performances que nous avons constatée a eu une conséquence très concrète : la taille du gâteau à se partager, les fruits de la croissance, s'est envolée. Les Pauvres Suédois finissent la période avec un modeste gain de Pouvoir d'Achat.

La part des **Pauvres Danois** a également décliné, de 14% à 12%. Après avoir stagné autour de 15% jusqu'en 2012, leur pouvoir d'achat a vivement profité de la belle croissance de l'économie danoise, et progresse en définitive de 30% pour l'ensemble de la période.

De 1991 à 2019, La part des **Pauvres Français** s'est régulièrement effritée, de 11,4% à 9,8%. De 1991 à 2007 leur pouvoir d'achat avait tout de même progressé de 20%, mieux que les Danois, grâce à la bonne croissance de l'Economie. Spectaculaire retournement pendant la période de crise 2008 2011. Le pouvoir d'achat des Pauvres français perdit 10%, et stagna ensuite jusqu'en 2019.



Les Pauvres américains ont été les premières victimes, mais pas les seules, de la **priorité absolue donnée à l'enrichissement des "Très Riches "par le Modèle "Antisocial" Américain.** De 1991 à 2019 leur part dans le revenu national est tombée de 7,5% à 6%. Leur pouvoir d'achat avait même baissé de 8% de 2005 à 2013, avant de revenir à un léger gain de 5%.



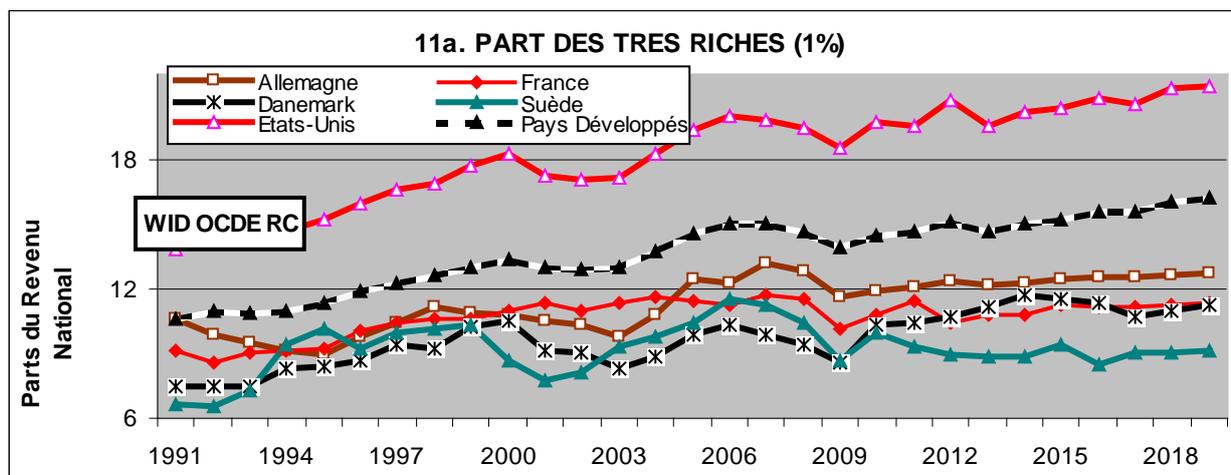
Avant d'examiner les Classes Moyennes, il faut donc décortiquer les évolutions des Riches et Très Riches.

(A2) Les Très Riches, grands gagnants de la mondialisation

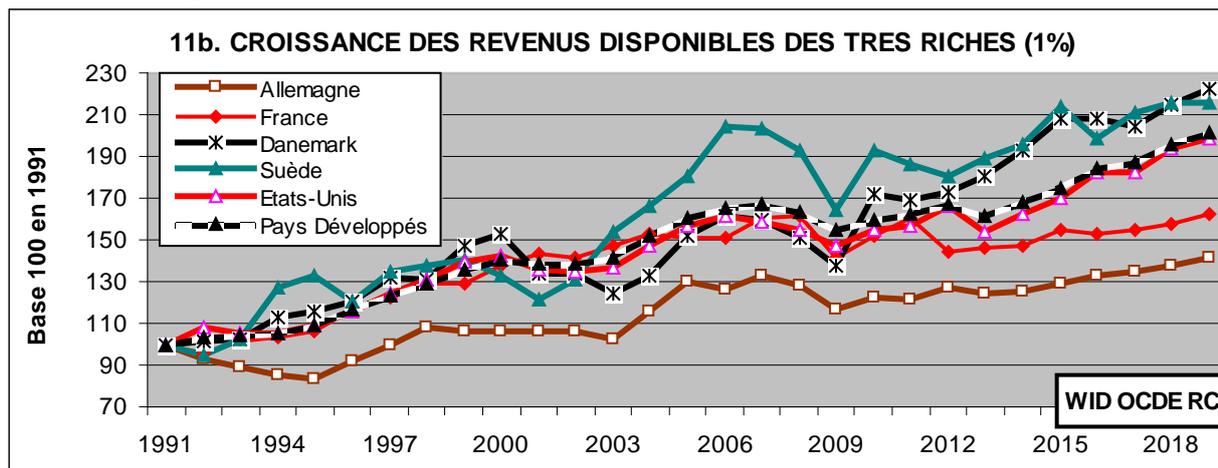
De 1991 à 2019, la part du revenu disponible captée par les **Très Riches américains** est passée de 14% à 21,5%, avec un simple ralentissement pendant les années de crise, 2007 à 2012. Et leur pouvoir d'achat a doublé.

La part des **Très Riches allemands** est passée de 10,6% à 12,8%, et leur pouvoir d'achat a progressé de 40%. Celle des **Très Riches Français** payant civiquement leurs impôts en France est passée de 9,2% à 11,4% et leur pouvoir d'achat a progressé de 60%.

1.

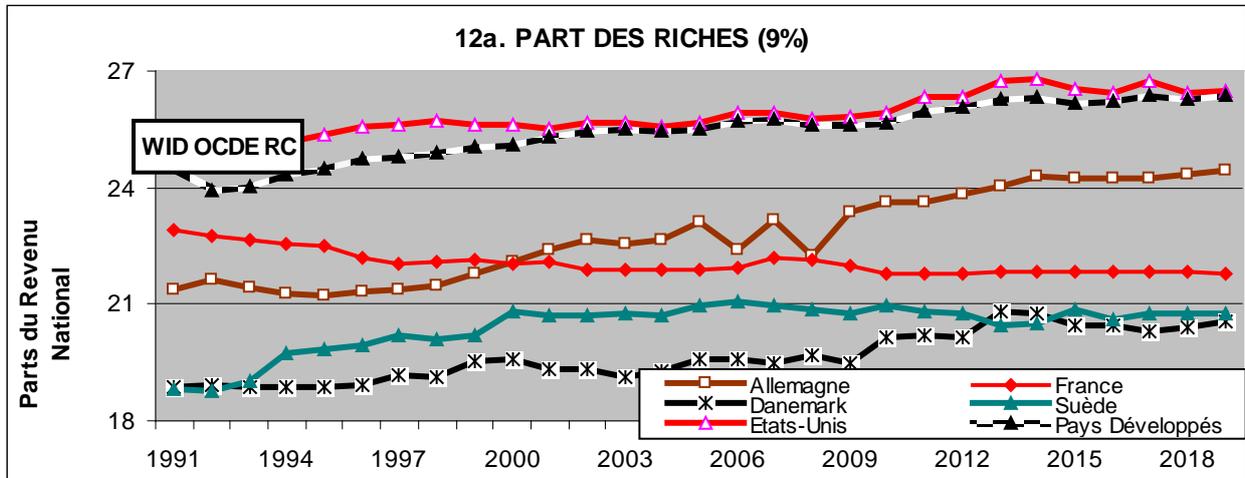


La part des **Très Riches suédois** n'est passée que 6,7% à 9,1%. Mais, grâce aux performances de l'économie réelle suédoise, les Très Riches Suédois ont fait encore mieux: +116% en 28 ans. La palme revient aux **Très Riches Danois**. Leur part est passée de 7,5% à 11,2%, et leur pouvoir d'achat s'est envolé de 123%.



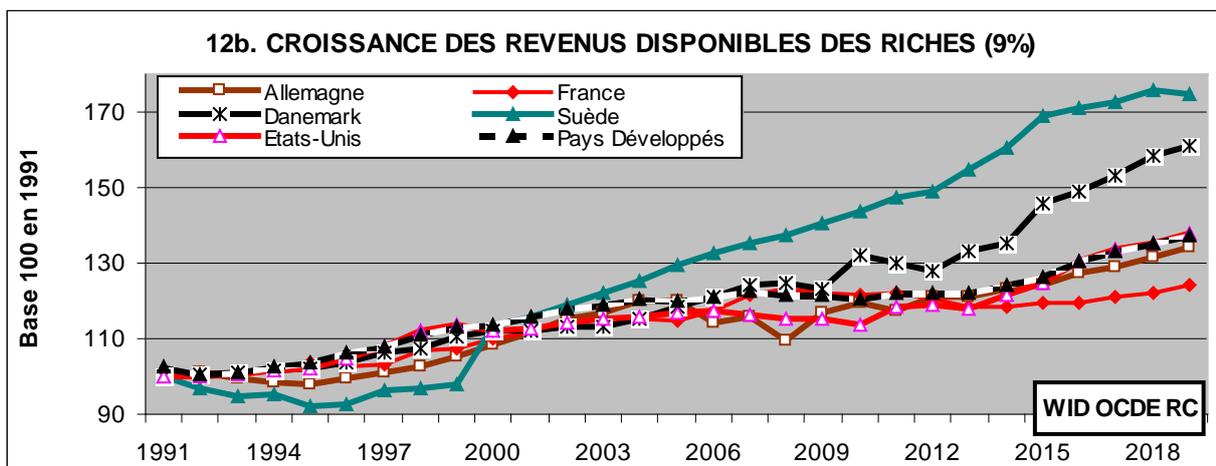
(A3) La part du Revenu national des **simples Riches Américains** est passée de 24,7% à 26,5%, un gain de pouvoir d'achat de 30%. De 21,4% à 24,4%, et +34% de pouvoir d'achat pour les **Allemands**. La part des **Français** aurait régressé de 22,9% à 21,8%, et +24% de pouvoir d'achat. La part du Revenu national des **Simple Riches Suédois** a progressé de 18,8%

à 20,7%, et leur gain de pouvoir d'achat a atteint 75%. Les **Simples Riches Danois** ont un peu moins obtenu : leur part est passée de 18,9% à 20,5%, +61% de pouvoir d'achat.



La comparaison des Très et Simples Riches, et des classes moyennes, de l'ensemble des 15 pays développés retenus, aboutit à deux constatations :

- Le Pouvoir d'achat des très riches a bondi de 90% (+2,5% par an). Celui des Simples Riches de 38% (1,05% par an), et celui des Classes Moyennes de seulement 11% (0,4% par an). Au fur et à mesure que l'on gravit l'échelle de la richesse, la part des revenus des grands spécialistes mondialement recherchés, puis des revenus tirés du patrimoine financier augmente.
- Or ces revenus exceptionnels échappent largement aux fisco nationaux, alors que les revenus du travail des classes moyennes subissent pleinement un véritable matraquage fiscal. WID, dont les revenus sont "pré-taxes" surestime probablement les revenus nets disponibles des classes moyennes, et sous-estime certainement les revenus des riches et des très riches.



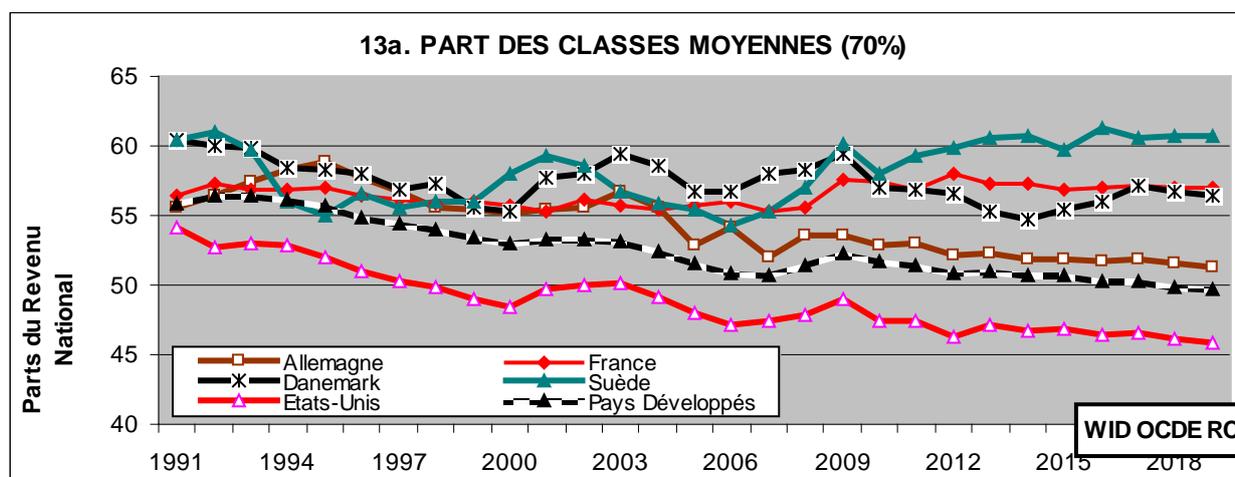
(A4) Des Classes moyennes prises en sandwich

Tondre les Pauvres pour engraisser les Très Riches ne pouvait suffire : ils sont certes nombreux, mais trop pauvres. Les **grandes perdantes américaines sont les classes moyennes**

: leur part dans le Revenu national a fondue de 54% à 46%, et leur pouvoir d'achat a fluctué jusqu'en 2015 autour de son niveau de 1991 (plutôt au dessous pendant 14 ans). Il a fallu attendre Trump, et le plein emploi, pour que la théorie du ruissellement s'applique timidement aux Etats-Unis.

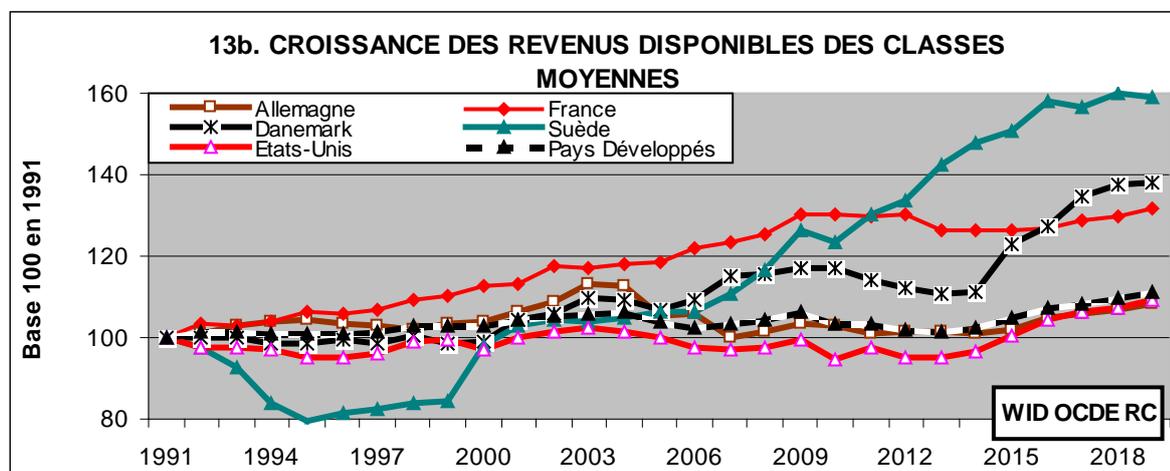
De 1991 à 2019, La finalité du Modèle Social Américain a été de protéger, et perpétuer, ce **Paradis des Riches**.

Le plus étonnant est que les **Classes Moyennes Allemandes** ont subi le même sort : leur part dans le RDN a régressé de 56% à 51%. Après avoir légèrement progressé de 1991 à 2004, leur Pouvoir d'Achat est revenu au niveau de 1991. Il a fallu attendre le plein emploi, pour que la théorie du ruissellement s'applique également en Allemagne.



A l'opposé, les **classes moyennes suédoises** sont les grandes gagnantes. Après avoir baissé de 5 points pendant la cure d'austérité entraînée par la remise en cause du Modèle Social, leur part du gâteau a retrouvé en 2019 leur niveau de 1991 (60%). Leur Pouvoir d'achat a pleinement profité de l'envolée des performances de l'économie réelle. De 1995 à 2019, il a doublé (+60% de 1991 à 2019).

La part des **classes moyennes Danoises** a en revanche perdu 4 points, et l'amélioration de leur pouvoir d'achat n'a progressé que de 40%.



La part des **Classes Moyennes Françaises** dans le Revenu National est le seul exemple de stabilité, de 1991 à 2019, autour de 56%. Jusqu'en 2009, la progression de leur Pouvoir d'achat était restée le plus performante, en avance sur celle des suédoises. Mais elle n'a pas tenu la distance, et s'est simplement stabilisée. De 1991 à 2019, leur pouvoir d'achat a tout de même progressé de 30%, pas trop loin des Danoises.

Risquons nous à une analyse sociologique qui mériterait d'être approfondie :

Dans la masse impressionnante des effectifs de la fonction publique et des organismes assimilés, seuls les contractuels, qui ne bénéficient pas du statut protecteur des fonctionnaires, et qui ont la malchance de ne pas réussir à le décrocher après des années de galère, risquent de faire partie des pauvres. Et il en va de même pour la grande masse des retraités de la fonction publique et des régimes spéciaux. Ces deux populations constituent donc une bonne part des classes moyennes françaises. Et leur capacité de nuisance assure la perpétuation de leurs "avantages acquis".

La véritable finalité du Modèle Social Français est donc de protéger, et perpétuer, ce **Paradis des Rentiers et futurs Rentiers**.

(A5) En regroupant les Riches et les Très Riches, on obtient **les fameux 10%**.

Leur part du Revenu National est passée de 38% à 48% aux Etats Unis, de 32% à 37% en Allemagne, de 26% à 30% en Suède, et de 32% à 33% en France.

Et donc la **part des 90%** a chuté de 62% à 51% aux Etats Unis, de 68% à 63% en Allemagne, de 74% à 70% en Suède. Elle aurait progressé de 67% à 68% en France.

Mais avant de clamer que la France est, après la Suède -et le Danemark- le Pays Développé le moins inégalitaire, il faut rappeler que les statistiques de répartition de richesse sont établies à partir des déclarations fiscales. Et les Riches Français ont au moins un record du monde indiscutable : Ils sont depuis plus d'un siècle les champions de l'exil fiscal.

(B) Les dégâts macro-économiques et sociaux de l'envolée des inégalités

"Je paie bien mes ouvriers pour qu'ils puissent acheter mes voitures" disait Ford. Ce "**consensus de Détroit**" a inspiré la politique sociale américaine jusqu'aux années 1970 1980 rappelle avec mélancolie Robert Reich. La mondialisation l'a fait voler en éclat. Pour le "**consensus de Washington**", qui inspira ensuite nombre d'économistes, et la doctrine officielle des institutions nationales et internationales, même en Europe, **la rémunération n'est plus qu'un coût**, qu'il faut donc comprimer au maximum. Mais, quand cette doctrine s'applique à la quasi-totalité des pays développés, et à une part croissante des pays en développement, on s'aperçoit que ce qu'on appelait la « théorie du circuit » dans ma jeunesse studieuse, reste largement vraie au niveau mondial, mais fonctionne maintenant à l'envers:

B1. Un comportement "apatride" des très riches et ultra riches.

Pour les 15 pays développés suivis, la progression en volume annuelle du PIB, de 1991 à 2019, a été en moyenne de 1,95%, et celle des dépenses des ménages (consommation plus investissements en logement) de 2,1%.

Dans ces 15 pays, la progression en volume des revenus de 1991 à 2019 a été en moyenne annuelle de 0,4% pour les 90%, de 1,5% pour les 10%. Mais le poids relatif des riches a fortement augmenté, au détriment des 90%. Il en résulte un de ces "effets de structure" qui surprennent ceux qui n'ont pas une connaissance minimale des pièges de la statistique : la croissance composée de l'ensembles revenus, riches et pauvres mélangés, est de 2%. Suffisante pour financer à peu près correctement une croissance moyenne des dépenses de 2,1% ?

Peut-on compter sur les très riches pour fournir, par leurs dépenses, du travail à leurs compatriotes moins favorisés, comme le faisait Louis XIV quand il faisait construire Versailles? Mangeraient-ils du caviar à tous les repas, qu'ils ne pourraient consommer qu'un part rapidement décroissante de leurs revenus, au fur et à mesure que l'on se rapproche du "top 0,01%". Et ils courent le monde pour se montrer aux endroits où il faut être. Leur consommation ostentatoire est de plus en plus internationale, et fait de moins en moins appel à ces produits banaux qui fournissent l'essentiel des emplois de leurs concitoyens.

Ils sont en définitive "condamnés" à épargner, et réinvestir, une part croissante de leurs revenus. En cherchant bien, on trouve certes parmi eux des entrepreneurs accrochés à la terre de leurs ancêtres, et y investissant pour développer leurs entreprises ou en créer de nouvelles. Mais la grande majorité sont des rentiers ou descendants de rentiers, quasiment apatrides, dont le seul travail est de sélectionner les multiples spécialistes qui sauront leur conseiller le meilleur "exil fiscal", puis faire fructifier leurs patrimoines. Et Piketty a su trouver, en examinant l'enrichissement des fondations américaines, la démonstration expérimentale que non seulement "l'argent va aux riches" -le fameux " r " (rendement des actifs) $>$ " g " (taux de croissance)- mais que le rendement des patrimoines bien gérés croît avec leur taille. Et bien entendu les bons placements visent plutôt les produits financiers que les vieilles activités de l'économie réelle. D'ailleurs investir dans des transnationales c'est indirectement investir en Chine et autres pays en développement, où les travailleurs sont productifs, disciplinés, et beaucoup moins couteux. **Bref seule une petite partie du revenu des très riches est consacrée à fournir des débouchés et des emplois à leurs concitoyens.**

B2. Circonstance aggravante, une part très importante des revenus des très riches est réalisée par les GAFAM, ce qui crée deux grosses "fuites" dans la "théorie de circuit" :

- Ces champions de l'évasion fiscale ne paient d'impôts sur les bénéfices ni dans les pays où ces profits sont réalisés, ni dans le pays qui héberge leurs maisons mères (les Etats-Unis). Ce qui oblige les Etats à matraquer les revenus qui ne peuvent se délocaliser, les classes moyennes et les patrimoines immobiliers.

- Seule une petite partie de ces profits est réinjectée dans l'économie mondiale, par distribution de dividendes, et rachats -généreux- de petites start-up, pour consolider leurs monopoles mondiaux. L'essentiel est thésaurisé dans des paradis fiscaux, et gonfle la valeur financière de ces mastodontes boursiers. Le confinement a encore accéléré la digitalisation des économies mondiales, appauvrissant les entreprises de l'économie réelle et les Etats, et boostant les revenus des GAFAM. Allons jusqu'au bout du décryptage du Modèle Trumpien : Les boursiers du monde entier s'arrachent des morceaux de la "Poule aux œufs d'Or", ces GAFAM qui constituent aujourd'hui le tiers de la capitalisation boursière du NASDAQ. Wall Street s'envole, à la grande joie des ploutocrates et de Trump, qui en fait le critère principal de la réussite de sa politique économique. Et, à court terme il n'a pas tout à fait tort : Les ménages, américains dont la progression des retraites repose sur la bonne santé de Wall Street, et les entreprises américaines que ces plus-values boursières exonèrent de versements en espèces à

ces fonds, participent à la fête. La lutte pour la réélection de Trump, qui garantirait une prolongation fragile de ce meilleur des mondes n'a pas manqué de soutiens, et la mise au pas de la Ploutocratie américaine risque de se révéler fort difficile...

Trois conséquences macro-économiques :

- Année après année, il a fallu aux pauvres, dont l'épargne est quasi-nulle ou négative, et même aux classes moyennes, financer par emprunt une bonne partie de leurs dépenses d'investissement et même de consommation. Aux Etats-Unis cela a abouti à la crise des "subprimes", qui a remis les compteurs à zéro, aux frais de la collectivité. Puis, en dix ans, la bulle de l'endettement des ménages s'est reconstituée.

- En revanche le patrimoine financier des riches, largement à l'abri dans les paradis fiscaux, s'est envolé.

- Dans l'analyse des processus de financement de la croissance, que l'on s'intéresse à une entreprise ou à l'ensemble d'une économie, il est capital de chercher à éviter une détérioration de la situation financière susceptible d'entraîner une crise effaçant les progrès réalisés pendant des années de croissance financièrement déséquilibrée. Cette approche structurelle, que décrira le site en cours de rénovation, permet de comprendre la plongée dans l'endettement des ménages qui a conduit à la crise des subprimes. Et de mesurer la responsabilité de l'envolée des inégalités dans cette catastrophe, puis dans la médiocrité de la sortie de crise.

Pour éviter une détérioration de leur situation financière, les 90% auraient du limiter la croissance de leurs dépenses à 0,4% par an. A situation financière stable, les 10% auraient en revanche pu accroître leurs dépenses de 1,5% par an. - La moyenne pondérée de ces deux taux constitue le "**potentiel de croissance équilibrée**" des dépenses de l'ensemble des ménages. Il aurait été de **1,37% par an** pour la période 1998 2018, face à une croissance observée de 1,85% par an. **26% de la croissance des dépenses des ménages des pays développés ont donc été financés par une détérioration de leurs situations financière**, baisse du taux d'épargne et fuite en avant dans l'endettement, qui a concerné essentiellement les 90%. La faiblesse des revenus des classes pauvres et moyennes ne permet donc pas d'entretenir une croissance socialement et électoralement acceptable sans recours à un dopage financier dont nous examinerons plus loin les dangers.

Cette fuite en avant dans l'endettement a été permise par le laxisme des banques centrales, qui sont donc les grandes "facilitatrices" de l'envolée des inégalités.

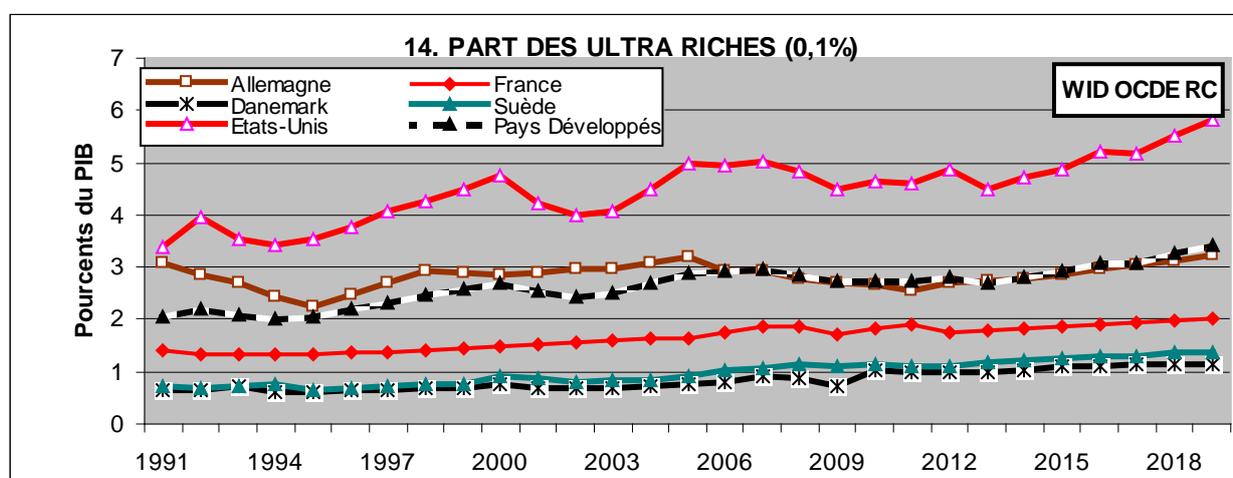
Cette envolée des inégalités joue un rôle majeur dans la décadence des démocraties occidentales. La combattre est le seul moyen d'améliorer le sort des 90% en se contentant de la croissance modérée qu'exige la lutte contre le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources naturelles. Ces deux raisons justifient d'en faire le troisième Objectif Fondamental des Citoyens-Electeurs. Ce qui conduit à proposer une mesure des performances des Modèles Nationaux en ce domaine.

(C) INEGALITES ET PREOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

La crise sanitaire est en train de faire une démonstration spectaculaire : la manière la plus efficace de lutter contre le réchauffement climatique, et l'épuisement des ressources naturelles,

est **de freiner la croissance**. Encore faut-il le faire de manière socialement supportable. Et les marges de manœuvre ne sont pas négligeables.

Une première approche est d'examiner l'ampleur du prélèvements sur la richesse créée par les ultra riches (les 0,1%). De 1991 à 2019, ils sont passés, pour l'ensemble des 15 pays, de 2 à 3% du PIB (environ 18 trillions de dollars ou euros pour la seule année 2019). Pour les seuls Etats-Unis, de 3,3% en 1991 à 5,9% du PIB en 2019. A ce niveau de revenus stratosphériques (8900 fois le revenu moyen des classes moyennes, 16500 fois le revenu moyen des pauvres) on trouve certes quelques chefs d'entreprise, sportifs et traders. mais la grosse part est encaissés par des rentiers. Et surtout ce qui est réinjecté dans l'économie réelle n'en est qu'une faible partie. Le gros est réinjecté dans la Sphère Financière et nourrit la bulle du Nasdaq. Le moyen le plus radical de réduire ces prélèvements annuels est de taxer les revenus monopolistiques des GAFAM dans les pays d'origine de leurs revenus.



La seconde approche est de s'interroger sur le sort des centaines de milliards de profits antérieurs mis à l'abri dans les paradis fiscaux par les GAFAM. Et il y a urgence. Tant qu'ils dorment, ils sont à la merci d'un redressement fiscal par les autorités politiques des pays d'origine de ces profits. Le jour où ils seront rapatriés aux Etats-Unis, moyennant une taxation suffisamment modérée pour en sauver l'essentiel, ils seront redistribués à leurs actionnaires. Ce sujet capital fera partie de la seconde contribution prévue dans quelques semaines.

(D) Les champions de la lutte contre les inégalités...et les autres

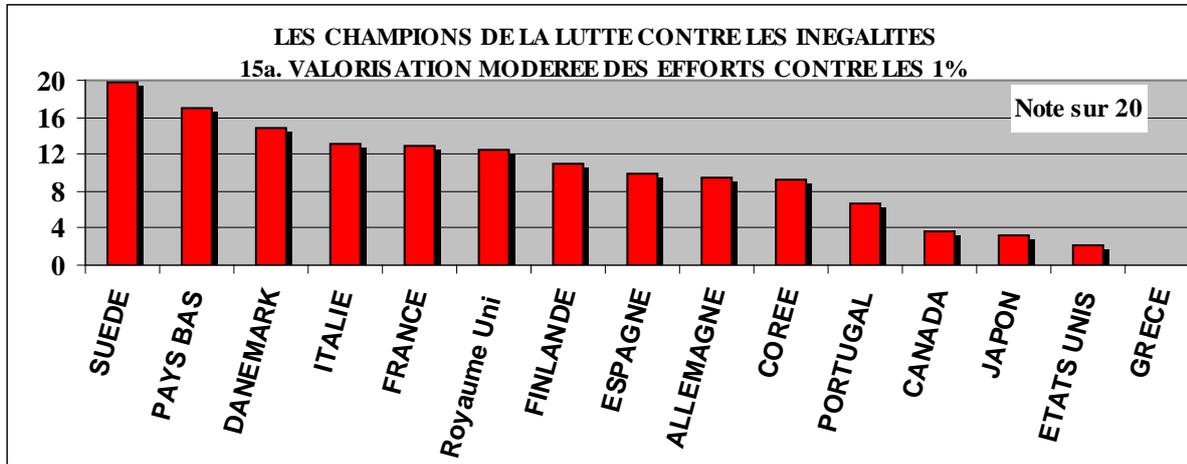
Il y a deux approches pour réduire les inégalités :

- Améliorer le sort des Pauvres et des Classes Moyennes : accroître leurs parts dans le Revenu National, et accélérer la croissance de leurs revenus
- Réduire le sort des Riches et des Très Riches : diminuer leurs parts dans le Revenu National, et ralentir la croissance de leurs revenus

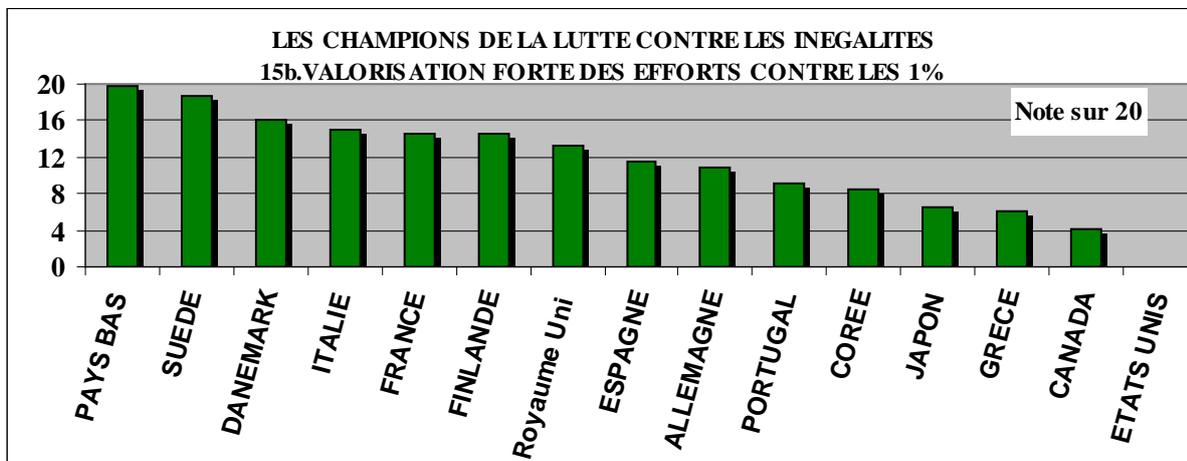
Pour mesurer les effets de l'interventionnisme des Etats en matière d'inégalité, il faut :

- Retenir en positif les 4 ratios concernant les Pauvres et les Classes Moyennes (parts du revenu national et croissances des revenus)
- Retenir en négatif les 4 ratios concernant les Riches et les Très Riches (parts du revenu national et croissances des revenus)

On peut ensuite jouer sur les pondérations. Si on conserve les poids démographiques (20%, 70%, 9% et 1%), la valorisation des efforts pour plafonner les riches, et surtout les très riches, est limitée. Cette pondération avantage les pays qui ont le moins défavorisé les Riches et les Très Riches. Le podium est occupé par Suède, Pays-Bas et Danemark. La France est cinquième et les Etats-Unis ne sont qu'avant derniers.



On peut au contraire valoriser les pays qui ont plafonné plus énergiquement les Riches et surtout les Très Riches. En retenant par exemple une pondération 20%, 40%, 20% et 20%. D'une courte tête, les Pays-Bas devançant Suède et Danemark. Les Etats-Unis sont rétrogradés à leur véritable place, la dernière. La France reste à la cinquième place.



L'envolée des inégalités est un des facteurs majeurs de la décadence des Economies Occidentales. Cet exercice pour "faire parler les chiffres" suggère au moins trois observations :

- Leur combat énergique contre les inégalités n'empêche pas Suède et Danemark de réaliser de brillantes performances économiques. Irait-on jusqu'à suggérer qu'il les favorise ?
- Les Etats-Unis sont les champions incontestés de la course aux inégalités. Mais réalisent des performances économiques simplement moyennes. Aux oubliettes la théorie du ruissellement ?
- La prétention de la France d'avoir le meilleur Modèle Social, est loin d'être confirmée par sa performance à peine moyenne pour la lutte contre les inégalités.

Il y a au moins une conséquence de la crise en cours qui est indubitable, et insupportable : l'envolée des patrimoines et des revenus des ultra-riches, les 0,01%. Cette absence de solidarité va jouer un rôle majeur dans les prochains mois : elle décuple le risque de crises sociales.

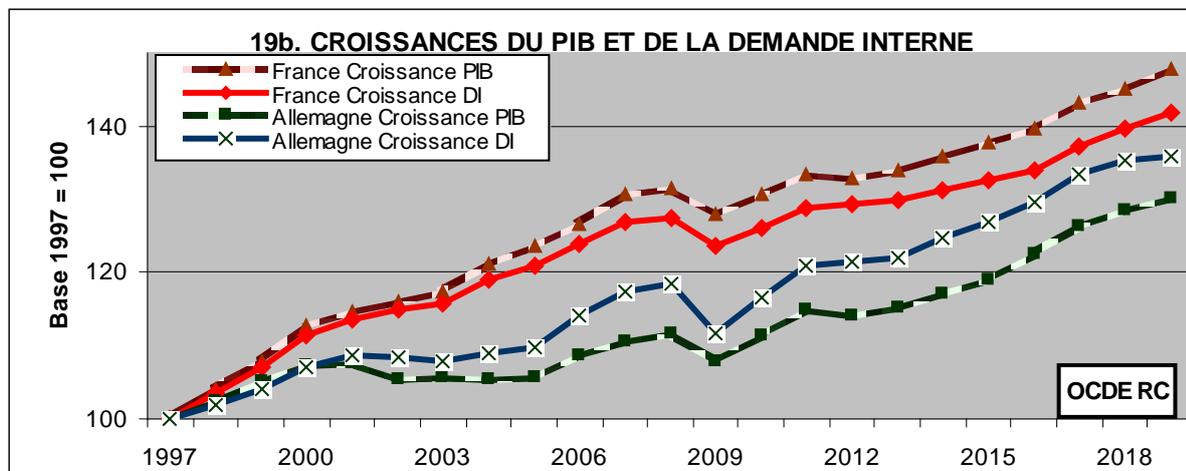
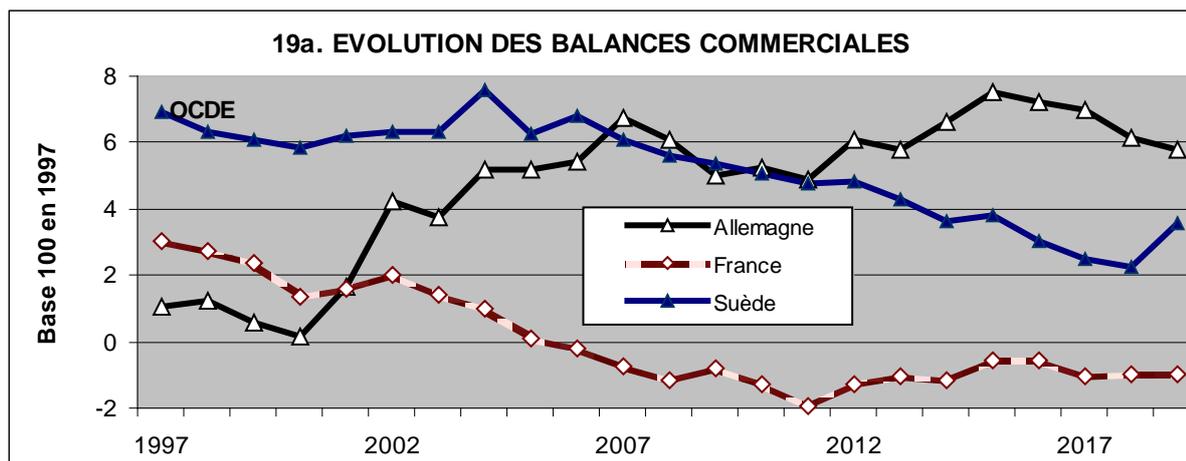
CHAPITRE 3 : LA COMPETITIVITE INTERNATIONALE

Son rôle est doublement fondamental :

- Une balance commerciale déficitaire signifie qu'une partie de la demande interne est satisfaite par des importations, ce qui réduit la croissance, et pèse sur l'amélioration du niveau de vie et l'emploi. A titre d'exemple :

= De 1997 à 2019, la Demande Interne Française a cru de 48%. Sa Balance Commerciale s'est détériorée de 4 points de PIB (de +3% à -1%). Son PIB n'a progressé que de 42%.
Perte : 6 points de PIB,

= De 1997 à 2019, la Demande Interne Allemande a cru de 30%. Sa Balance Commerciale s'est améliorée de 4,7 points de PIB (de +1,1% à +5,8%). Son PIB a pu progresser de 36%.
Gain : 6 points de PIB.

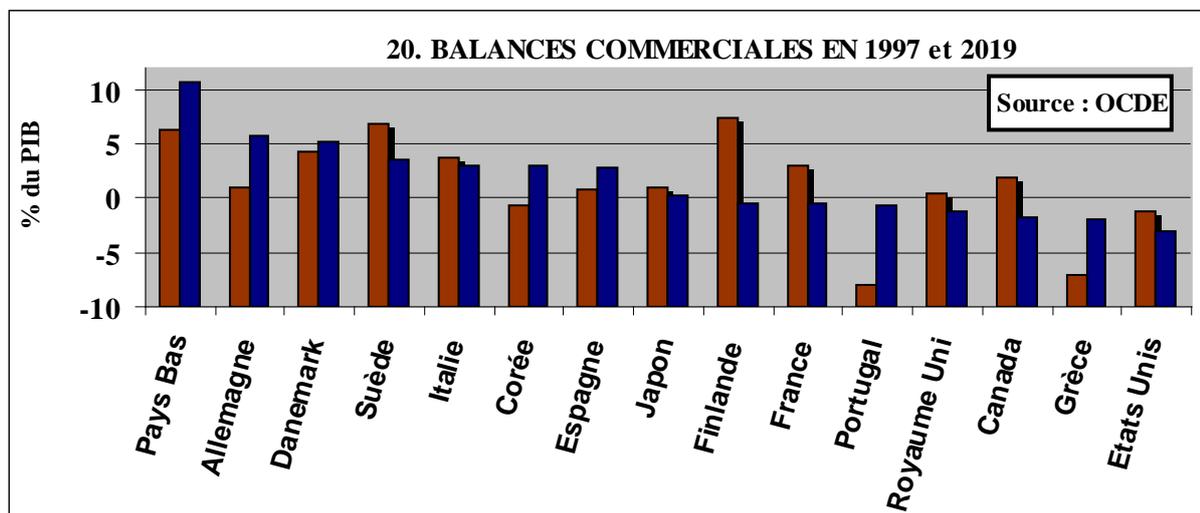


- Cette détérioration doit mécaniquement être compensée par un alourdissement de l'endettement externe; fragilisant la situation financière du pays. Et, dans le cas de la France, nuisant à sa crédibilité européenne.

Cela justifie d'en faire le troisième Objectif Fondamental des Citoyens-Electeurs, et nécessite de proposer une mesure des performances en ce domaine des Modèles Nationaux.

(A) La **balance commerciale** d'un pays est une approche trompeuse de la compétitivité internationale. En 2019 l'Italie se retrouve en cinquième position, derrière les Pays-Bas, le Danemark l'Allemagne et la Suède. Cela veut-il dire que la compétitivité internationale de l'Italie soit l'une des meilleures en Europe? Hélas non : ce résultat flatteur est du à la très faible progression de sa croissance, donc de ses importations. Le Japon, huitième est le dernier pays à conserver une balance légèrement positive. La Finlande, qui détenait en 1997 la première place, chute, en raison du sinistre commercial et industriel qui a frappé Nokia, en neuvième position, juste devant la France. La Grèce, à force d'austérité et de croissance négative, n'est plus dernière : les Etats-Unis font encore pire.

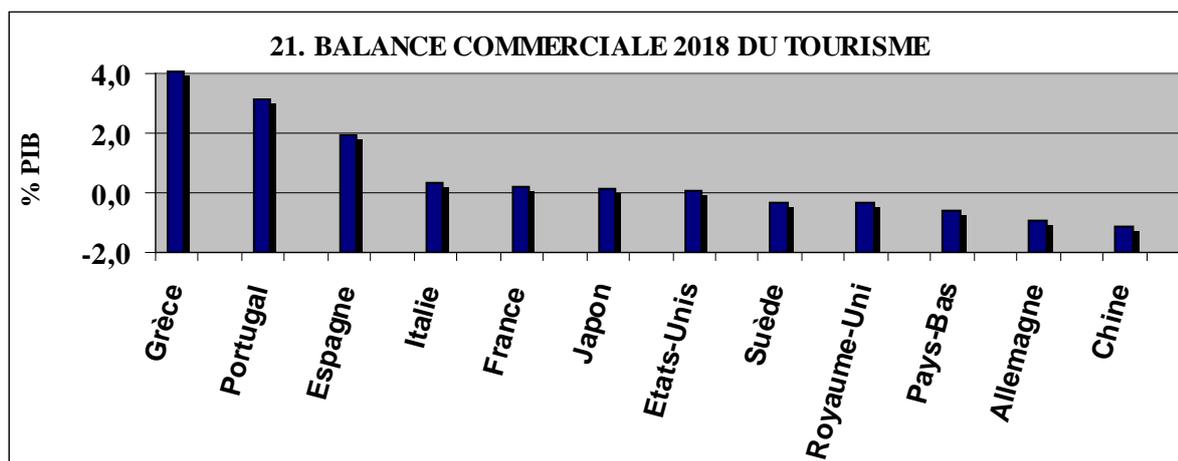
Circonstance aggravante : Beaucoup de journalistes -et même d'économistes?- ne sont pas conscients que les chiffres publiés tous les mois, et savamment commentés, ne couvrent que les seuls échanges de biens! Il faut attendre la publication des comptes trimestriels pour faire une analyse correcte de la balance commerciale des échanges de biens **et services**. Qui prend alors la peine de signaler que tous les pays du "club méditerranée ont, grâce au tourisme, des balances de services excédentaires, de 2% du PIB pour la l'Espagne, 3,2% pour le Portugal et surtout 4,4% pour la Grèce? A une exception près : la France, malgré ses atouts naturels et ses trésors historiques se contente d'un faible excédent de 0,2% du PIB : Elle s'enorgueillit de son record du monde des entrées de touristes sur son territoire, mais préfère ne pas s'interroger sur le nombre, et les raisons, de ceux qui ne font que la traverser à 130 km/h, pour se rendre en Espagne, au Portugal, en Italie ou même en Afrique du Nord.



Exemple tragique des ravages causés par cette focalisation sur les seuls échanges de biens : Horreur, la Balance Commerciale hors tourisme de la Grèce est encore en 2018 de -4,4% du PIB, il faut rajouter un cran à la politique d'austérité! Alors que la balance commerciale du tourisme, +4,1% du PIB, comblait presque le trou creusé par les autres activités... Saluons la clairvoyance des experts allemands qui avaient, au début des années 2010, conçu le plan EUREKA : plutôt que de prêter à la Grèce des sommes colossales, qui ne seraient jamais remboursées, ils proposaient de lui racheter à bon prix, des îles et des sites archéologiques, et

d'y investir massivement pour développer le tourisme. Levée de boucliers, face à cette approche mercantile, les Grecs furent les premiers à dénoncer cette atteinte à leur patrimoine national. Ils ont eu l'austérité, et les Européens ont du abandonner une bonne partie de leurs prêts...

Le tourisme a joué le même rôle salvateur -et créateur d'emplois non délocalisables- dans les autres pays du "Club Méditerranée"...sauf la France. Il faut remonter au passage de Laurent Fabius au ministère de l'économie - à la même époque- pour voir lancer un "Plan Tourisme" ambitieux... qui s'est vite perdu dans les sables.



Connaissant la Balance Commerciale du Tourisme -hélas on ne connaît pas encore les chiffres de 2019, car le sujet n'intéresse ni les Etats ni les Economistes-, on peut calculer la balance commerciale hors Tourisme. Ce sont, pour l'essentiel, la production de biens, et les activités de service aux entreprises; dont le fer de lance, en matière d'échanges internationaux, est l'Industrie Manufacturière.

Ce n'est toujours pas un indicateur de compétitivité : l'Italie est toujours à la troisième place, "grâce" à sa croissance zéro. Une situation à haut risques financiers et sociaux.

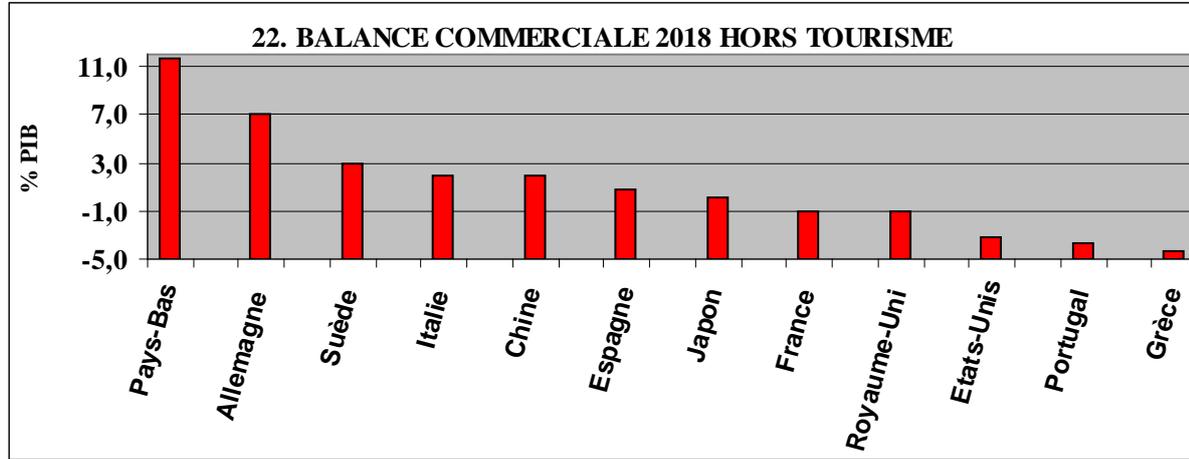
Ce cas mis à part, le graphique 21 isole deux populations aux comportements fort différents:

- A gauche, de l'Allemagne au Japon, les pays dont les activités marchandes hors tourisme, dégagent une balance commerciale au moins équilibrée, indice de viabilité économique et financière de leurs industries.
- A droite, de la France à la Grèce, les pays dont les activités marchandes hors tourisme, dégagent une balance commerciale plus ou moins déficitaire, indice que la viabilité économique et financière de leurs industries n'est pas assurée. En langage courant, on gémit que ce sont des pays souffrant de désindustrialisation.

Dans ce sous-groupe Grèce et Portugal, jusqu'en 2019, compensaient l'essentiel du déficit industriel par les performances de leurs activités touristiques. En France, on préfère rêvasser à renverser le cours de l'histoire, en relocalisant des activités industrielles. Vaste programme...Mieux vaudrait exhumer le "Plan Tourisme" de Laurent Fabius: gagner un point de PIB de balance commerciale du Tourisme, et des dizaines de milliers d'emplois non dé

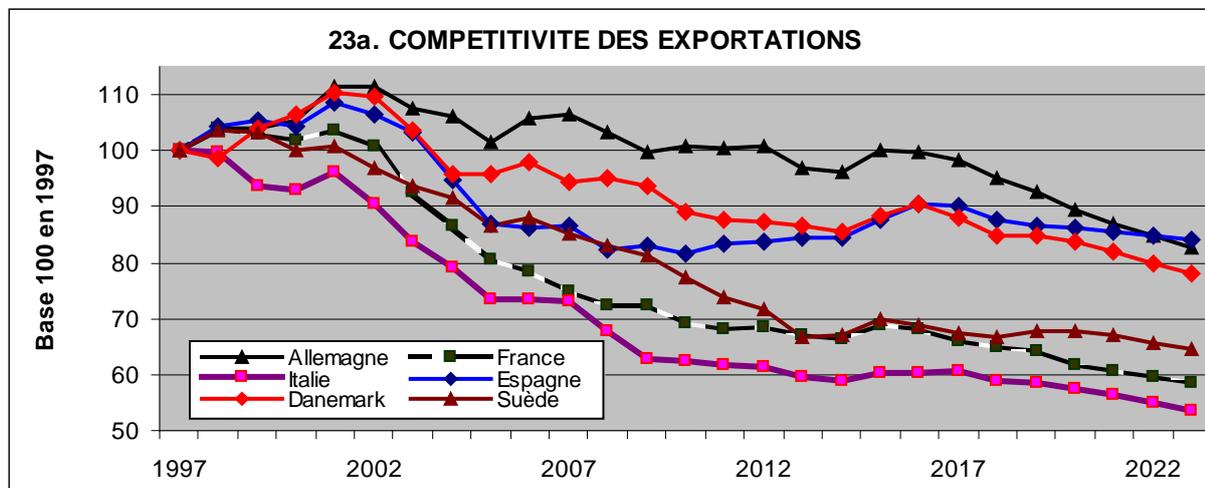
localisables, parait un objectif raisonnable. Moins "noble" (?) mais certainement moins couteux et plus réaliste!

Revers de la médaille : l'effondrement du tourisme aura des conséquence économiques et sociales dramatiques pour la Grèce, le Portugal et l'Espagne.



(B) C'est la **COMPETITIVITE DES EXPORTATIONS** qui est le critère fondamental de la compétitivité. L'approche retenue pour la mesurer est celle qu'utilisent toutes les entreprises exportatrices : **surveiller l'évolution de leurs parts de marché**.

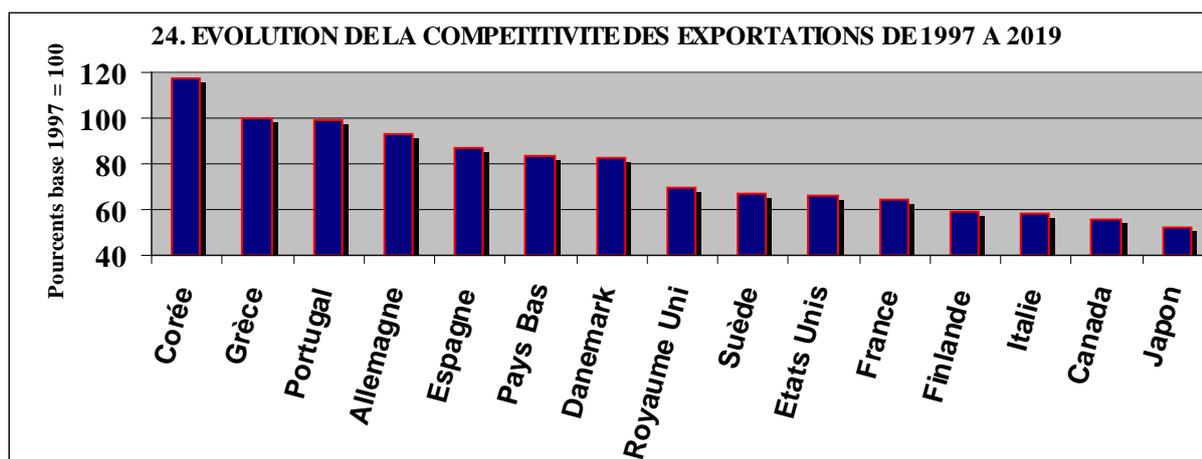
L'indicateur proposé est la vitesse de variation de la part du pays dans les importations mondiales de ses concurrents. On élimine ainsi l'effet de taille qui rend les performances difficiles à visualiser : Passer de 1% à 0,8% pour un petit pays est la même contreperformance que chuter de 20% à 16% pour un grand pays. La base 100 en 1997 a pour but de mesurer l'impact de la surévaluation de l'euro. **Il est spectaculaire pour la France : seules la Finlande et l'Italie lui évitent la honte d'être la lanterne rouge des pays développés.** L'effondrement de la performance Finlandaise est du au sinistre industriel et commercial subi par son flambeau. Après une magnifique percée permise par sa capacité d'innovation, Nokia a sombré sous la montée en puissance de ses concurrents Chinois et Coréens, avantagés par des couts de production imbattables.



Pour la première fois - et la dernière- Grèce et Portugal montent sur un podium, et l'Espagne n'est pas loin: les brillantes performances de leurs activités touristiques ont plus que compensé l'effritement de leurs activités manufacturières. Troublante contre-performance Japonaise. Il n'est pas facile d'avoir la Chine et la Corée comme voisins immédiats?

Le Modèle Allemand est optimisé autour de la volonté de maintenir des activités industrielles compétitives sur le sol national. Et elle y parvient brillamment. Mais nous verrons qu'elle bénéficie d'un avantage décisif que lui apporte l'euro, et que les allemands préfèrent occulter : la valorisation de l'euro par les marchés financiers est lestée par les craintes qu'inspirent les contreperformances des pays du "club méditerranée".

Sa monnaie **réelle** lui assure une excellente compétitivité... tant que la zone euro résiste à la pression des marchés financiers qui recommencent à sentir l'odeur du sang. Si la zone euro éclatait, le nouveau Mark s'apprécierait immédiatement de 20% ou 30% face à toutes les monnaies mondiales. On comprend mieux la forte hostilité de Donald Trump face à la zone euro en général, et à l'Allemagne tout particulièrement : son éclatement réduirait significativement l'énorme déficit des échanges commerciaux Etats-Unis Allemagne. Rappelons que le handicap des Etats-Unis est **l'insuffisance structurelle de leur épargne** : le pays vit, et consomme, au-delà de ses moyens.

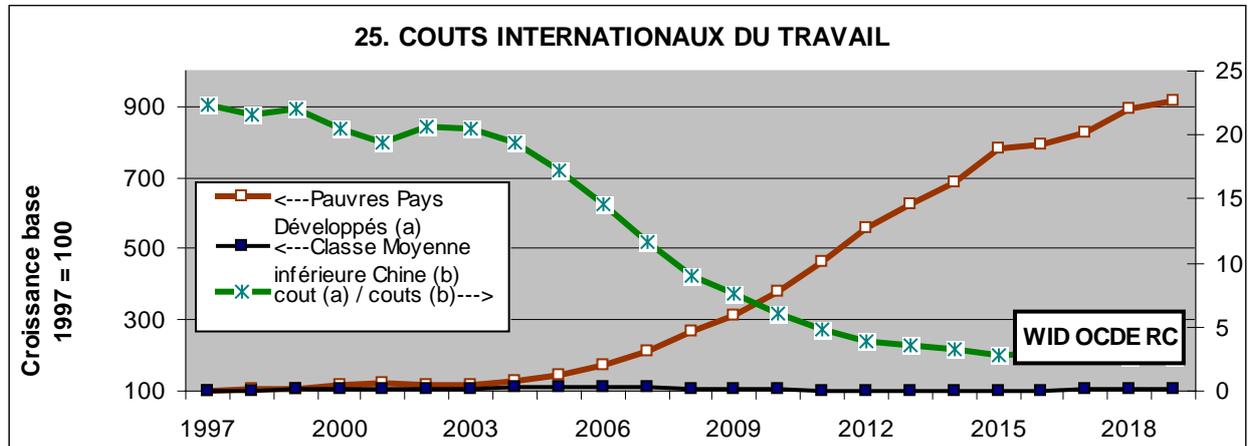


Grace à la performance Allemande, l'Euroland fait un peu moins mal que les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. Mais l'écart entre ces pays industrialisés et la Chine est vertigineux : il faudrait prolonger l'ordonnée du graphique 23b au delà de 450% pour mesurer la performance chinoise. Seule la Corée a progressé jusqu'en 2012, mais recule depuis lors devant le rouleau compresseur de son voisin.

(C) C'est la CONTRAINTE INTERNATIONALE créée par la transformation de la Chine en « Atelier Manufacturier du Monde » qui contribue massivement à la désindustrialisation dans la plupart des pays développés : Pour les activités industrielles et commerciales qui ne sont pas protégées par un haut degré de technicité, les coûts internationaux du travail jouent un rôle majeur dans la répartition mondiale des tâches. L'établissement du graphique 8 nécessite, pour un observateur extérieur nombre d'hypothèses simplificatrices et d'extrapolations audacieuses. Mais les résultats sont trop spectaculaires pour ne pas être significatifs : les 20% d'emplois pauvres des pays développés, souvent peu qualifiés, et les décrocheurs condamnés à des allers retours entre petits boulots précaires et mal payés et chômage, sont en concurrence avec les emplois de la classe moyenne inférieure chinoise, de

mieux en mieux éduqués, et prêts à subir des conditions de travail inacceptables dans les pays développés.

En 1997, un emploi "pauvre" dans les pays développés, exprimé en monnaie internationale, coûtait plus de 20 fois un emploi "classe Moyenne inférieure" en Chine. Et voilà pourquoi, en un quart de siècle, la Chine est devenue l'atelier du monde.



De 1997 à 2019, le cout international du travail a été multiplié par 9 en Chine, est resté quasi-stable dans les pays développés. Le cout international d'un emploi pauvre dans les pays développés n'est plus qu'un peu supérieur à 2 fois celui d'un emploi "classe moyenne" en Chine. Mais entre temps nombre de pays d'Asie du Sud Est ont progressivement remplacé la Chine comme fournisseur de travail à bas prix. Et la Chine est montée en gamme, devenant par exemple le premier producteur mondial de matériel de transport terrestre, et capable de produire quasiment seule (après avoir pompé la technologie occidentale) ses TGV et ses centrales nucléaires et bientôt ses avions moyen courriers. La contrainte ne faiblit pas. La seule sortie "par le haut" est un gigantesque effort d'innovation et de formation...

D. ECHANGES EXTERIEURS ET CROISSANCE

C'est sur le terrain, et en première ligne, que j'ai mesuré l'impact sur la croissance, et l'emploi, de l'évolution de la balance commerciale. Avec l'autorisation de l'auteur, je reprend l'épilogue de mes mémoires, qui seront d'ailleurs disponibles prochainement sur mon site rénové.

- De 1998 à 2018, la **balance commerciale Française** est passée de +20,6 milliards d'euros (+1,5% du PIB) à -60 milliards (-2,5% du PIB) soit une détérioration de 80 milliards (4% du PIB) qui a réduit d'autant la croissance.

- La France ne produisant pas de pétrole, la **balance commerciale des produits énergétiques** est passée de -9,4 milliard d'euros en 1998 (-0,7% du PIB) à -45,9 milliard d'euros en 2018 (-1,95% du PIB). Un alourdissement de 0,5% du PIB du prélèvement sur la richesse nationale par rapport à 2016, mais qui est encore loin des -3% subis de 2011 à 2014.

- Le véritable indicateur de la compétitivité internationale est la **balance commerciale de l'industrie manufacturière**. Elle est passée de +19,9 milliards d'euros (+1,5% du PIB) à -46,8 milliards (-2% du PIB) soit une détérioration de 66,7 milliards (3,5% du PIB)

- De 1998 à 2018, la **balance commerciale de l'industrie automobile** est passée de +8,9 milliards d'euros (+25% de son chiffre d'affaires) à -12,3 milliards (-17% de son chiffre d'affaires) soit une détérioration de 21,2 milliards, qui explique 32% de la détérioration de la balance commerciale de l'industrie manufacturière. Les douanes décomposent cet agrégat en deux sous ensembles. La balance des produits finis (voitures et véhicules industriels) a basculé dans le rouge dès 2007. Celle des composants et pièces détachées, dont une part importante est destinée à l'entretien du parc existant, n'a basculé qu'à partir de 2017. Mais avec 10 ans de décalage, la détérioration est aussi rapide.

- Heureusement, de 1998 à 2018, la **balance commerciale de l'industrie aéronautique** est passée de +0,8 milliards d'euros à +19,9 milliards, soit une amélioration de +19 milliards qui compense presque la contreperformance de l'industrie automobile.

- Hélas l'industrie aéronautique est la seule à surnager. **L'ensemble de l'industrie manufacturière hors auto et aéro** a contribué pour 65 milliards à la détérioration de la compétitivité de l'économie française. Ne surnagent que les matériels militaires et les industries de l'agro-alimentaires et du luxe. Mais des pans entiers ont connu des naufrages encore pire que l'industrie automobile : leurs fleurons du siècle dernier ont carrément disparu.

Les constructeurs ne s'acharnent pas à fournir les informations qui permettraient de pousser plus loin cette analyse qui n'intéresse que quelques économistes attardés. Et les Pouvoirs Publics ne commencent à s'inquiéter que lorsqu'un groupe implanté en province annonce un "plan d'amélioration de la compétitivité". Il faut donc se limiter à une approche fragmentaire.

Pour l'activité "Véhicules Industriels", c'est relativement possible. On ne peut évaluer ce qu'était la balance commerciale de la sous-branche "véhicules industriels" en 1998. Mais on peut en revanche estimer les **détériorations annuelles** dues aux seules variations des exports et imports de camions. Quand la part de marché français baisse d'un point dans un marché de 55000 (moyenne 2000 à 2008) cela veut dire que 550 véhicules ne sont pas produits par RVI, mais importés. Et quand la part de marché Europe hors France baisse de un point dans un marché de 234000 (moyenne 2013 à 2018) cela signifie une perte de 2300 camions. Dont au moins 80% auraient été produits en France (le reste dans les usines Espagnoles et Anglaises). On peut donc année par année estimer le "manque à produire de camions" du à la détérioration de la performance commerciale, et l'impact sur les chiffres d'affaires exports et imports. Pour éviter de surestimer le résultat, le calcul est fait en supposant qu'il s'agit de "véhicules moyens de plus de cinq tonnes", alors que les concurrents les plus agressifs ne produisent que des camions de plus de 16 tonnes. Et que le "prix départ usines" est de 75% du prix de vente final.

eut-on estimer la part de cet alourdissement du déficit commercial "Véhicules Industriels" résultant de l'échec commercial du "Grand Deal Planétaire? Rien n'est impossible pour un bon analyste habitué à faire parler les chiffres.

De 1984 à 1994, RVI était parvenu, grâce à la compétence et à la pugnacité de son équipe de direction, à résister aux guerres des prix périodiques déclenchées par ses concurrents, et à maintenir ses part de marché à 40% sur son marché national, et à 6% sur le marché européen hors France. Les marchés des années 2000 à 2018 ayant été en moyenne nettement plus favorables, à l'exception des années 2009 à 2011, on peut avancer sans forfanterie que ces performances auraient pu être maintenues avec une équipe de direction à la fois compétente et courageuse dirigée par un vrai capitaine.

*Malgré les hypothèses systématiquement minorantes retenues, le résultat est trop massif pour ne pas être significatif : **En 18 ans la gestion d'un RVI devenu docile, sous la main de fer de Volvo, à détérioré la balance commerciale Française d'un supplément d'au moins 5 à 6 milliards d'euros.***

Cette péripétie, qui n'est plus tout à fait un simple accident micro-économique, explique un quart des 21,2 milliards de détérioration de la balance commerciale de l'ensemble de la branche automobile constatée par les douanes.

Bel exemple, à méditer, des dégâts que peut faire un Président muré dans sa certitude d'avoir raison contre tous. Et où les événements finissent par punir sa "crise d'hubris".

E. PARITES ET COMPETITIVITE

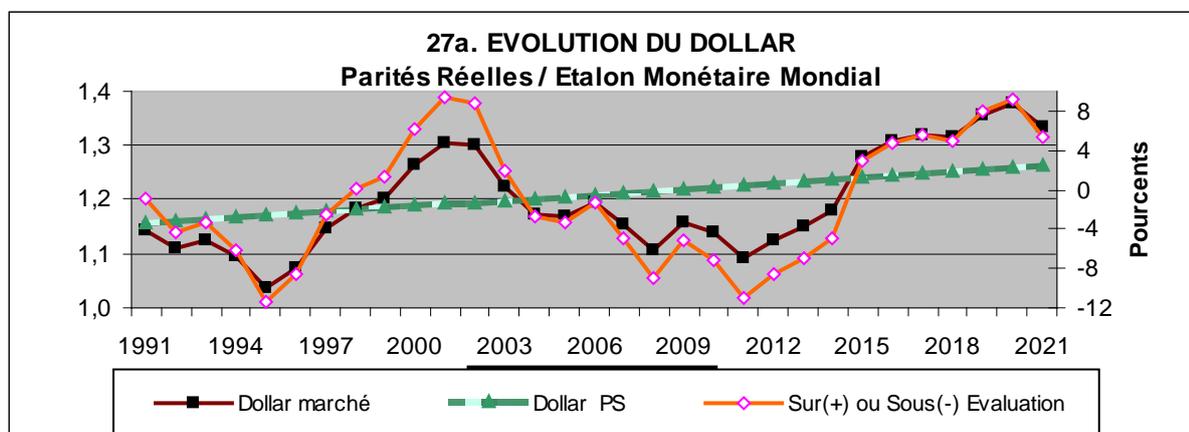
Etendons l'analyse à l'ensemble de l'industrie manufacturière française. En 20 ans, sa balance commerciale s'est détériorée de 67 milliards d'euros, une perte de 3,5% du PIB en 20 ans. Quelle part a prise la gestion des grandes monnaies mondiales dans ce naufrage?

Pour traiter correctement un sujet aussi complexe, j'ai besoin d'actualiser une analyse sur laquelle j'avais un peu levé le pied, l'évolution des Industries Manufacturières des 15 principaux concurrents. Je m'appuie pour cela sur les Banque de Données de l'OCDE. Qui malheureusement ne fournit encore que des données partielles s'arrêtant en 2018.

A long terme le seul moyen de rester compétitif est de sortir régulièrement des produits innovants à forte marge. Malheureusement les délais de sortie se chiffrent en années. Les efforts accomplis pour doper la Recherche porteront leurs fruits, peut-on l'espérer, dans cinq ou dix ans. Encore faut-il que ces fruits se matérialisent en France, et non dans des filiales étrangères. Il faut pour cela que le "Site Industriel Français" soit compétitif. Et cela dépend largement des parités. Pendant les quelques semaines que me demandera cette mise à jour, il faut se limiter à une approche purement financière.

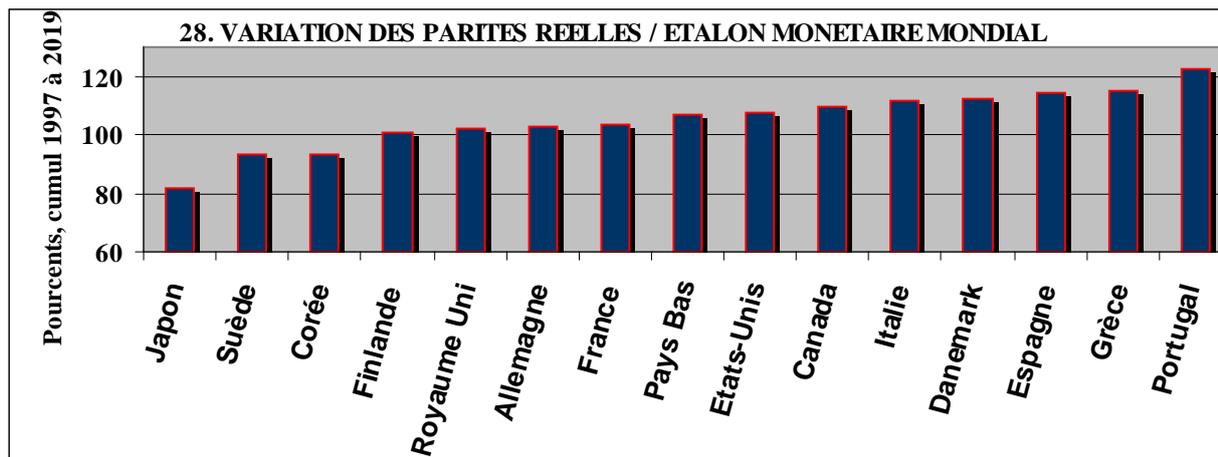
E1. L'annexe II présente les trois outils permettant de mesurer l'évolution des parités.

- Création d'un **Etalon Monétaire Mondial** supprimant, au moins sur le papier, l'approche traditionnelle qui fait du dollar la référence de toutes les analyses, et renforce la croyance que le Modèle Américain mérite un "statut spécial" qui lui permet de faire n'importe quoi. Et Trump a montré jusqu'où ça peut mener!



- Création des "**Parités Structurelles**" pour mesurer les tendances lourdes qui impactent les choix stratégiques des décideurs de l'Economie Réelle. - Elles permettent de mettre en évidence que l'Economie Réelle de chaque Modèle National se heurte, dans ses relations avec ses partenaires et concurrents à des **Barrières Monétaires**.

D2. Le calcul des BARRIERES MONETAIRES est très simple : quand la monnaie réelle allemande s'apprécie légèrement (3 pourcents en 22 ans) face à l'EMM, alors que le yen se déprécie au contraire de 18 pourcents, la Barrière Monétaire de l'Allemagne face au Japon est de $18 + 3 = 21$ pourcents. Et voila pourquoi même l'Allemagne n'exporte que marginalement vers le Japon!



En laissant sa Parité Structurelle **réelle** (dérive des prix déduite) s'apprécier, un pays impose à ses exportateurs une surcharge de leurs prix de revient pénalisant leur compétitivité, et aide au contraire les importateurs à accroître leur pression sur les producteurs nationaux. **Les Barrières Monétaires fonctionnent donc exactement comme les Barrières Douanières..** La seule différence est que, lorsque Trump impose des droits de douane prohibitifs pour mettre à genoux un pays qui lui déplaît, une réponse est possible : répondre par des droits de douane sur des produits fabriqués dans un état républicain. Et en route pour une crise modèle 1929. Alors que lorsqu'un concurrent laisse sa monnaie se déprécier, seul un pays s'autorisant une dévaluation peut répondre. Si son appartenance à la Zone Euro, ou toute autre raison le lui interdit, les exportateurs pénalisés ne peuvent que délocaliser leur production.

La revue des 15 Modèles Nationaux retenus pour la présente contribution montre que :

- Seuls trois d'entre eux sont parvenus à déprécier leur monnaie sur la période 1997 2019 : le Japon (-18%), pour essayer de compenser l'atonie de sa demande interne, la Suède (-7%), pour confirmer la réussite de ses réformes des années 90, et la Corée (-6%) qui, après avoir failli sombrer dans les années 90, s'est jurée "plus jamais ça".

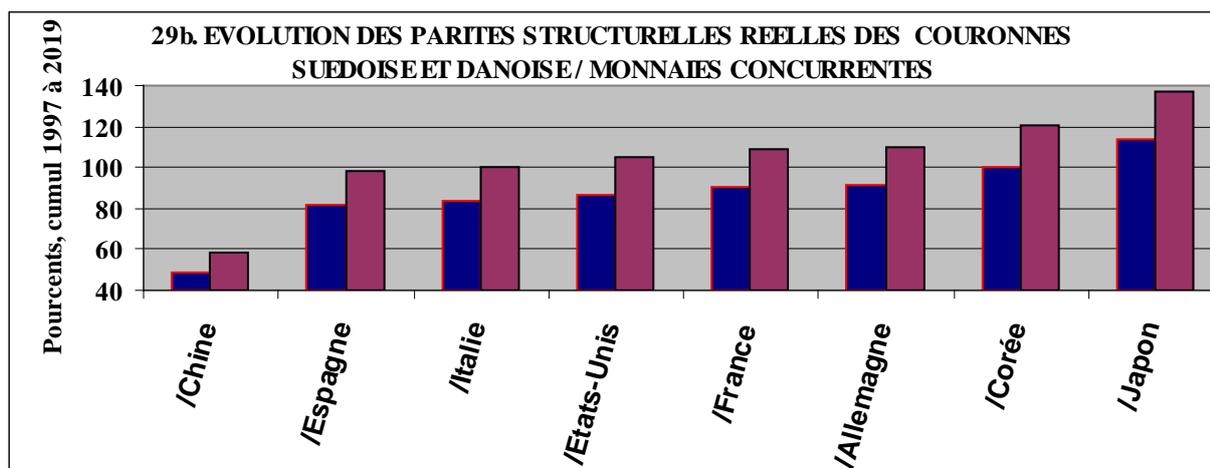
Suivent quatre pays qui ont à peu près maintenu la parité de leurs monnaies avec l'EMM : la Finlande, le Royaume-Uni (pré-Brexit), l'Allemagne et la France.

- Les huit derniers, des Pays-Bas (+7%) à la Grèce (+15%) et au Portugal (+22%), ont laissé accroître les barrières Monétaires qui ont handicapé leur compétitivité. Volontairement pour le Danemark (+12,5%) qui paie son accrochage à l'euro.

Le graphique 29b visualise le **comportement radicalement inverse des politiques monétaires de la Suède et du Danemark.**

La **parité structurelle danoise** (en rouge) n'a maintenu sa parité que face à l'Espagne et à l'Italie. La barrière monétaire est tolérable (5% en 22 ans) face à la France et à l'Allemagne. Elle est dissuasive face à la Corée (20%) et est carrément infranchissable face au Japon.

En revanche la **parité structurelle Suédoise** s'est dépréciée contre toute monnaie, sauf le Japon. J'ai vécu en première ligne les effets de l'avantage monétaire dont bénéficiait Volvo face à Renault Véhicules Industriels et à Mercedes. Il a joué un rôle non négligeable dans l'issue finalement malheureuse de la belle aventure que j'ai vécue.



D3. Le rapprochement des graphiques 24 (Compétitivité des exportations) et 28 (variation des parités structurelles) montre que l'impact des politiques monétaires est loin d'expliquer totalement la dispersion des compétitivités.

- Ce n'est vrai que pour cinq pays, pour lesquels les deux classements ne diffèrent que de deux places : Corée, Allemagne, Pays-Bas, Etats-Unis et Italie.

- Trois pays, Espagne, Grèce et Portugal ont, grâce au Tourisme, une compétitivité bien meilleure que ce qu'aurait pu faire craindre la hauteur de leurs barrières monétaires.

- C'est l'inverse pour les cinq derniers, Japon (-13 places), Suède (-11 places), Finlande (-8 places), France (-5 places) et Danemark (-4 places). Il faut creuser plus profond pour trouver les autres facteurs qui ont plombé les compétitivités des cinq derniers pays.

D4. Les indicateurs de sur ou sous-évaluation conjoncturelle, reproduit sur le graphique 27a, et ses homologues que vous trouverez en annexe II, montre des oscillations importantes, et durant entre 4 et 8 ans. Ces longues durées sont la conséquence de la lenteur de réalisation sur le terrain de décisions stratégiques portant sur de nouveaux produits et modalités de production. Et de la résilience de l'économie réelle face à un environnement financier hostile. Quand les dégâts causés par une surévaluation d'une monnaie deviennent aveuglants, les marchés financiers comprennent qu'il faut retourner leurs positions. Et c'est d'ailleurs la justesse de leur analyse qui est à l'origine de leurs profits substantiels!

CHAPITRE 4 : LE MODELE SOCIAL FRANÇAIS REPOSE SUR LE RECOURS A L'ETAT...ET A L'ENDETTEMENT PUBLIC

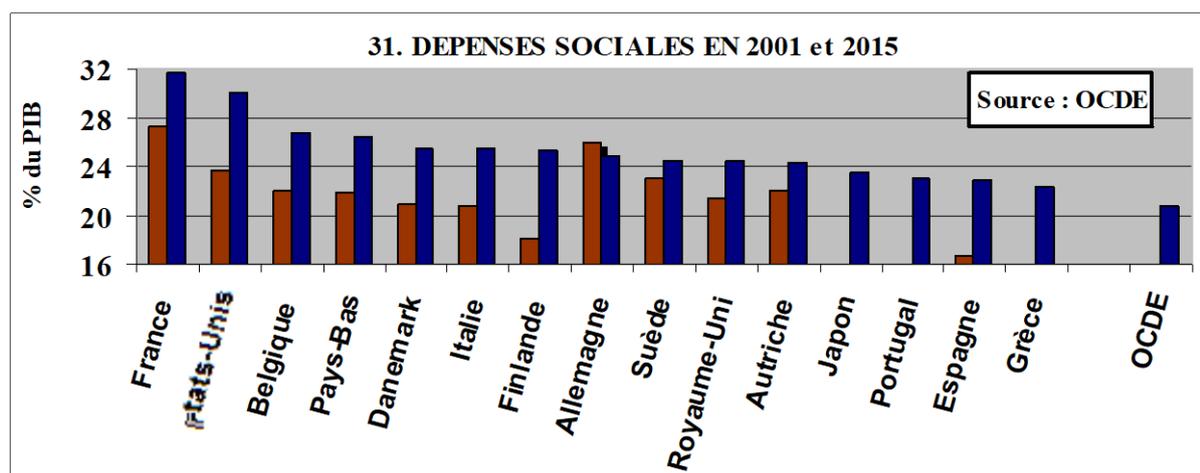
Mais, au fait, qu'est-ce que le Modèle Social Français?

Tous ceux qui sont prêts à descendre dans la rue et à bloquer l'économie française quand leurs privilèges risquent d'être écornés, et notamment certains syndicats, disposent d'un slogan mobilisateur : **UN BON MODELE SOCIAL N'A PAS DE PRIX**. Donc YAKA accroître les effectifs et trouver les financements nécessaires. Et l'opinion publique suit, activement ou passivement, quels que soient ses doutes croissants sur la soutenabilité et l'injustice du système existant.

Au risque –assumé– de me faire traiter de « comptable borné », je vous propose de recenser les composantes du Modèle Social Français à partir de leur coût.

(A) L'ENVOLEE DES DEPENSES PUBLIQUES

(A1) L'OCDE se livre périodiquement à un recensement le plus exhaustif possible de toutes les **dépenses**, publiques et privées, ayant un **objectif social**. Tâche complexe qui explique sans doute que les derniers résultats globaux disponibles ne vont pas au-delà de 2015.



S'il suffisait de dépenser beaucoup d'argent, et de plus en plus, pour obtenir des résultats, les Français devraient être les plus heureux du monde : avec un total de dépenses sociales représentant 27% du PIB en 2001 et 32% en 2015, ils distancent de cinq à sept points les autres pays européens. Et ils sont pourtant les champions européens du pessimisme ! De plus, à en juger par la virulence et la durée de la crise des « gilets jaunes », et la sympathie pour eux dont ont fait preuve de larges pans de l'opinion publique, le mécontentement dépasse les limites tolérables dans un pays démocratique. Les Danois, champions de l'optimisme, et les Suédois, champions de la performance économique dépensent sept points de moins. Idem pour l'Allemagne, qui est en plus le seul pays dont les dépenses sociales 2015 sont inférieures à celles de 2001.

Surprise : les États-Unis sont le seul pays dont les dépenses sociales talonnent celles de la France. Pour l'expliquer, et faire des comparaisons internationales pertinentes, il faut tenir compte d'un fonctionnement profondément différent des Modèles Mondiaux, et notamment d'une répartition différente des tâches entre public et privé.

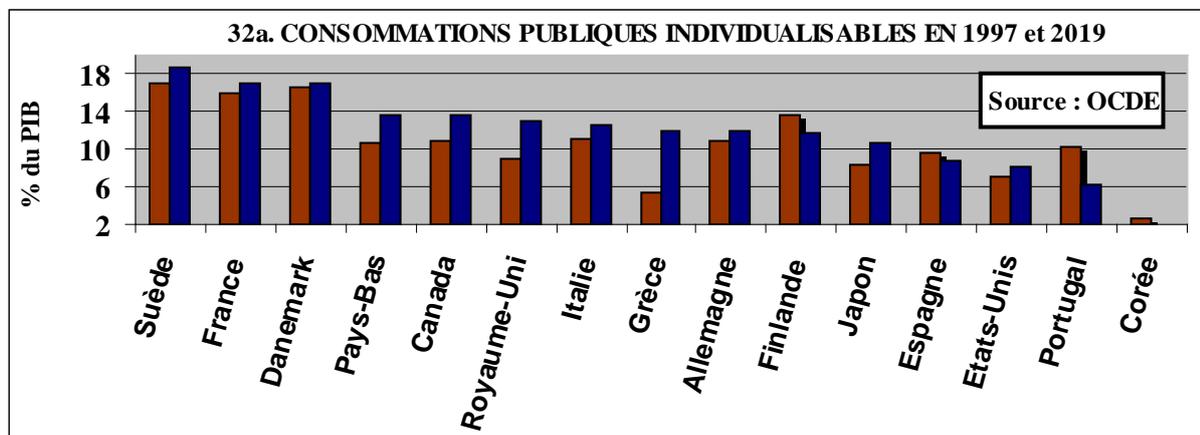
(A2) La présentation traditionnelle du PIB et de ses composantes est :

$$\text{PIB} + \text{Importations} = \text{Consommation Privée} + \text{Consommation Publique} + \text{Formation Brute de Capital Fixe} + \text{Variation de Stocks} + \text{Exportations.}$$

Elle est fort peu opérationnelle, car y figurent deux "fourre tout" dont les composantes obéissent à des logiques fort différentes.

Le premier est la Consommation Publique.

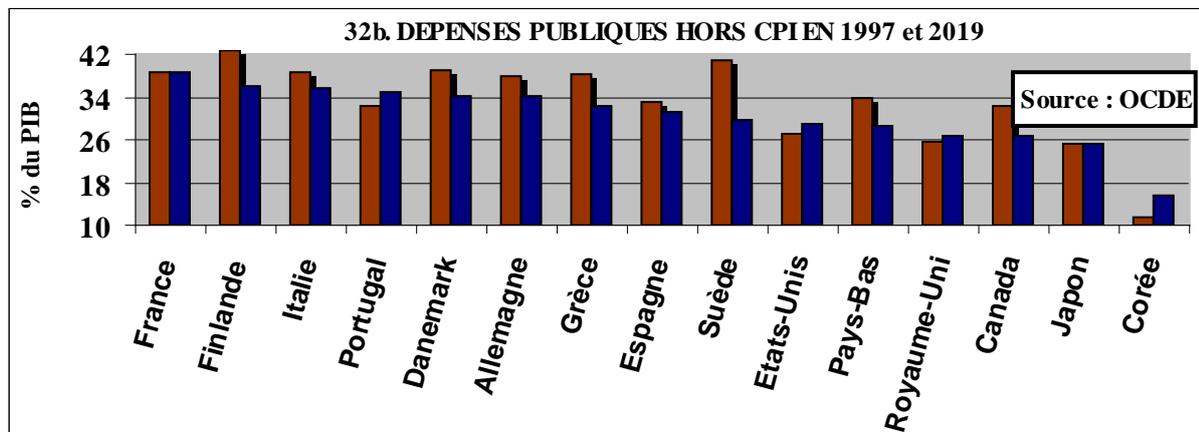
L'OCDE a fini par obtenir de tous les pays développés un partage entre ce qu'elle appelle les "Consommations Publiques Individualisables" -CPI-, pour l'essentiel dépenses de santé et d'éducation, et les "consommations publiques collectives", qui représentent le coût des "Fonctions Régaliennes". La France est, avec la Suède et le Danemark, la championne du monde du recours à l'Etat pour l'éducation et la santé. Il suffit de constater que les Etats-Unis sont les champions du monde des privatisations, pour vérifier que le recours au privé n'est nullement la recette miracle de l'efficacité : Les Etats-Unis sont le pays développé qui dépense le plus pour la santé, avec des résultats désastreux (baisse de l'espérance de vie, 30 millions de pauvres sans assurance santé). Et la crise du coronavirus est en train de rendre ce système socialement insupportable. Quant aux succès planétaires de la Silicon Valley, ils sont largement dus au pillage des meilleurs cerveaux de la planète : le système éducatif américain de base est incapable de former les ingénieurs dont les GAFAM ont besoin pour dominer le monde. Et le financement du coût exorbitant des études supérieures, dans des universités plus ou moins prestigieuses, repose sur des « prêts étudiants » de plus difficiles à rembourser : la prochaine crise financière américaine pourrait être générée par la faillite de ce mécanisme insupportable.



Le solde, Consommation Publique Collective, représente le coût de fonctionnement de l'Etat Régalien, dont les principales composantes, en France, sont le coût du "mille feuille administratif" et les dépenses militaires.

Cette distinction n'est nullement une tentative désespérée pour trouver des circonstances atténuantes au recours immodéré de la France aux dépenses publiques. Au contraire : sur des bases enfin comparables, la France reste championne du monde avec plusieurs longueurs d'avance, pour le coût des dépenses publiques hors CPI. Devant l'Italie le Portugal et la Grèce, qui ne sont pas vraiment des modèles performants. Par rapport à ses grands concurrents,

l'économie française supporte un surcrot de 4,7 points avec l'Allemagne, 9,1 points avec la Suède, et 11 points par rapport au Japon et aux Etats-Unis.



(A3) Le second fourre tout est la **Formation Brute de Capital Fixe**, qui additionne Investissement productifs des Entreprises, dont nous ferons l'analyse à partir de sa composante principale, l'Industrie Manufacturière, les Investissements en logement, et les investissements publics plus ou moins utiles (prolifération des bureaux nécessaires pour loger le mille feuille).

Ce tri étant fait, on obtient trois agrégats opérationnels qui représentent les trois acteurs qui créent la Richesse Nationale, Ménages, Entreprises (et leurs actionnaires), et Etat Régalien. Et s'affrontent pour se partager le gâteau.

(a) Part des Ménages dans la Création de Richesse = Consommation Privée + Consommation Publique Individualisable + Investissements en logement.

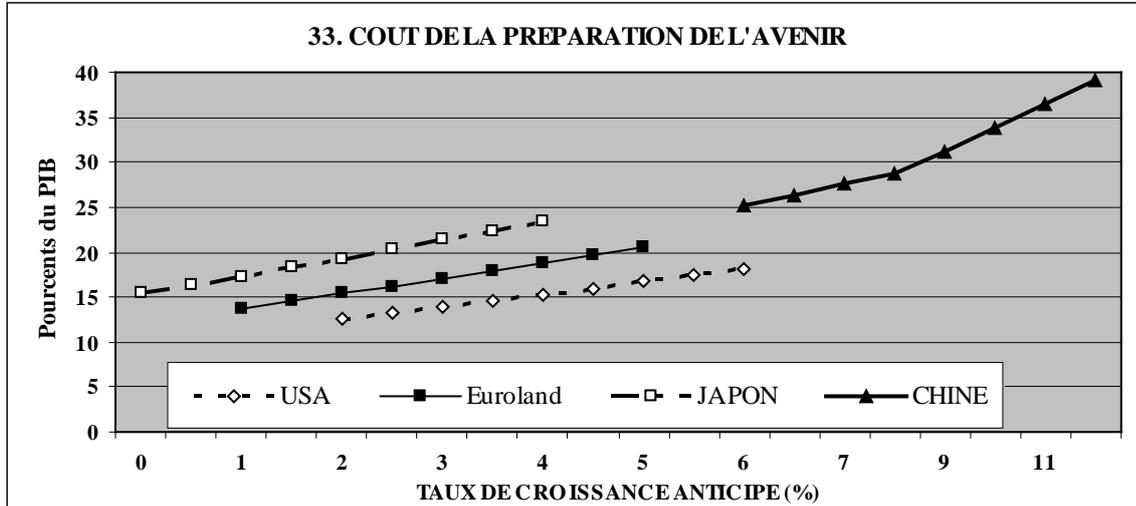
C'est cet agrégat dont nous avons retenu la croissance par personne pour 40% de notre indicateur d'évolution du niveau de vie.

(b) Part des Entreprises dans la Création de Richesse = Investissements productifs + Variation des stocks.

Pendant les huit années que j'ai passées au Crédit National, à distribuer des prêts à long terme aux entreprises, ma tâche principale était de mesurer les risques de défaillance face à des aléas plus ou moins imprévisibles. La première étape de mes diagnostics était de déceler les entreprises insuffisamment rentables cherchant à emprunter pour différer une remise en cause indispensable. Pour les convaincre qu'ils étaient sur une pente dangereuse, j'avais bâti un "démonstrateur" calculant le niveau du "Taux de Rentabilité Interne" indispensable pour conserver une croissance financièrement équilibrée (arrêt de la fuite en avant dans l'endettement). Je l'ai utilisé chez Renault quand le Président, Bernard Hannon, inquiet de la dérive que je lui soulignais tous les mois, m'avait demandé d'organiser une formation accélérée pour convaincre les cadres supérieurs qu'il était vital d'améliorer la rentabilité.

Il ne me restait plus qu'à transposer cette approche pour les grosses entreprises que sont les Etats. Ce démonstrateur "Modèles de croissance" fournit une première clé de lecture : le **"Cout de Préparation de l'avenir"**, mise en place de capacités de production et de stocks pour faire face à la croissance anticipée, croit rapidement en fonction de la croissance

recherchée. Mais dépend également du "sens de l'économie dans le choix des moyens". En ce domaine, les Etats-Unis (et l'Allemagne) ont trouvé une solution miracle : Se réserver les tâches nobles de conception et d'assemblage, et sous-traiter la production des composants, activité exigeant des investissements lourds -et souvent polluantes- à des pays où le coût du travail est beaucoup plus faible. Coup double...

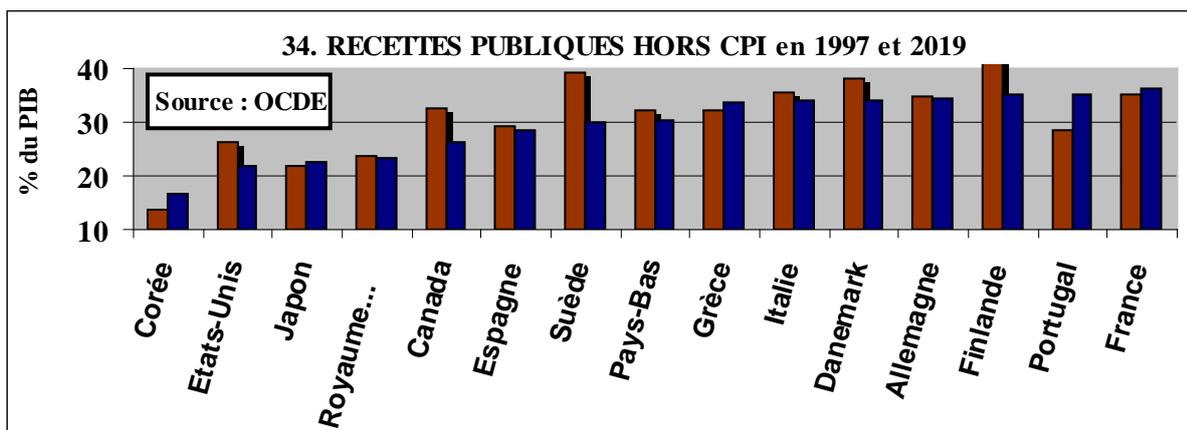


© Part de l'Etat Régalien dans la Création de Richesse = Cout de fonctionnement + investissements publics.

Et en additionnant les trois prélèvements on obtient :

(d) la Part des Utilisateurs finaux, dont nous verrons plus loin l'importance.

(A4) Pour comparer correctement les pressions fiscales, il faut déduire les recettes publiques qui financent les consommations publiques individualisables. Hors CPI, la France reste championne du monde de la pression fiscale, avec un peu plus de 35% du PIB.



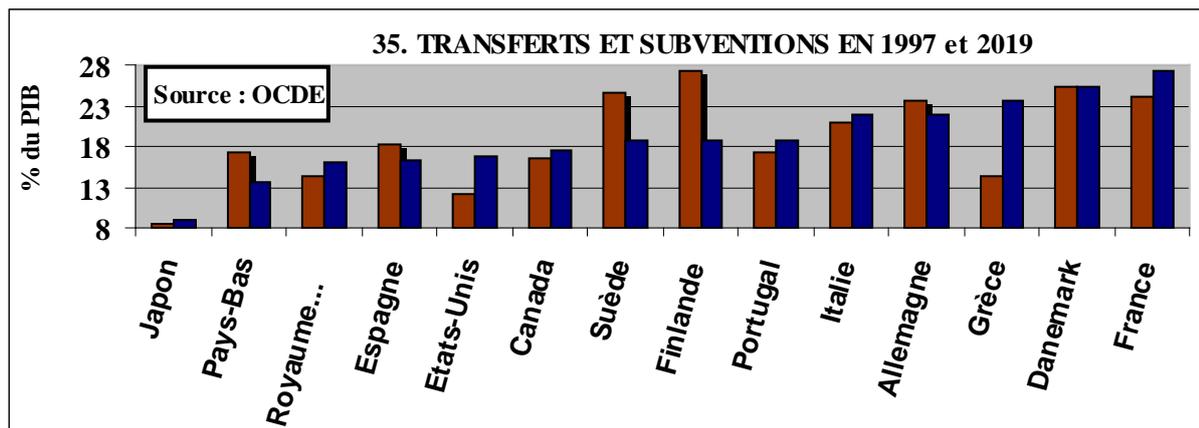
(B) LA DEGRADATION DES FINANCES PUBLIQUES FRANCAISES

(B1) L'essentiel des dépenses sociales est assumées par des services publics alimentés par des cotisations parafiscales, des Transferts et Subventions. Elles sont largement le premier poste des Dépenses publiques.

Le Modèle Social a vocation à secourir tous les éclopés victimes des aléas de la vie. Et ils sont de plus en plus nombreux en raison des ravages créés par la mondialisation dans le tissu industriel. L'interventionnisme français ne se limite donc pas aux individus, il se flatte de mener une politique industrielle active dont une composante importante est le sauvetage des « canards boiteux » à l'aide de fonds publics.

En regroupant tous les Transferts et Subventions à objectifs sociaux ou industriels, on constate que la France est championne du monde de l'interventionnisme.

Laxisme tout azimuth?



Depuis 1994, le choix des Pouvoirs Publics Français est parfaitement clair : Haro sur les dépenses publiques non sociales, stabilisées en volume depuis 2010, alors que la croissance des dépenses sociales était à peine freinée. Or beaucoup des "autres dépenses publiques" concernent la vie quotidienne de la grande masse des citoyens dans les "Territoires oubliés".

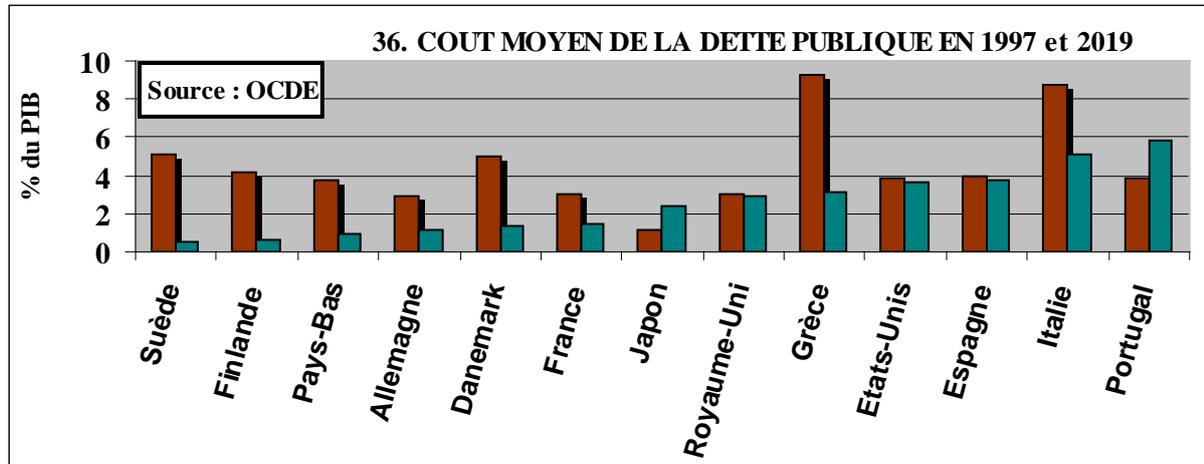
La meute des opposants à toute réforme des dépenses sociales, est entraînée par des grandes gueules qui s'indignent également du dépérissement des Services Publics. Eux n'en sont pas à une contradiction près, les girouettes n'ont pas de mémoire.

Mais ceux qui soutiennent, activement ou passivement, les manifestations contre toute réforme sont des imbéciles qui poussent à la fermeture des services publics qui leur sont indispensables.

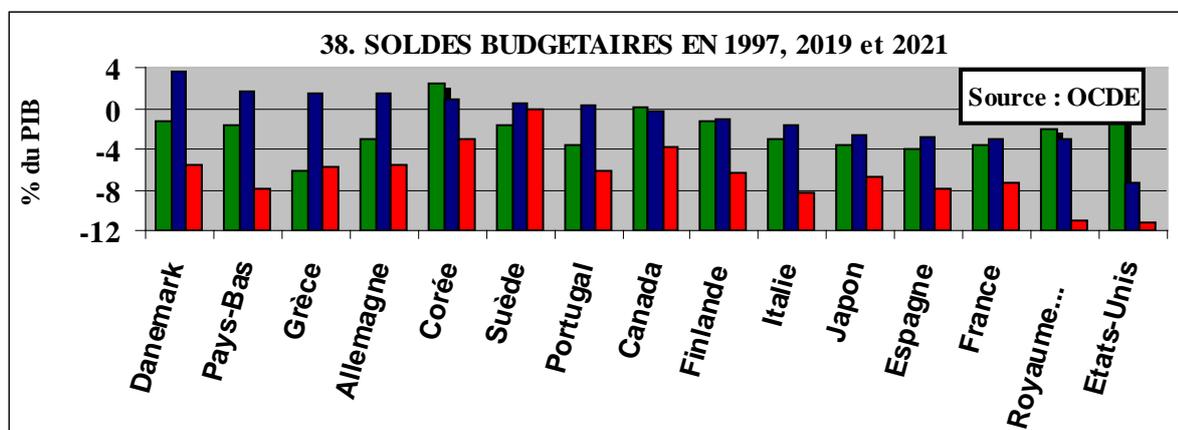
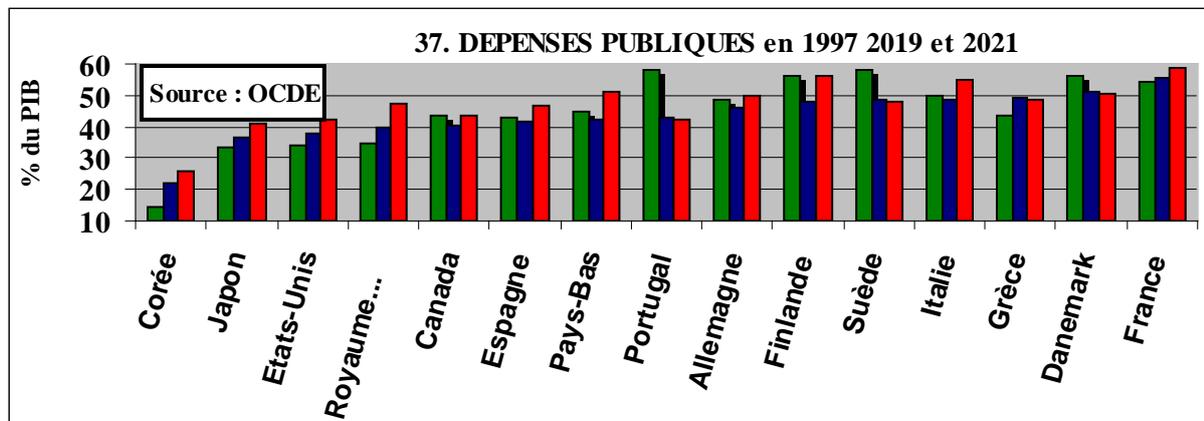
Serait-ce la priorité donnée aux critères financiers qui explique les performances médiocres de la plupart des membres de la zone euro? Confier la gestion de la zone euro à des financiers qui se croyaient encore au XIXème siècle l'a effectivement conduite au bord de l'abîme, et il a fallu que Mario Draghi ait le courage de redéfinir les vraies priorités de la BCE et d'affronter les marchés financiers pour endiguer les attaques de la spéculation financière.

(B2) Même pour la France, la Grèce et l'Italie, le coût de la dette publique a cessé - provisoirement- d'être une préoccupation majeure. En effet, de 1997 à 2019, les Finances Publiques des pays européens, aussi bien laxistes que vertueux, ont bénéficié d'une baisse massive du coût moyen de leur dette publique. Le coût de leurs emprunts nouveaux destinés à financer les gigantesques plans de sauvetage et relance en cours de lancement est quasi nul, et même négatif en Allemagne. Et les Banques Centrales vont s'efforcer de maintenir les taux bas

en créant les centaines de milliards nécessaire par une utilisation massive de leurs planches à billet. Certaines s'engagent même à maintenir la distribution d'argent gratuit jusqu'à fin 2022! Ont-elles oublié la créativité des marchés financiers en tirant profit de paris imprudents?

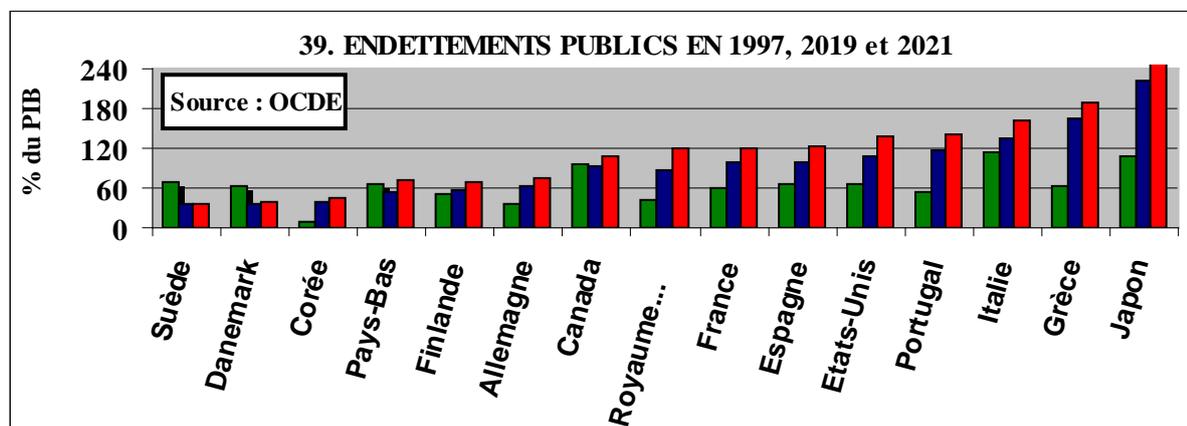


(B3) Les trois pays nordiques, les Pays-Bas et même l'Italie avaient profité de la modeste reprise post-crise des dettes souveraines pour **contrôler leurs dépenses publiques** et réduire leur endettement public. La France a préféré le laxisme des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Et les premières projections des organismes internationaux suggèrent qu'elle défendra victorieusement son titre de championne du monde développé des dépenses publiques.



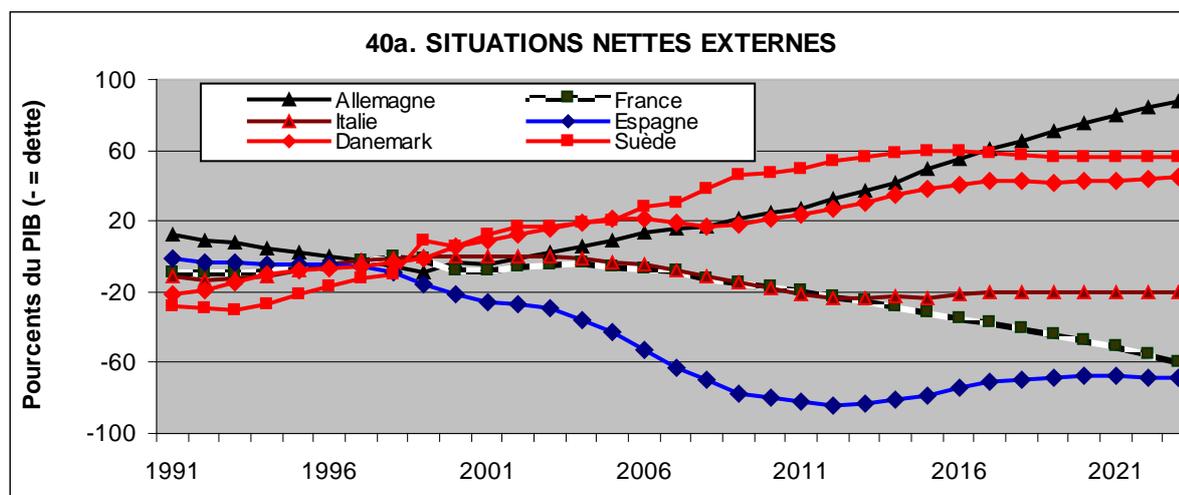
En matière de soldes budgétaires, les premières projections des organismes internationaux suggèrent qu'elle perdra toutefois en 2021 son titre de "cigale": Royaume-Uni et Etats-Unis feront encore bien pire!

Fin 2019, même l'Allemagne -sixième- dépassait un peu le seuil des 60% d'endettement public. seules la Suède, le Danemark et la Corée disposaient de finances publiques en béton armé. A la neuvième place, la France était talonnée par l'Espagne.

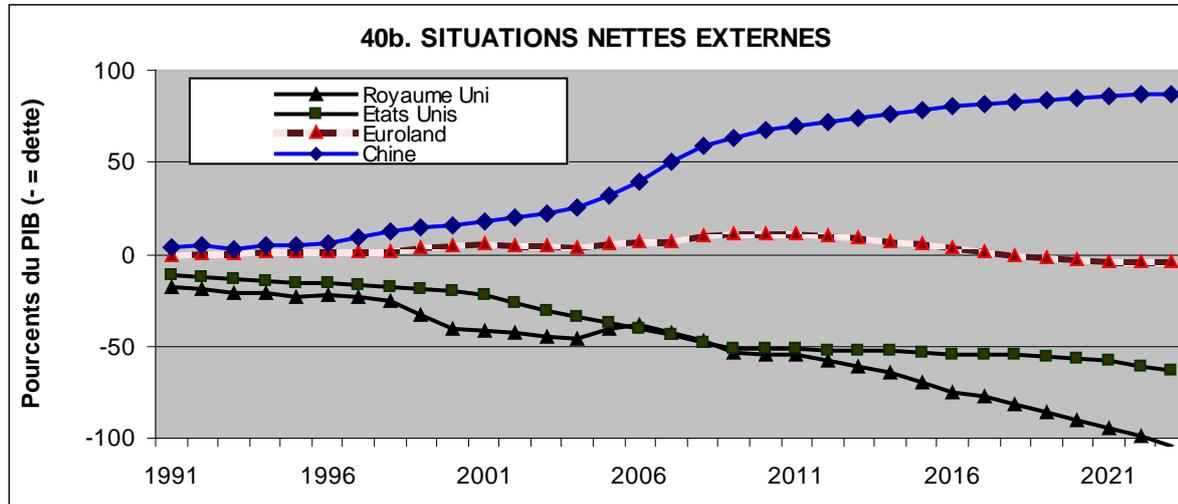


(C) LA CONTRAINTE FINANCIERE EXTERNE

Le véritable danger est de dépendre de prêteurs étrangers qui peuvent stopper brutalement leur soutien. Les dettes publiques Japonaise, et dans une moindre mesure Belge et Italienne, sont détenues essentiellement par des citoyens nationaux. Les dirigeants Canadiens ne donnent pas de signes inquiétants d'hubris, doublé d'un cynisme électoral absolu pour accéder au pouvoir, puis s'y maintenir. Deux cas intéressants subsistent : Les Etats-Unis de Trump considèrent qu'ils peuvent faire subir les pires outrages à leurs prêteurs Chinois, Japonais et Allemands sans risquer la moindre représaille? Et surtout le Royaume-Uni de Boris Jonson, qui prétend accroître massivement les dépenses publiques anglaises par recours à l'endettement, risquent des lendemains délicats. On peut mentir à tour de bras à ses électeurs, mais il y a des limites à ce que des prêteurs étrangers peuvent gober...



La **Situation Nette Externe** additionne, année après année, les soldes de la balance commerciale. Le poids, positif (la France) ou négatif (l'Espagne) du passé ne s'efface donc que très progressivement. Mais, sur la vitesse acquise, la France rattrait prochainement à l'Espagne a lanterne rouge de la Solidité Financière Externe de la zone Euro (graphique 47a, page 39). développés.



Certes l'indicateur de compétitivité des exportations chinoises dépasse les 450% en fin de période, faisant même reculer la Corée. Mais, dans la bérézina qui frappe les autres pays développés, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Japon plongent encore plus bas que la Zone Euro. Et la Situation Nette Externe de la Zone Euro reste aux environs de l'équilibre, à mi-chemin entre les +100% du PIB de la Chine, et des -100% du PIB du Royaume-Uni. La seule protection de ce dernier, empêtré par ailleurs dans le pari stupide du Brexit, est la possibilité de dévaluer.

Tant que la compétitivité et la solidité des finances externes de l'Allemagne protègent efficacement la zone euro, les spéculateurs internationaux ne voient pas le graphique 40a, mais le graphique 40b.

Les marchés financiers n'attendent qu'un signal pour repartir à l'assaut de la zone euro empêtrée dans le combat contre le coronavirus. Les années 2021 et 2022 risquent d'être chaudes pour la nouvelle directrice de la BCE...Et le graphique 40b serviront alors à sélectionner quel maillon faible à attaquer sur le plan financier. Les graphiques 1 à 7 ajouteront une information utile, en sélectionnant les pays où les citoyens-électeurs ont le plus de chances d'être mécontents, et de s'opposer aux mesures de redressement indispensables. En 2009, ces deux analyses avaient convergé pour désigner la Grèce. Qui était suffisamment petite pour être sauvée par la BCE. En 2020, les deux analyses convergent pour désigner l'Italie comme le maillon faible de la Zone Euro. Et le cout du sauvetage de ce poids lourd risquerait de dépasser les moyens mobilisables par la BCE.

Sur des sujets aussi complexes, il faut trouver une illustration compréhensible par le commun des citoyens, assez ignares en économie, compréhension des entreprises et finances internationales. On va donc, en cas de poursuite du refus de remise en cause, vers le scénario que j'ai appelé en 2015 "**l'effeuillage de la marguerite**", après avoir observé ma petite fille Sibylle mimer cette vieille comptine avec ses copains et copines.

Transposons à l'évolution au fil de l'eau à craindre pour la zone euro. Ses membres forment un cercle, les pétales de la marguerite. Les marchés financiers, au centre, jouent le rôle de maître des cérémonies.

- Je t'aime un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, pas du tout : crac, exit la Grèce (arrivée au pouvoir d'un parti souverainiste, nous y sommes, ou pire).

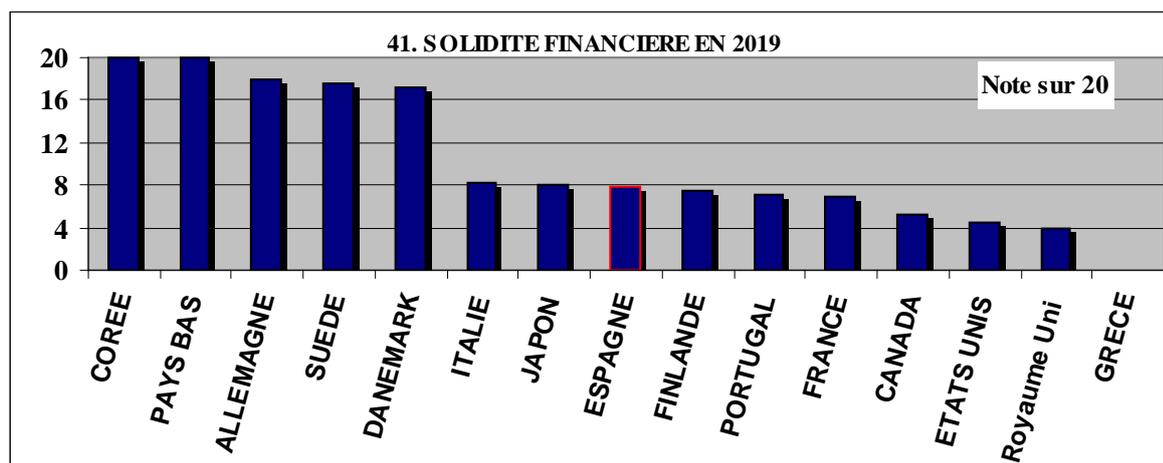
- Ca ne vous suffit pas ? Continuons : Je t'aime un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, pas du tout : crac, exit le Portugal emporté par l'effet domino.

- Ca ne vous suffit toujours pas? Continuons : Je t'aime un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, pas du tout : exit l'Italie, puis l'Espagne. Enfin débarrassés du "club méditerranée". "Nous vous avons bien dit que c'était une mauvaise idée" triompheraient les derniers survivants de l'ancienne Bundesbank.

- Quoi, vous voulez toujours renégocier le traité au lieu de faire de vraies réformes structurelles ? Continuons : Je t'aime un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, pas du tout : exit la France.

Ma petite fille, qui sait influencer le sort, se débrouille toujours pour que le dernier survivant soit son amoureux du moment. Le scénario au fil de l'eau pourrait de même se terminer, au milieu d'un océan de pertes, par une zone euro limitée aux pays du nord, Allemagne entourée de ses vassaux prêts à subir un euro à 1,5 ou 1,6\$, et les années d'austérité qui en découleraient.

Pour mesurer la **SOLIDITE FINANCIERE GLOBALE** je donne donc une pondération double à la résistance au risque financier externe. La huitième place de la France ne doit pas faire illusion : il y a un gouffre entre sa note et celles cinq premiers, mais l'épaisseur d'un papier de cigarette par rapport aux quatre suivants...



La situation de la France est aussi mauvaise que celle de l'Italie. A court terme, pour les Marchés Financiers, la seule différence était l'existence en France d'un gouvernement solide et déterminé à faire les réformes nécessaires, alors que l'Italie est "gouvernée" par un fragile soutien des populistes d'extrême gauche au résidu d'un des partis de gouvernement. Juridiquement, le gouvernement français peut perdurer jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Mais l'alliance de fait des populistes de droite et de gauche, prêts à mobiliser la

rué, et à pratiquer l'obstruction parlementaire, pour bloquer le gouvernement, a déjà engrangé un premier succès, faire reculer la croissance française dès le quatrième trimestre 2019. Encore un petit effort et avec l'aide du coronavirus et de Donald Trump, la dérive de la France par rapport à ses concurrents franchira le point de non retour.. Politiciens (ôte toi de là que je m'y mette) et syndicats (après moi le déluge pourvu qu'on tue, ou au minimum qu'on émascule la réforme des retraites) entrevoient ce que serait leur réussite suprême : se débarrasser d'Emanuel Macron.

L'opinion publique était initialement favorable à une réforme des retraites. Soulée par le déluge de mensonges des opposants, et déçue par les maladresses du gouvernement, elle est devenue majoritairement favorable aux opposants. Il n'est pas certain, dans un tel climat de désintégration du Consensus Social, que les Marchés Financiers se contentent d'observer les dernières convulsions du Modèle Français sans trouver le moyen d'en profiter...

Mélancolique observation : quand j'ai débuté ma vie professionnelle, le monde vivait les dernières années de la "mondialisation heureuse", les "trente glorieuses". Et sous la houlette du dernier grand président qui se soit efficacement soucié de la compétitivité de notre pays - Georges Pompidou- la France était l'homme fort de l'Europe, et l'Allemagne le maillon faible. Quel retournement, et quelle dégringolade...

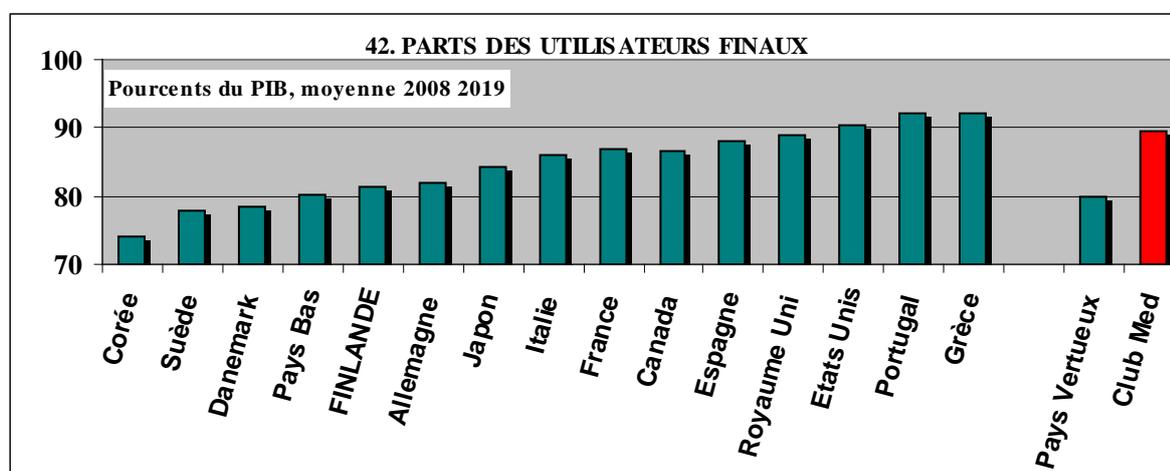
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

(A) A LA RECHERCHE D'UNE CROISSANCE "FINANCIEREMENT EQUILIBREE"

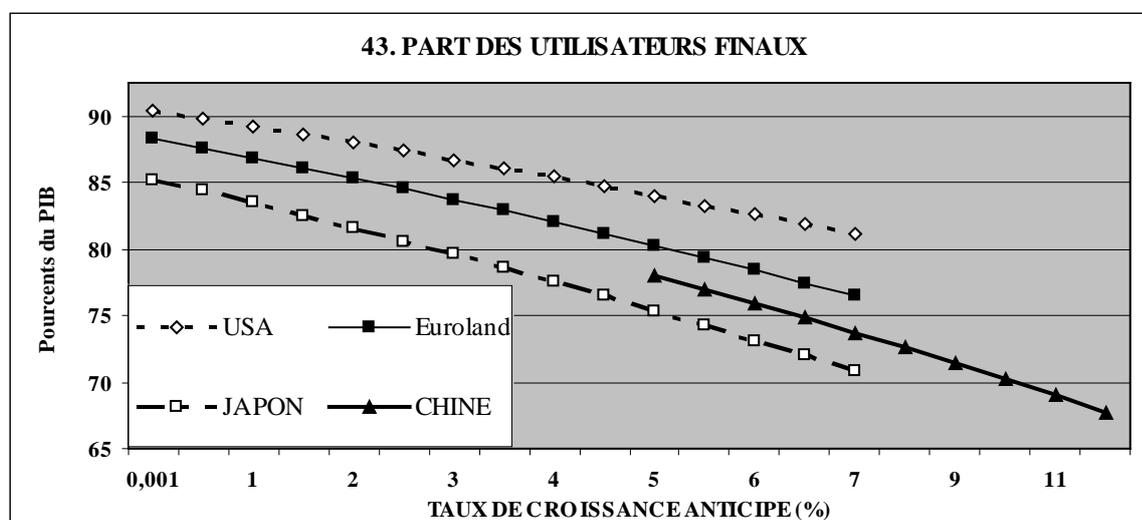
Revenons au partage de la richesse produite, en examinant la part que s'attribuent les trois utilisateurs finaux (Ménages, Entreprises- et leurs actionnaires- et Etat Régalien)

A gauche, sautons la Corée, en phase finale de rattrapage des pays développés. Nous trouvons quatre pays européens qui s'illustrent en ce moment en trainant les pieds pour subventionner les pays du "Club Med". Ils n'absorbent que **80%** de la richesse produite, justifiant le surnom de "frugaux". Mais nous allons voir qu'il vaut mieux les dire Vertueux.

A droite, les quatre membres du "club méd." dont les utilisateurs finaux s'attribuent **90%** de la richesse produite. Et les Etats-Unis qui sont donc la plus grosse cigale mondiale, suivis de près par le Royaume-Uni.

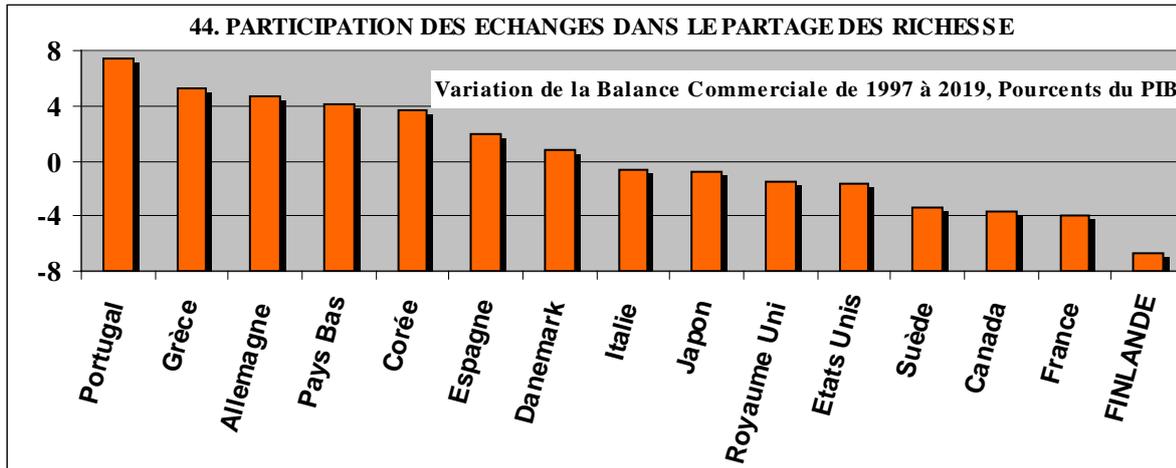


Le démonstrateur "Modèles de croissance" fournit une seconde clé de lecture précieuse : pour soutenir une croissance de 3% par an, sans détériorer sa situation financière, un pays ne pouvait accorder qu'une part de la richesse produite de 87% pour les Etats-Unis, 83% pour l'Euroland et 80% pour le Japon. Soit respectivement 79%, 74% et 70% pour les seuls ménages.



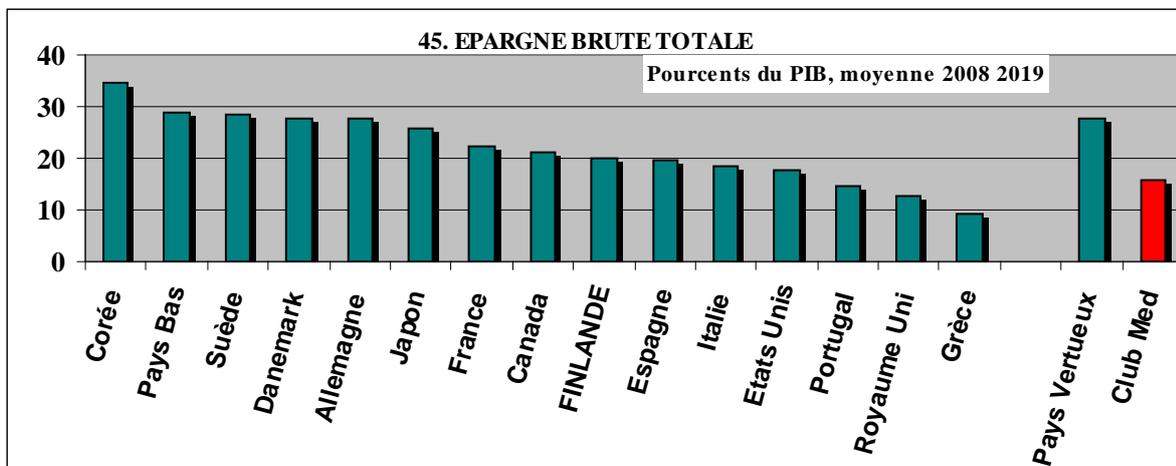
Où sont passés les 10% ou 20% de la Richesse créée qui ont échappé à la voracité des Utilisateurs Finaux? Les échanges Internationaux interviennent, mais comme Janus avec deux faces opposées suivant les pays.

A gauche, dans les pays qui ont amélioré leur balance commerciale, soit par nécessité (Portugal, Grèce Espagne) soit par atavisme (Allemagne Pays-Bas), cet effort a été prélevé sur la richesse créée (7,5% du PIB pour le Portugal, 4,7% du PIB pour l'Allemagne...) leur balance commerciale.



A droite, dans les pays qui ont laissé leur balance commerciale se détériorer, soit par faiblesse (France -4%) soit par suite d'un sinistre industriel et financier (Finlande -7,8% du PIB), cet apport de richesse **extérieure** a servi à nourrir la voracité des utilisateurs finaux. Mais la contrepartie a été **l'accroissement de la dette externe**.

Si les pays veulent conserver une situation financière solide, il ne faut pas que son endettement externe croisse plus vite que sa création de richesse. Le carburant nécessaire pour cela est **l'Épargne Brute Totale** du pays. Suivant le niveau d'endettement externe accepté, et la vitesse de croissance souhaitée, le démonstrateur montre qu'il est nécessaire que cette épargne brute soit de l'ordre de 20 à 30% du PIB (beaucoup plus en Chine).

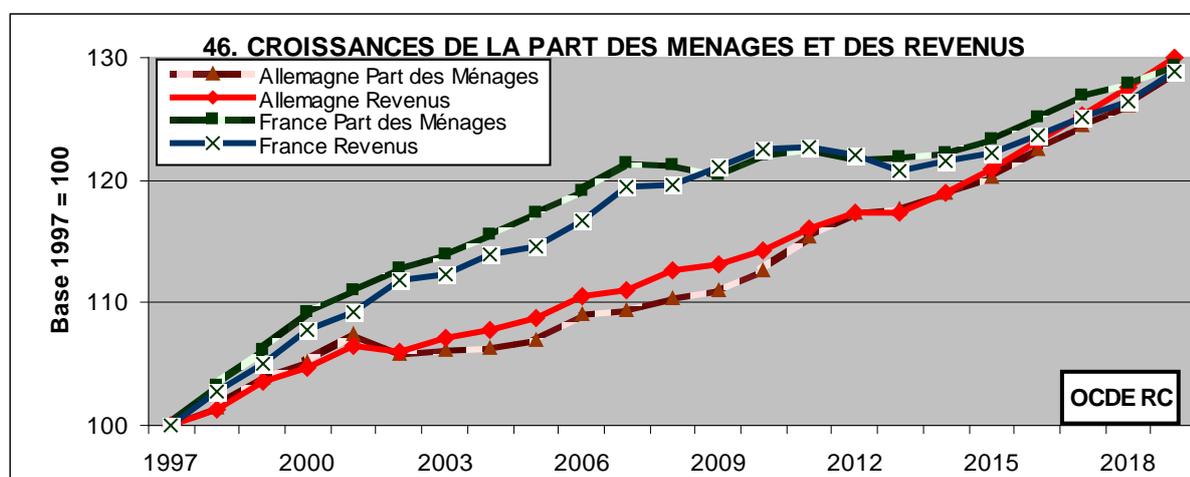


Cet objectif est largement atteint par les six pays de gauche, de la Corée au Japon). Leur problème est de placer leur excédent d'épargne dans des pays suffisamment solides pour que leurs placements ne disparaissent pas un jour dans un crash financier...

L'épargne globale a été en revanche largement insuffisante dans les pays de l'Europe du Sud, en voie d'amélioration par des cures d'austérité ravageuses. Mais également au Royaume-Uni et surtout aux Etats-Unis. Ce n'est pas à court de droits de douanes massifs qu'un tel déséquilibre peut être résolu... Nous reprendrons le sujet quand on en saura un peu plus sur les orientations du nouveau gouvernement américain et sur l'issue du Brexit.

(B) LA VERTU EST PARFOIS RECOMPENSEE!

Modérer l'appétit des ménages, ne pas hésiter à faire des réformes impopulaires semble à beaucoup une politique antisociale de comptables bornés. Quel est le verdict de la compétition France Allemagne sur ce point?



De 1997 à 2007, la France a fait partie des pays cigales qui pensaient que la fuite en avant dans l'endettement les mettait à l'abri de toute réforme impopulaire. Et le niveau de vie des ménages a 10 points d'avance sur celui des ménages allemands, qui subissaient stoïquement la mise en place de réformes rigoureuses. Mais, de 2007 à 2015, le niveau de vie a stagné en France, alors les réformes commençaient à porter leurs fruits en Allemagne. Et les ménages allemands sont passés en tête dans la dernière ligne droite...

Bien entendu, les gouvernements Suédois et Danois ont fait le même pari gagnant, privilégiant une croissance financièrement équilibrée, donc soutenable, au lieu de la satisfaction immédiat des groupes de pression les plus menaçant.

Il ne faut donc plus les surnommer de pays frugaux, ou égoïstes, mais de pays intelligemment vertueux.

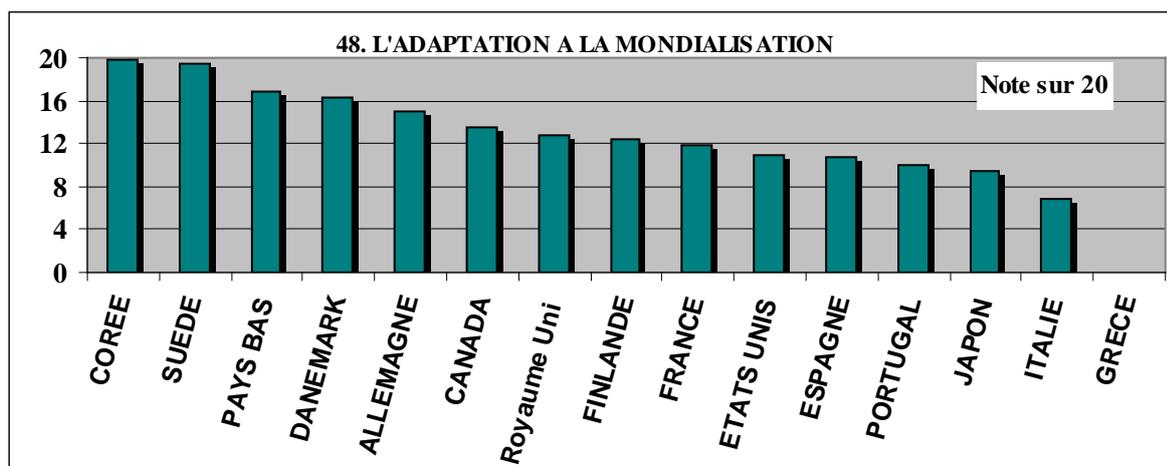
Et tenter de les rejoindre en s'inspirant de leurs Modèles Sociaux.

© RETOUR AUX OBJECTIFS FONDAMENTAUX

Pour donner un sens à l'Economie Politique, j'ai proposé de définir la performance d'un Modèle National par la satisfaction des **quatre objectifs fondamentaux** des citoyens-électeurs:

- La progression du niveau de vie,
- Les performances sur le front de l'emploi,
- La lutte contre l'envolée des inégalités,
- Le maintien de Situations Financières publique, et surtout externe, solides.

J'ai quantifié, par une analyse multicritères, les performances et défaillances des 15 Modèles Nationaux examinés pour chacun de ces quatre objectifs. Il ne reste qu'à choisir une pondération de ces quatre résultats. A un instant donné, en fonction de son instinct et de la conjoncture, chaque observateur a son idée en la matière, et le droit d'en changer? Sur une période de 20 ans nous retiendrons comme première approche une pondération égale.



Le classement ci-dessus attribue :

- Cinq **certificats de "bonne adaptation à la mondialisation"**. Il y a un demi-siècle, la **Corée** n'était encore qu'un pays émergent. Elle a été durement punie au début des années 70 pour avoir pris des risques financiers démesurés : ses chaebols se finançaient en dollars non couverts jusqu'à la veille d'un effondrement de sa monnaie que sa banque centrale n'a pu maîtriser. Mais cette **"leçon de mondialisation financière"** a été bien assimilée, et son comportement 1998-2019 vaut le maillot jaune, à son Modèle National, et une note élogieuse à sa Gestion des Parités. La Suède a globalement fait presque aussi bien. Elle aussi avait reçu une bonne correction au début des années 90, quand elle a dû réduire l'excès de laxisme de son Modèle Social. L'indispensable cure d'austérité a été rendue supportable par une forte dévaluation. Sa résistance à la crise a de nouveau été renforcée par une nouvelle dévaluation de 2016 à 2019. Sa bonne gestion des parités lui vaut le maillot jaune. Le Danemark qui a pourtant fait les mêmes réformes sociales que la Suède ne se classe que quatrième, payant son obstination à accrocher sa monnaie à l'euro surévalué. Deux membres de la Zone Euro, les Pays-Bas et l'Allemagne font partie des gagnants.

- Cinq **notes passable, parmi lesquelles la France et les Etats-Unis se glissent de justesse.**

- Et cinq **avertissements pour dysfonctionnements majeurs**, seul le Japon se glissant au milieu des quatre pays du "Club Méditerranée". Certes ces pays ne sont pas absents de tout reproche. Mais à travers cette punition collective c'est **le dysfonctionnement de la zone euro qui est visé**. De gros progrès ont été faits pour dissuader les spéculateurs d'en profiter. Mais, pour les avoir fréquenté de près pendant 10 ans, je me méfie de leur imagination et de leur rapidité à exploiter toute opportunité. Et je crains qu'ils ne finissent par trouver le maillon faible pour revenir à l'assaut et sérieusement compliquer la relance tant espérée.

(E) SECONDE PARTIE : UN SYSTEME DE RETRAITE
"HORS NORMES INTERNATIONALES",
COUTEUX ET PROFONDEMENT INEGALITAIRE

Le rapport du COR de novembre 2020 est censé fournir toutes les informations utiles pour juger la situation de départ, 2019, et les raisons qui ont conduit aux excès et déséquilibres constatés. La nouvelle estimation provisoire pour l'année 2020 bouleverse la situation financière de départ que décrivait le rapport 2019 : la surmortalité a très légèrement réduit les dépenses de retraite 2020, et l'effondrement de l'activité a très lourdement réduit les recettes. Mais le COR continue d'avancer qu'il ne s'agit que d'un problème conjoncturel. Et qu'au-delà de 2023 on reviendrait, dans la grande tradition française, au diagnostic précédent : un simple problème de ressources et non de dépenses, et frappant le seul régime général dont dépendent entreprises et travailleurs de l'Economie Marchande. Pour achever d'endormir les décideurs, le COR n'hésite pas à prolonger son extrapolation jusqu'en 2070. Un véritable "scénario bisounours" : à partir de 2070 on raserait vraiment gratis!

L'analyse du COR est toutefois faible sur deux points, heureusement corrigibles :

- Elle est d'une pudeur de jeune fille sur les 42 régimes spéciaux, dont les principaux sont SNCF, RATP, Industries Electriques et Gazières, et sur les régimes des fonctionnaires. Le rapport de la Cour des Comptes de juin 2018 sur les régimes spéciaux est donc un complément indispensable.

- Les informations sur ce que font les autres pays développés sont réduites au minimum. Aucun problème : les bases de données de l'OCDE, et d'EUROSTAT permettent de boucher les trous.

L'engagement pris par le Président de la République, initialement approuvé par les Electeurs et l'opinion publique, était de réformer l'ensemble du système de retraite pour le rendre moins inégalitaire. Mais il était muet sur la nécessité d'assurer le maintien de l'équilibre financier. Car l'équilibre enfin retrouvé en 2018 salué par le COR paraissait, à tort, pérenne. Malgré les précautions prises, pour ne pas braquer les syndicats majoritairement soucieux de protéger les avantages acquis des restes de leurs troupes du service public, le rapport 2019 mit tout de même le feu aux poudres en avouant la probabilité d'un déficit global croissant pour les cinq prochaines années.

Courageusement le gouvernement rappela la nécessité de conserver l'équilibre financier sans accroître le cout des retraites. En introduisant la notion "d'âge pivot" c'est-à-dire, en bon français, de poursuivre le recul de l'âge de départ à la retraite. Il a ainsi fourni à la coalition hétéroclite des opposants à toute réforme les prétextes pour descendre dans la rue et bloquer le fonctionnement du parlement, en réclamant, purement et simplement, le retrait de la loi en cours de finalisation.

Peut-on encore éviter ce glissement vers une situation "à l'Italienne"? Il faudrait retourner l'opinion publique, pour qu'elle cesse d'approuver passivement la coalition des opposants. Commençons par bien lui expliquer la situation de départ, et les mensonges et omissions des opposants.

CHAPITRE CINQ : LE FRUIT POURRI **DE 25 ANS DE PROMESSES INCONSIDEREES**

Le régime créé en 1945 par le Conseil National de la Résistance, était le fruit d'un consensus national qui s'est progressivement délité devant les difficultés rencontrées pour maintenir l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses.

Rappelons que ce bel exemple de solidarité instituait le droit à une retraite à 60 ans, et la possibilité de toucher une retraite à taux plein à 65 ans, ou à condition d'avoir travaillé et cotisé pendant au moins 150 trimestres (37,5 ans).

Pendant les trente glorieuses, qui ont pris fin en 73 74, une forte croissance de la richesse produite et une démographie favorable, ont permis un fonctionnement satisfaisant de ce système de retraite.

A son arrivée au pouvoir, largement grâce à la promesse de généreuses réformes sociales, dont "La Retraite à 60 ans", les retraites absorbaient 9% de la richesse nationale. La gauche ignorait tout des contraintes et opportunités offertes par la mondialisation. Et Mitterrand croyait dur comme fer à la primauté du politique sur l'économie, dans une nation à l'abri de solides frontières. Il ne lui fallu que deux ans pour mettre l'économie à genoux, et la France à la merci des affreux marchés financiers. Pour faire passer la pilule de l'austérité, Mauroy inaugura une méthode que ses successeurs de tous bords pratiquèrent ensuite à fortes doses : offrir aux syndicats un bond en avant sur les retraites...qui serait payé par ses successeurs. Au début de la première cohabitation, les dépenses de retraites franchissaient la barre des 11%. Première réforme douloureuse mais importante, Balladur porta la durée minimale pour toucher une retraite à taux plein de 37,5 à 40 ans, et indexa les retraites sur les prix au lieu des salaires.

Malgré -ou à cause?- de ces réformes courageuses Balladur fut coiffé in extremis par Chirac qui sut se faire passer, le temps d'une campagne électorale efficace, pour plus "social". A la prise de fonction de Chirac, appuyé par une solide majorité qui ne rêvait que d'abolir un certain nombre des réformes de la gauche, les dépenses de retraites absorbaient 11,7% de la richesse produite.

Sitôt arrivé au pouvoir, Chirac "découvrit" la nécessité de revenir à l'austérité. Son premier ministre, Alain Juppé, annonça sa volonté de s'attaquer aux Régimes Spéciaux. Devant l'opposition farouche des syndicats, soutenus par des manifestations massives, Chirac, plus soucieux de se maintenir au pouvoir que de l'exercer efficacement, laissa tomber au bout de 15 jours son premier ministre. Erreur -ou geste manqué?- il se laissa ensuite convaincre par Dominique de Villepin de dissoudre l'assemblée. Vaincu dans les urnes, il put alors entamer une confortable période de cohabitation, qui lui valut le sobriquet de "Roi Fainéant". Et permit à la gauche de réaliser une autre réforme phare, les 35 heures. Qui, à défaut de créer des emplois, contribua efficacement à miner la compétitivité de l'économie française. Sur le front des retraites, les seules réformes furent la création, en 1999 du COR et du FRR, Fonds de Réserve des Retraites, qui accumula de 2000 à 2017 36 milliards d'euros, qui attisent la gourmandise de tous ceux qui rêvent d'éviter des réformes douloureuses.

Au retour de la droite au pouvoir, en 2002, le poids des retraites était toujours de 11,7% du PIB. Mais le COR craignait que les évolutions démographiques, et le ralentissement de la croissance creusent le déficit de l'ensemble des régimes de retraites. L'arrivée de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Economie et des finances en 2004, puis à la présidence de la

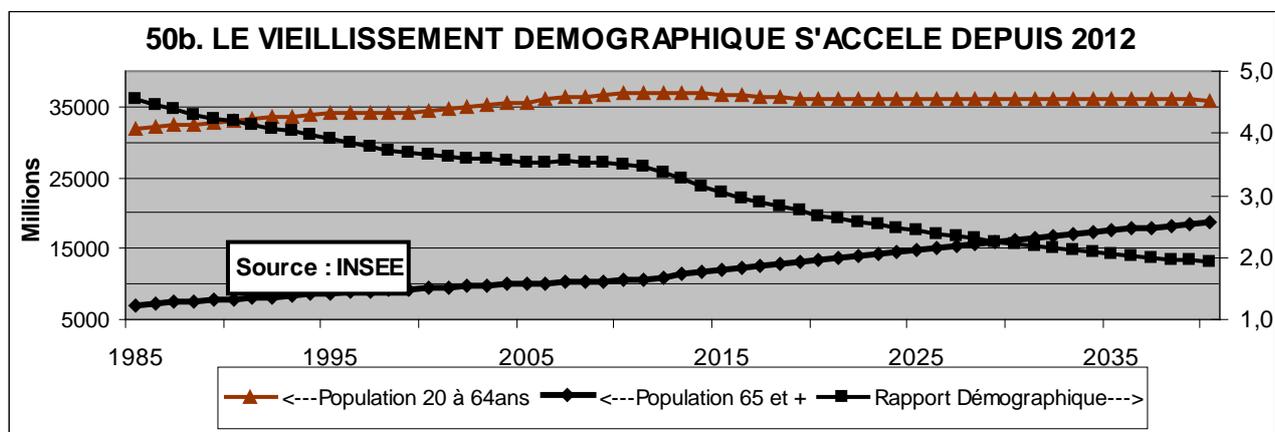
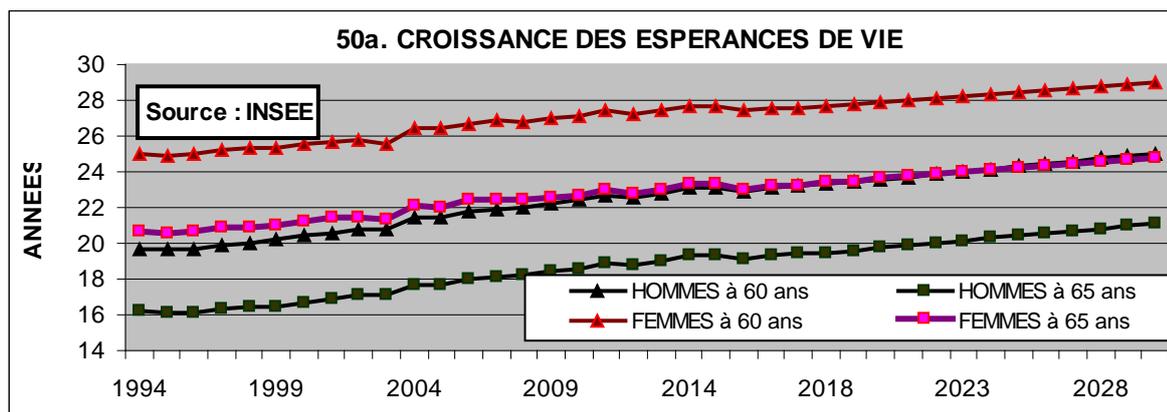
République en 2007, permit, Fillon prenant le poste exposé de premier ministre, de s'attaquer au problème. En 2003, la durée de cotisation des fonctionnaires fut alignée sur celle du privé, puis en 2007 ce fut le tour des Régimes Spéciaux. En 2010 -réforme Woerth- le dispositif fut complété par des mesures d'âge (ouverture des droits portée de 60 à 62 ans, bénéfice du taux plein porté de 65 à 67 ans) et les cotisations salariales du secteur public portées progressivement de 7,85% à 11,2% à l'horizon 2020. Malgré ces décisions impopulaires, le fort impact de la crise de 2008 2009 fit grimper le poids des retraites à 13,6% du PIB à la veille du retour de la gauche au pouvoir,

En cadeau de bienvenue, le gouvernement Ayrault prit la décision symbolique de ramener l'âge fétiche de la retraite à 60 ans. Mais la deuxième vague de la crise se chargea de le rappeler aux tristes réalités : en 2014 le poids des retraites culmina à 14,2% du PIB. Il fallut se résigner à fâcher le "peuple de gauche". En 2014 la réforme Touraine porta progressivement à 172 trimestres (43 ans) la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite à taux plein, et accrut même de 0,6% toutes les cotisations retraites. Suivirent 5 ans d'austérité pour ramener le poids des retraites à 13,7% du PIB. Un vrai chemin de croix pour un Président largement élu grâce à une trouvaille électorale géniale : "Moi, mon seul ennemi est la finance". Cette fois le retournement de veste était trop gros pour être pardonné : François Hollande renonça à se représenter en 2017, laissant la place à son ancien conseiller et ministre de l'économie et des finances. Eternel retour des vieilles lunes et des promesses inconsidérées : "Moi, je ferai une réforme radicale des systèmes de retraites...sans toucher au tabou de la retraite à 62 ans". Et sans dire un mot des contraintes financières. Le beurre et l'argent du beurre...Ce programme séduisant ne pouvait qu'être favorablement accueilli par l'opinion publique, et même par certains partenaires sociaux réformistes. Mais quand le COR dut avouer en 2019 qu'un trou se creusait, l'ambiance changea. La coalition disparate des opposants à toute réforme, syndicats cramponnés à la défense des avantages acquis, politiciens rêvant de prendre leur revanche, tenaient leur prétexte pour réclamer l'abandon de la réforme, et bloquer l'économie. Et obtenir au minimum la consolidation des avantages acquis, pour 10 ou 15 générations de futurs retraités, et quelques cadeaux couteux aux plus remuants. En somme le remplacement des 42 régimes spéciaux, réformables dans le cadre existant, par quelques dizaines de régimes "spécifiques" réclamant un traitement dérogatoire, et encore plus couteux. Ou pourquoi pas, si les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire créent suffisamment d'exaspérations populaires, pour que la "convergence des luttes" aboutisse au "grand soir" dont rêvent les "révolutionnaires en peau de lapin", ou au moins au renvoi du Président actuel et de sa majorité.

CHAPITRE SIX : LE DENI DES REALITES DEMOGRAPHIQUES

Au lendemain de la débâcle de sa flotte à Salamine, Xersès fit fouetter... la mer. Ceux qui refusent la remise en cause de leurs avantages acquis font preuve du même comportement infantile face à une réalité à double face. Les bases du scénario démographique moyen de l'INSEE retenu par le rapport du COR sont rappelées en annexe 1.

La première observation est fort positive : **En 15 ans l'espérance de vie a gagné 3 ans**, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, plus de 2 mois par an. Et, sauf catastrophe démographique, l'INSEE prévoit que la progression ralentira à peine jusqu'à 2030 ou même 2040. Le rapport 2020 du COR semble un peu moins optimiste?



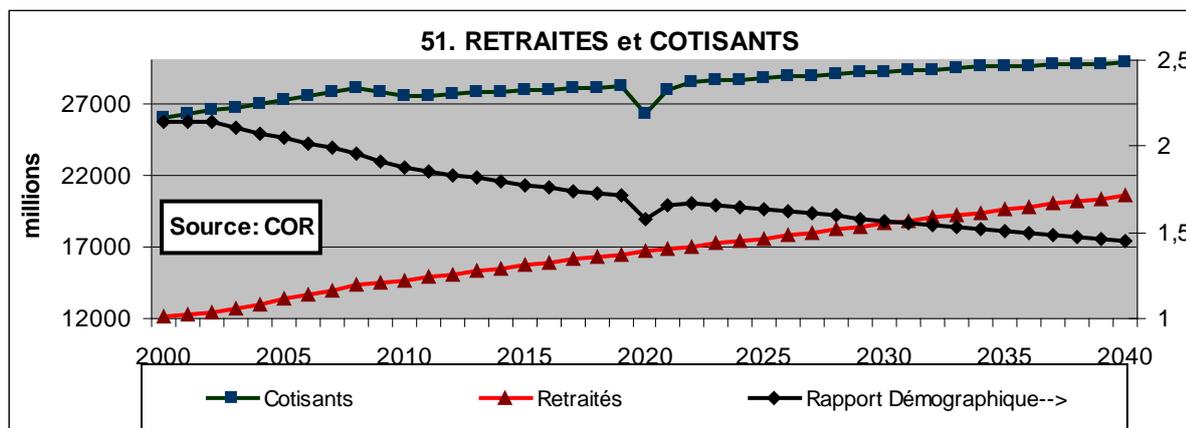
La seconde observation est plus préoccupante: depuis le début des années 2010, la France, tout en restant le pays européen le moins atteint, est frappée par un lent vieillissement démographique. Sa Population en Age de Travailler (PAT, de 20 à 64 ans révolus) décroît légèrement depuis le pic de 37 millions atteint en 2012. Mais la population âgée de 65 ans et plus s'envole rapidement, et la baisse du fameux **rapport démographique** (vieux / PAT) s'accélère depuis cette date. Sa chute ralentit un peu, mais en 2040 il ne subsistera que deux actifs potentiels face aux plus de 65 ans.

La projection "naturelle" des dépenses de retraite (en l'absence de mesures d'âge nouvelle) retenue par le COR est donc, en l'absence d'épidémie majeure, la seule prévision solide du rapport du COR, car indépendante du taux de croissance de la création de richesse. En revanche l'évolution du nombre des cotisants dépend de la croissance du nombre de travailleurs, et de la

progression de leurs revenus. Elle est donc sensible à la plus ou moins bonne santé de l'économie:

Les efforts des syndicats et des politiciens pour bloquer toute réforme et casser la croissance française scient donc la branche sur laquelle leurs troupes, et leurs électeurs, sont assis.

Ceux qui ont lu attentivement les rapports 2019 et 2020 du COR ne devraient pas occulter la réalité. Les projections des nombres de retraités et de cotisants permettant de stabiliser le poids des retraites sont basées sur **la poursuite, dès 2020 des mesures d'âge et de sous-indexation.**

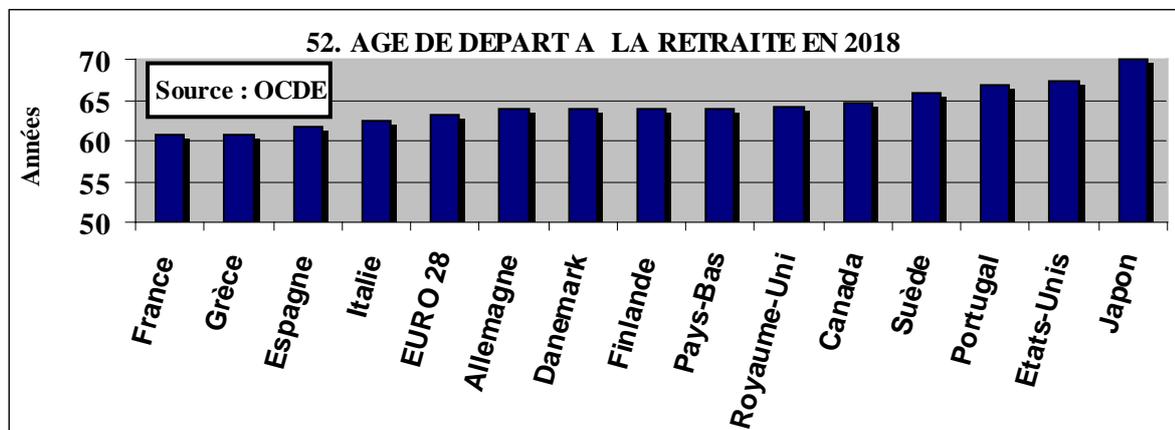


Les cotisations, et le poids relatif des retraites, sont, elles, dépendantes de la création de richesse, donc de la croissance du PIB : la crise de 2009 a coûté 500 000 emplois, et autant de cotisants. Le recours massif au chômage partiel, qui est exonéré de cotisations retraite fera chuter de 2 millions le nombre moyen de cotisants en 2020. Il faudra au moins deux ans pour effacer cet accroc.

CHAPITRE SEPT : UN SYSTEME "HORS NORMES INTERNATIONALES"

(A) UN PARADIS DES RETRAITES

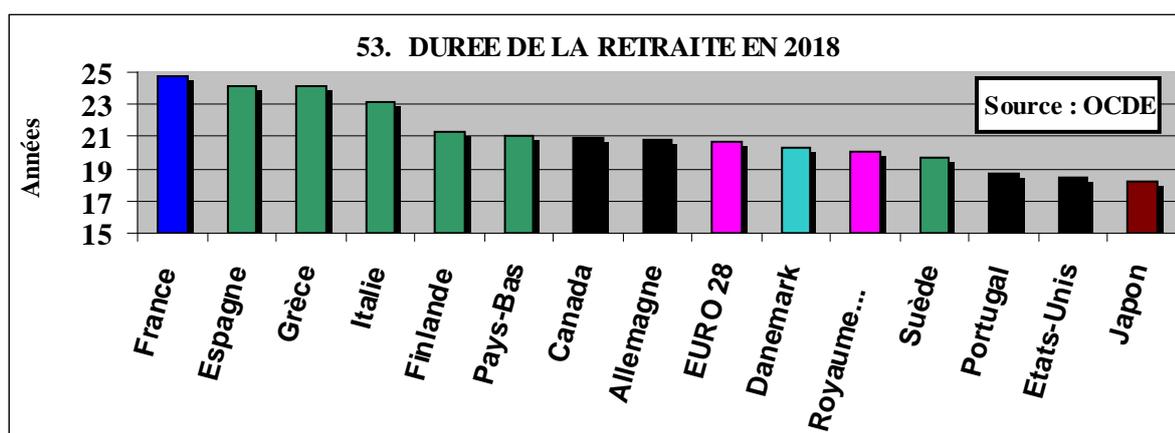
Le système de retraite français cumule deux records du monde :



- Il est le champion de l'âge moyen de départ à la retraite le plus bas, devant la Grèce, l'Espagne et l'Italie. L'Allemagne est en cinquième position, le Danemark en sixième, et la Suède en dixième. Les retraités des quatre "pays frugaux", il vaudrait mieux dire vertueux, qui répugnent à payer pour que les retraités du "Club Méditerranée" conservent leurs privilèges, partent en moyenne à 64,3 ans.

- Les Français sont donc mécaniquement les champions de la plus longue durée de vie passée à la retraite.

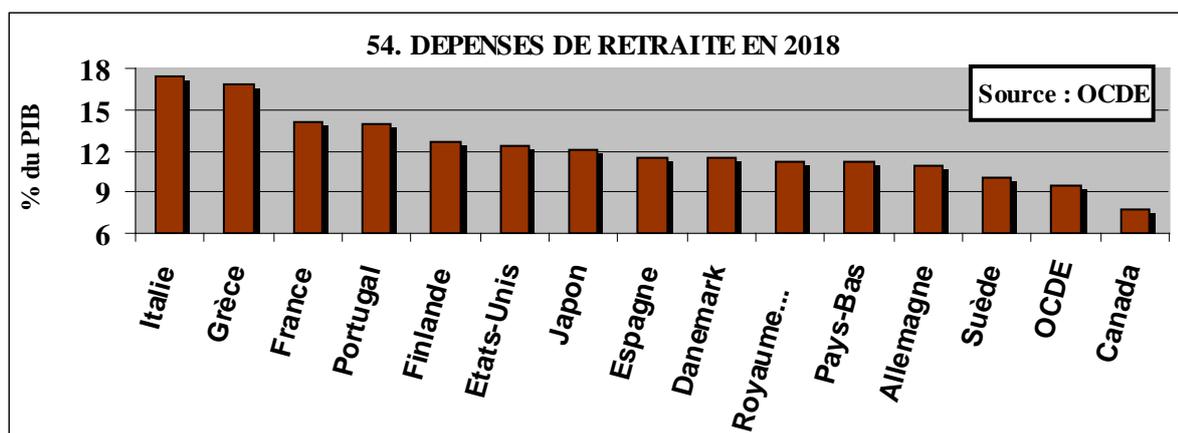
Superposez les graphiques 52 et 53 d'une part, 1 et 2 (performances économiques des principaux pays développés) d'autre part. A quelques variantes près les classements sont inverses.



**Pour être un pays performant
mieux vaut ne pas partir à la retraite avant 65 ans!**

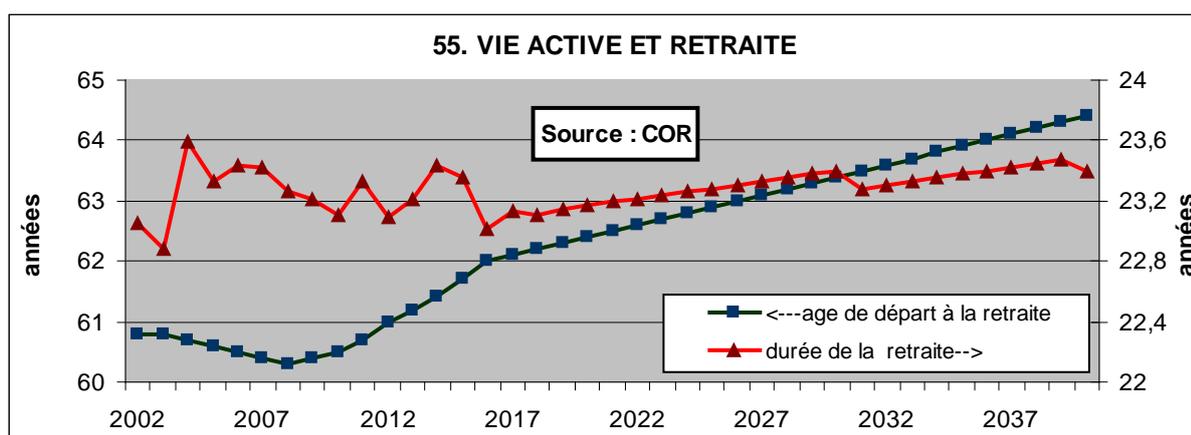
(B) MAIS UN PARADIS HORS DE PRIX

Avec 14,1% du PIB (en définition OCDE pour comparer des ratios en principe comparables), la France n'était que troisième pour le niveau des dépenses de retraite? Mais les deux champions sont l'Italie et la Grèce, en perdition pour les classements des performances économiques et de la fragilité financière. En revanche l'Allemagne (10,9%) et surtout la Suède (10,1%) sont proche de la moyenne de l'OCDE (9,5%)...et sont les championnes des modèles performants. Les quatre pays "frugaux" consacrent en moyenne 11,4% du PIB à leurs retraités.



Comment en est-on arrivé là? Observez la partie gauche (le passé) des graphiques 55 et 56 qui vont suivre.

De 1980 à 2010, les Pouvoirs Publics, à l'exception de la réforme Fillon de 2003, ont laissé jouer librement les "Rouages des retraites". L'âge de départ à la retraite est passé par un minimum historique, 60,2 ans, en 2009. L'indexation des retraites sur les revenus des travailleurs a, en moyenne, apporté 2% de croissance supplémentaires de 1986 à 2008. La part des retraites **prélevée sur la richesse nationale** est passée de 9% du PIB en 1980, à 12,5% en 2009.



En 2008, l'ensemble des pays développés a été frappé par une profonde crise financière puis économique. Le recul de 2,7% du PIB en 2009, et la réplique de 2012 (croissance de 0,3% seulement), se sont traduites par un "manque de richesse produite" (par rapport à l'extrapolation de la croissance antérieure) de 200 milliards d'euros 2018 pour le cumul des années 2008 à 2012. Soit 10% d'une année moyenne de PIB. Et la reprise post crise a été, nous y reviendrons,

anémique. Or la crise a plutôt accru le nombre de retraités (multiplication de mises à la retraite anticipées). Le poids des retraites sur le PIB s'est donc envolé : Sans mesure pour le contenir, le COR estime qu'il aurait atteint 17,4% en 2018. Malgré la farouche opposition des syndicats et des opposants politiques, les gouvernements **de droite, puis de gauche**, qui se sont succédés jusqu'en 2018 se sont donc résignés à imposer des mesures de plafonnement de la croissance des retraites. Sur la vitesse acquise, le poids des retraites a tout de même atteint un maximum de 14,2% du PIB en 2014, avant de revenir à 13,8% (évaluation du COR) en 2018.

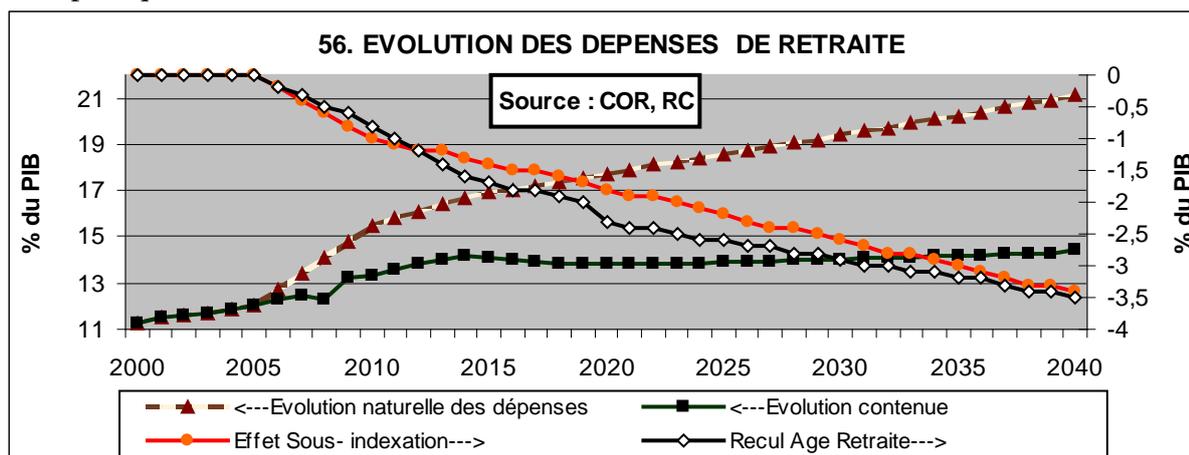
Le COR fournit obligeamment une décomposition des mesures employées:

- De 2005 à 2018, le **recul des âges des retraites a réduit leur poids de 1,9% du PIB.**

- La **réévaluation annuelle des retraites** basée sur **l'inflation au lieu des salaires** des actifs -ce que le COR appelle la sous-indexation- **a réduit leur poids de 1,6% du PIB.**

Techniquement, ces deux types de mesure s'adressent à deux publics différents :

- Le recul de l'âge des retraites pénalise les futurs retraités, c'est-à-dire les travailleurs en activité.
- La sous-indexation des retraites pénalise l'ensemble des retraités existants, beaucoup plus que les futurs retraités.



A partir de 2020, dans le plafonnement inéluctable des retraites, ce qui ne sera pas fait par recul de l'âge de la retraites sera réalisé par sous-indexation de l'ensemble des retraites existantes.

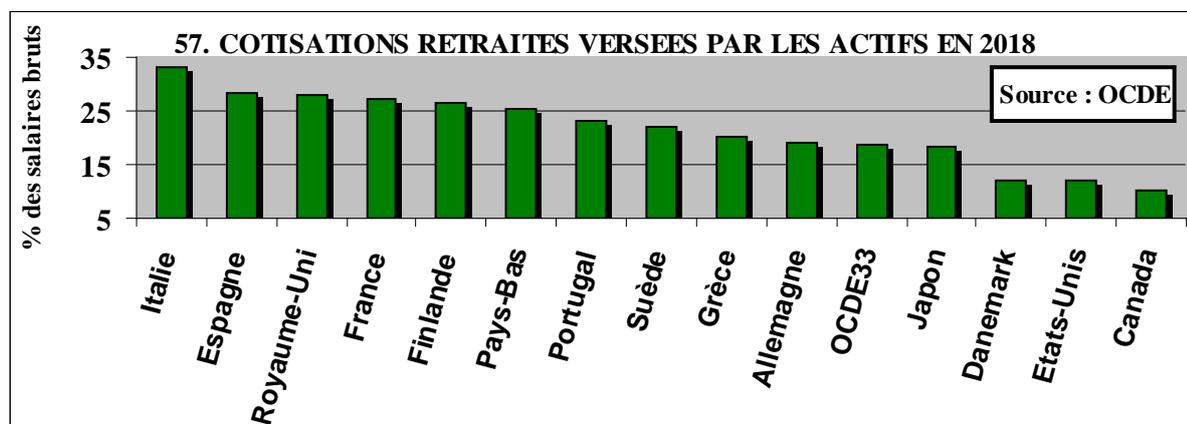
Les retraités âgés qui soutiennent la meute des opposants qui, eux, ne s'en prennent qu'au recul de l'âge de la retraite, sont donc des imbéciles qui scient la branche sur laquelle ils sont assis.

© UNE PRESSION MASSIVE SUR LES COTISANTS

Nous avons annoncé que le cout du système de retraites français n'étaient pas sans impact sur les médiocres performances des exportations françaises.

Effectivement la France n'est pas loin d'un troisième record mondial : avec des cotisations retraites atteignant 27,3% des salaires bruts (évaluation OCDE), la France se retrouve en

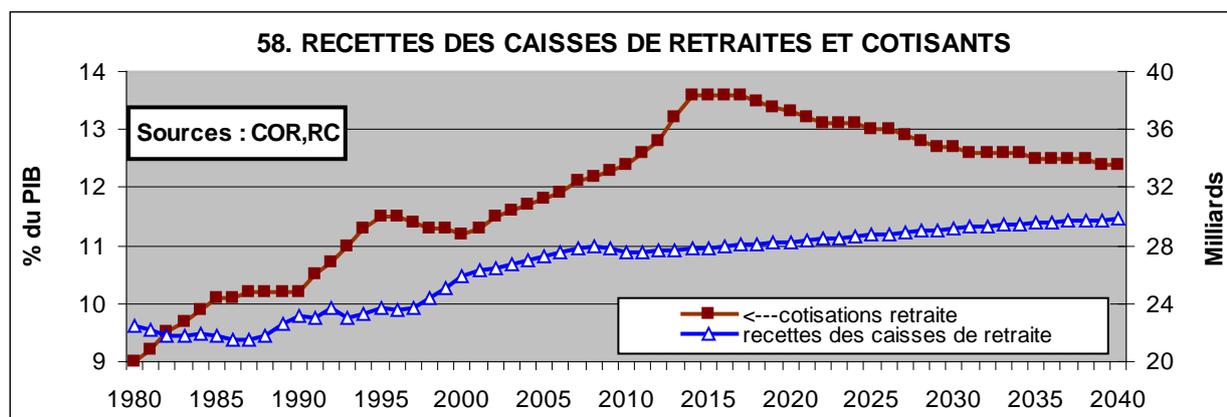
2018 quasi ex aequo avec le Royaume-Uni, à la troisième place, largement devancée par l'Italie. Le rapport 2020 du COR évalue même la ponction 2020 à 28,9% ?



Les travailleurs du Secteur Marchand souffrent durement de la modicité des salaires nets perçus. Mais, pour évaluer la compétitivité-prix des entreprises exportatrices, c'est le salaire brut exprimé en monnaie internationale qui compte. Les Entreprises marchandes Françaises et allemandes qui ne peuvent s'en sortir par une dévaluation sont donc pénalisées face aux 21,9% supportées par les Suédoises, les 18,2% des Japonaises, et surtout les 12% des Américaines. Et même par rapport aux 19% des allemandes.

De 1980 à 2015, les ressources des caisses de retraite sont passées de 9% à 13,6% du PIB. Et pourtant il a fallu faire face à une baisse de 500000 cotisants pendant la crise économique : si le nombre des retraités croît imperturbablement quelle que soit la conjoncture économique, celui des cotisants est très sensible à cette dernière.

Dans la folle course entre dépenses de retraite et cotisations versées par les travailleurs en activité, ces dernières n'ont cessé d'être perdantes. Il a donc fallu mettre à contribution les finances publiques pour boucher les trous. En deux décennies, la part des subventions, impôts et taxes est passée, d'après le recensement du COR, de 2% à 12% des ressources des caisses de retraites. Elles ont donc cru d'environ 2% du PIB.



Retournement brutal à partir de 2020 : les recettes reviendraient de 13,5% du PIB en 2018 à 12,7% en 2030, et 12,4% en 2040. Ce qui permet d'affirmer, dans la grande tradition française, que le léger déséquilibre financier avoué n'est pas un problème de dépenses, mais

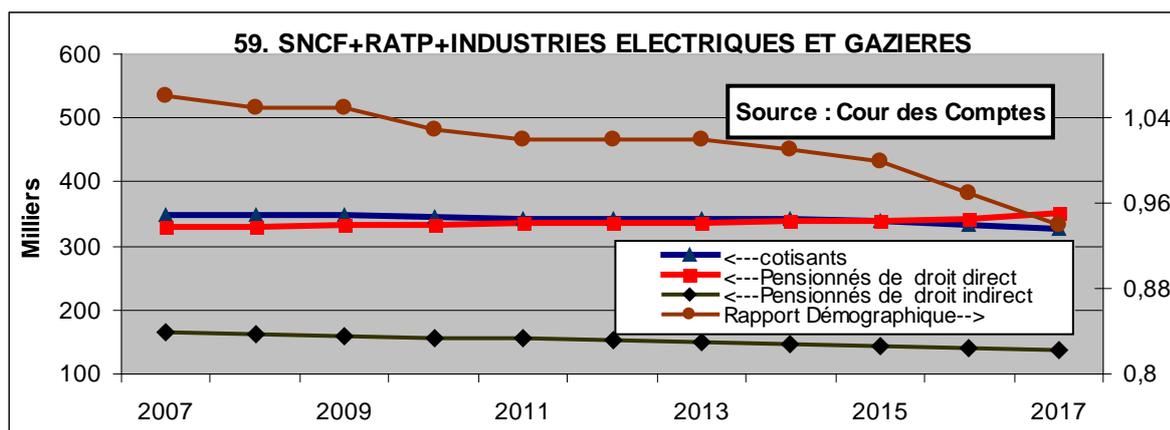
résulte d'une insuffisance des recettes. Ouvrant la voie à un concours Lépine, où s'illustrent syndicats et politiciens, pour trouver des moyens indolores à court terme d'accroître les recettes.

Maintenons un peu le suspense sur la fragilité des équilibres financiers : il faut commencer par prendre conscience de la gravité des inégalités du système existant.

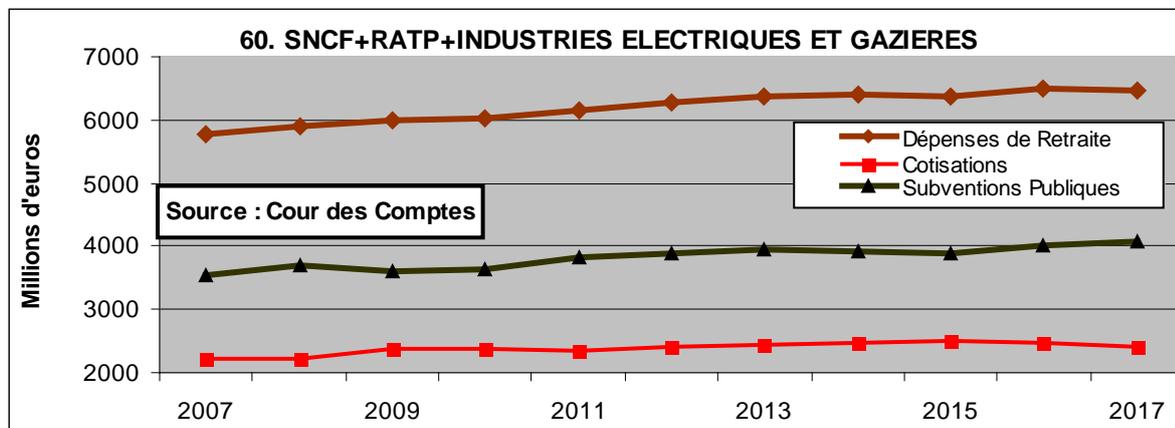
CHAPITRE HUIT : DES INEGALITES SCANDALEUSES

La popularité initiale de la réforme des retraites résultait d'une approbation largement majoritaire, par les citoyens-électeurs, de la volonté clairement exprimée de raboter les privilèges dont bénéficient les régimes spéciaux et, dans une moindre mesure les fonctionnaires. Mais le rapport du COR semble avoir oublié cet objectifs : aucun détail sur ces privilèges et, nous le verrons, aucune piste pour réduire les inégalités en résultant. Heureusement un rapport un peu antérieur de la Cour des Comptes fournit toutes les informations nécessaires pour mesurer la situation actuelle, et reconstituer l'accumulation de reculades devant la capacité de nuisance des professions concernées qui a conduit à cette situation caricaturale.

(A) Dès 2010 le rapport démographique des **principaux régimes spéciaux** était tombé au dessous de 1. La nécessité de faire jouer la solidarité était donc indiscutable.

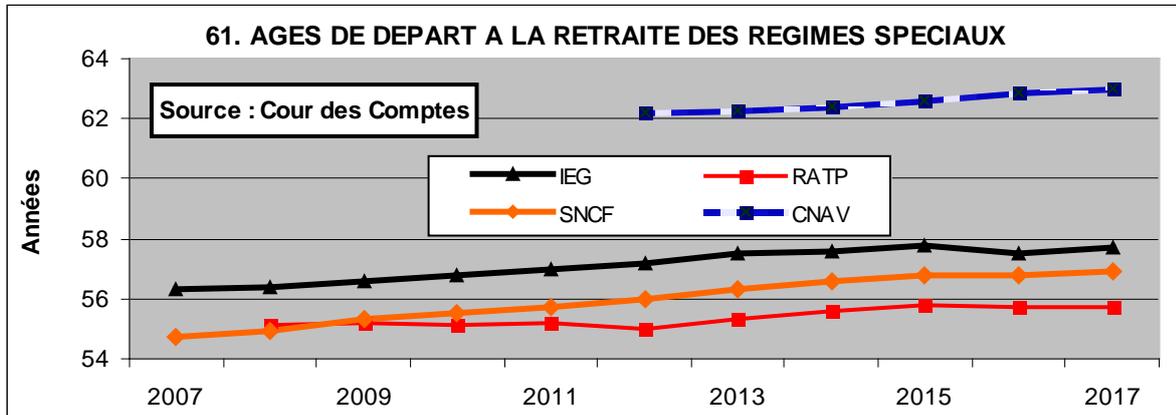


Et la solidarité a joué à plein : en dix ans la part des dépenses de retraites des principaux régimes spéciaux couverte par des subventions publiques est passée de 60% à 63%.



A quoi ont servi ces subventions, qui représentent 0,2% du PIB pour 350000 retraités et un peu moins de cotisants?

Premier privilège, farouchement défendu, accroître encore les décalages d'âge de départ à la retraite par rapport au "vulgum pecus" du régime général : En 2017, l'âge moyen de départ à la retraite est inférieur de 5,2 ans pour les Industries Electriques et Gazières, 7,2 ans pour ceux de la RATP, et 6 ans pour la SNCF.

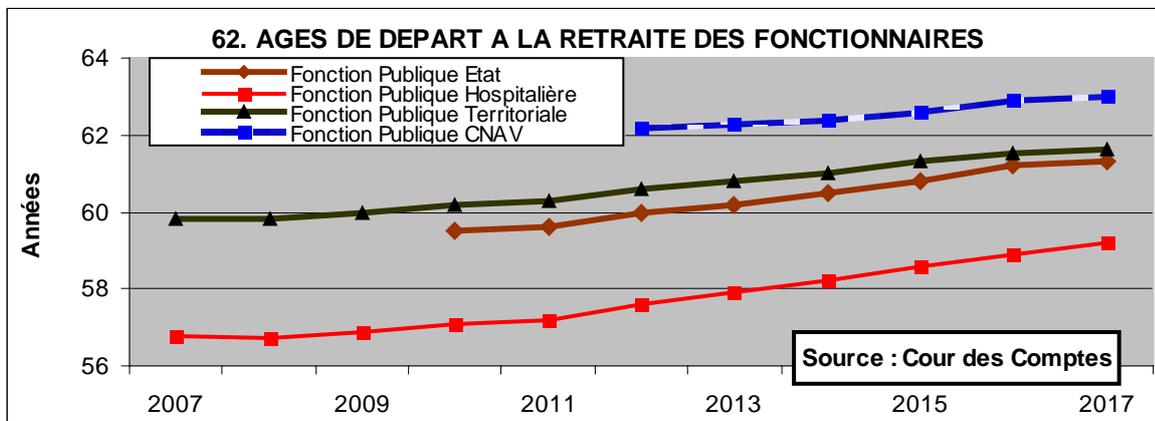


Mécaniquement, les durées de vie passées à la retraite répercutent ces écarts. Prenons les cas de deux travailleurs partant à la retraite en 2019, et ayant effectué la même carrière complète. Supposons qu'ils aient la même espérance de vie : ils décèderont tous deux à 88 ans.

- Le premier, retraité de l'un des principaux régimes spéciaux, partira à la retraite à 58 ans. Il passera donc 30 ans à la retraite.

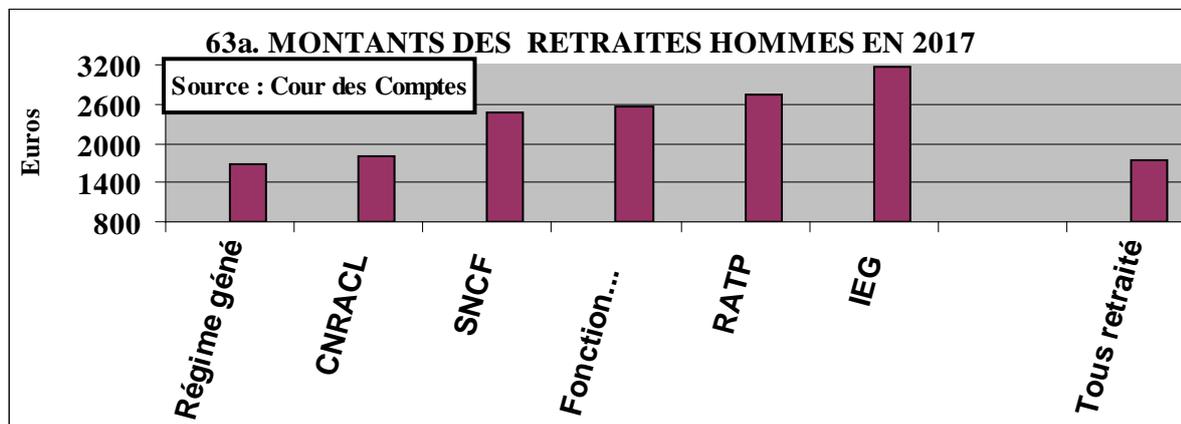
- Le second, retraité du régime général, partira à la retraite à 63 ans. Il passera donc 25 ans à la retraite. Mais l'Espérance de vie dépend de la pénibilité du métier assumé, et du niveau de et des habitudes culturelles. Si la second, moins favorisé, a en fait une espérance de vie inférieure de 5 ans, il décèdera à 83 ans. Il ne passera donc que 20 ans à la retraite.

Pour les **fonctionnaires**, les écarts se sont un peu réduits mais restent significatifs : En 2017, l'âge moyen de départ à la retraite est inférieur de 1,7 ans pour les fonctionnaires d'Etat, 3,8 ans pour ceux de la fonction hospitalière, et 1,4 ans pour la fonction territoriale.

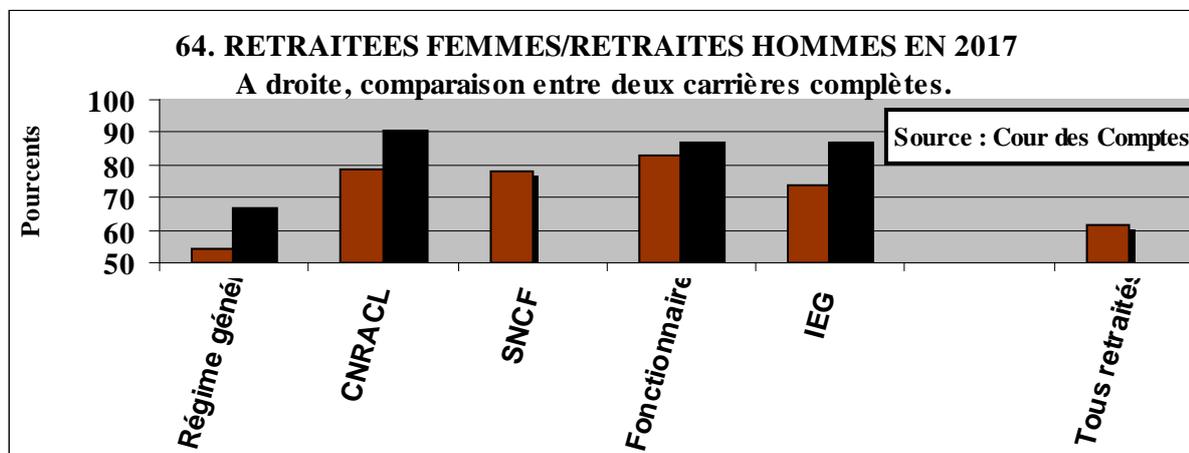
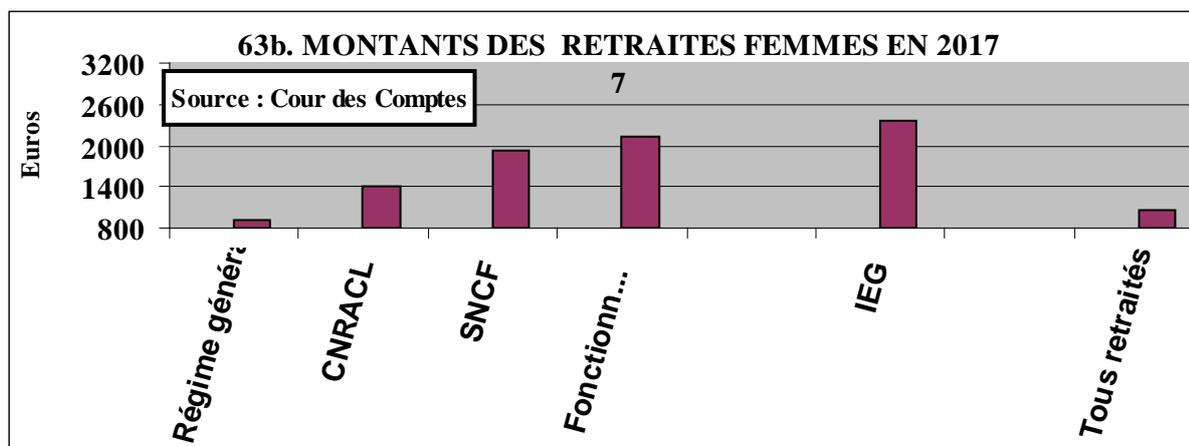


Second privilège, pudiquement peu mentionné, le montant moyen des retraites est massivement supérieur à celui du régime général : 4 fois supérieur pour les IEG, 3 fois

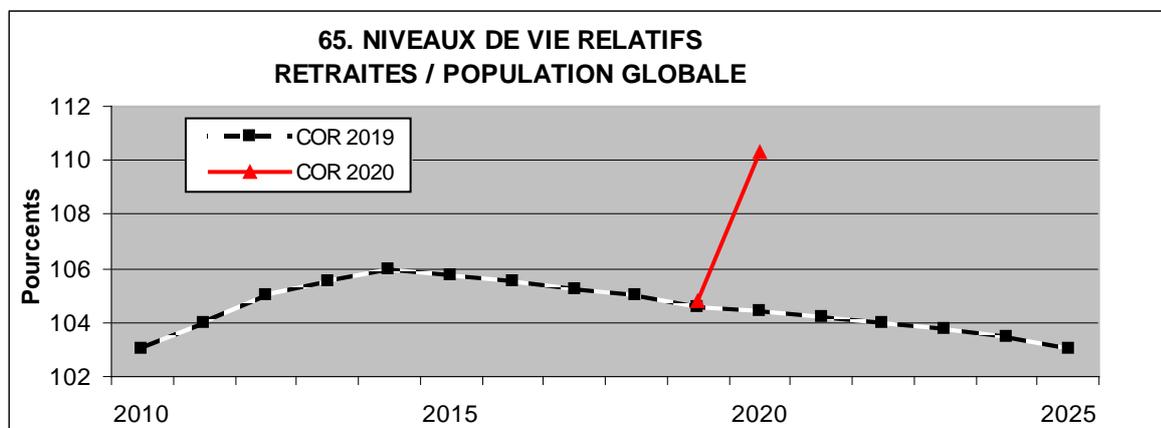
supérieur pour la SNCF, les fonctionnaires et la RATP. Des écarts que la différence de genre et de qualification ne peuvent suffire à justifier. Ils doivent beaucoup au mode de calcul de la retraite. Basée sur les revenus des 25 meilleures années pour le régime général, sur les seuls six derniers mois pour les fonctionnaires. Et l'Etat employeur se révèle particulièrement laxiste, les promotions sont fort souvent boostées pour ces six derniers mois. C'est ainsi que la France a les enseignants les plus mal payés d'Europe, mais les compense par des retraites fort décentes... En moyenne, un retraité des principaux régimes spéciaux.



Le déni de justice est encore plus scandaleux pour la plupart des femmes. Ce constat devrait en faire des partisans de n'importe quelle réforme!



Dans sa mise à jour 2020, le COR reconnaît que le niveau de vie des retraités, qui oscillait entre 103% et 106% du niveau de vie de la population globale depuis 2010, bondirait à 110% en 2010. (Et risquerait de croître encore en l'absence de freinage énergétique des retraites, doit-on ajouter).



(B) Pour juger de la **véritable dimension des inégalités et de la ponction subie par la collectivité**, il faut combiner les deux privilèges. Les spécialistes calculent un "Patrimoine retraite" nécessitant une actualisation des flux de revenus futur (quel taux retenir?) Un calcul simplifié donne des ordres de grandeur éloquentes. Il suffit de multiplier la durée de vie passée à la retraite par le montant de cette dernière.

- En moyenne, un retraité du régime général touchera une retraite annuelle de $1700 \times 12 = 20400$ euros 2018, pendant 20 ans. Il recevra ainsi $204000 \times 20 = 408000$ euros 2018 (son pouvoir d'achat est garanti par l'indexation des retraites sur les prix)

- En moyenne, un retraité des principaux régimes spéciaux touchera une retraite annuelle de $2800 \times 12 = 33600$ euros 2018, pendant 30 ans. Il recevra ainsi $33600 \times 30 = 1008000$ euros 2018 (son pouvoir d'achat est garanti par l'indexation des retraites sur les prix) dont, rappelons-le, 63% soit 635000 euros proviendront de subventions par la collectivité.

Le retraité des Régimes Spéciaux disposera ainsi de ressources 2,5 fois plus élevées que celles du retraité du Régime Général. (+150%)

Pour situer cette constatation, en 2019 les classes moyennes (70% de la population) avaient des revenus supérieurs de **60% "seulement"** à ceux des pauvres (20% de la population) Que voilà une bel exemple d'inégalités franco-françaises qui devrait "passionner les révolutionnaires professionnels que les inégalités révulsent ? Quand on bénéficie d'un tel effort de solidarité, on pourrait s'attendre au minimum à des remerciements de la part des heureux bénéficiaires? Pour résumer la constatation mélancolique des millions de travailleurs de l'Ile de France "invités" périodiquement à faire des heures de marche à pied ou de vélo pour se rendre à leur travail, je fais appel à mes racines provençales :

"Fait du bien à Bertrand, il te le rendra en caguant". (proverbe marseillais)

(C) Un régime super-spécial : avocats, CGT, et "black blocs", même combat???

Bénéficier de la solidarité nationale pour équilibrer des régimes de retraite pénalisés par une évolution démographique défavorable n'est pas la seule raison de s'accrocher à un régime spécial. En sens inverse, les avocats bénéficient d'une évolution démographique florissante : la judiciarisation croissante de l'économie française, bien qu'encore loin de celle des Etats-Unis, se traduit par un "rapport démographique" encore largement supérieur à 2. Ils peuvent donc équilibrer leur régime spécial avec des cotisations inférieures de plus de moitié à celles du régime général, tout en versant quelques dizaines de millions à ce dernier pour s'exonérer de leur devoir de solidarité. La perspective de voir leurs cotisations doubler, si le projet de réforme passait, leur a paru une menace suffisante pour se joindre, sans mégoter sur les moyens, à la meute des opposants. Les voir côtoyer des manifestants plus ou moins douteux, dans des manifestations à la limite de l'insurrection, a un peu troublé l'opinion publique. Mais voir de jeunes avocates, qui ont du mal à joindre les deux bouts en début de carrière, jeter solennellement par terre leur robes dans des happenings bien retransmis par les médias a presque autant ému que la vision des jeunes ballerines frigorifiées dansant le "Lac des cygnes" devant les grilles fermées de l'Opéra Garnier.

Toutes les manifestations réclament l'abandon de la réforme, en espérant au moins sauvegarder l'essentiel de leurs avantages acquis, et pour certains déboucher sur "le grand soir" qui conduirait à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite ou de l'extrême gauche, ou des deux réunies comme en Italie. Au-delà des aspects financiers, elles dessinent un portrait déplaisant, et inquiétant de la société française : juxtaposition de clans définis par des statuts acquis une fois pour toutes, procurant des privilèges farouchement défendus.

CHAPITRE NEUF : UN SYSTEME DE RETRAITE STRUCTURELLEMENT DEFICITAIRE

La nouvelle projection du COR présentée par le rapport annuel de novembre 2020 inclut une projection du cout global des retraites jusqu'en 2070. Elle prévoit que le poids des retraites, en définition COR, passerait de 13,6% du PIB en 2019, à 15,2% en 2020, 14,3% en 2021 et 14% de 2030 à 2040. En valeur, sa croissance ralentirait un peu après 2040, car l'arrivée à la retraite des "enfants du baby-boom" réduirait un peu le nombre des entrants (cf. annexe démographique)

Le COR annonce que cette maîtrise retrouvée serait obtenue par la poursuite jusqu'en 2025 des mesures de plafonnement déjà décidées, **puis surtout par leur reconduction jusqu'en 2040.** Le COR précise que l'âge de départ à la retraite passerait ainsi de 62,2 ans en 2019, à 62,8 en 2025, 63,2 en 2030 et 63,8 en 2040, stabilisant ainsi à 23 ans la durée de vie moyenne à la retraite.

Durant les huit années que j'ai passées dans la Banque, en réalisant plus de 150 diagnostics d'entreprises, et distribuant plusieurs milliard de francs (environ un milliard d'euros) à mes clients des industries automobile et aéronautique, j'ai appris qu'une première étape est de se couler dans la tête des clients pour comprendre leur comportement et les véritables raisons de leurs demandes de crédit. L'analyste peut alors passer à la seconde étape, déceler les points faibles des projections présentées, puis multiplier ses propres scénarios, pour tenter de convaincre les demandeurs de modifier leurs comportements...ou refuser la demande.

Il m'a fallu plusieurs relectures des rapports successifs du COR pour comprendre les raisonnements et les véritables priorités des acteurs.

(A) LES LOGIQUES OPPOSEES DES DEPENSES ET DES RECETTES

En valeur, les **dépenses** des caisses de retraites ne dépendent que de la démographie et de la législation. Une fois fixées les règles de départ à la retraite (âge ou nombre de trimestres à valider) les dépenses en euros constant croissent majestueusement quelle que soit la conjoncture économique. La minuscule révision à la baisse des dépenses 2020 n'est due qu'à la surmortalité entraînée par le coronavirus.

En niveau en revanche, le ratio **dépenses / PIB**, est doublement sensible aux avatars auxquels est soumis le PIB. Sa chute en volume de 10% en 2020, puis sa récupération de 8% en 2021 -le COR retient les prévisions de l'époque du gouvernement- sont le principal facteur expliquant l'envolée du ratio à 15,2% en 2020, puis sa récupération à 14,3% en 2021. Effet mécanique qui permet de prévoir que, si on ne peut éviter une troisième vague début 2021, les dégâts financiers, mais surtout économiques et sociaux bouleverseront l'année 2021. Mais l'évolution du prix du PIB intervient également : la quasi disparition de l'inflation en 2020 minore la croissance en valeur du PIB, et rajoute quelques dixièmes au ratio maudit. A plus long terme une envolée de l'inflation n'allègerait pas seulement le poids de la dette, elle réduirait également le fameux ratio. Et elle rendrait plus facile la sous-indexation des retraites : Les réévaluer de 3% alors que l'inflation est de 5% passe plus facilement qu'une baisse de 1% quand l'inflation n'est que de 1%...

En valeur et en niveau, les **cotisations retraite** perçues par les caisses sont très sensibles aux aléas subis par la création de richesse. En période normale, leur croissance en valeur dépend du nombre et des rémunérations des actifs au travail, et sont donc favorablement impactées par les croissances en volume et en valeur du PIB. En cas de catastrophe économique, ce qui est le cas en 2020 2021, ces recettes peuvent s'effondrer au fur et à mesure que les "reports de charges" accordés aux entreprises en difficulté se transformeront en annulations. Des 2020, on découvre -en très petits caractères au pied d'un tableau- qu'un premier transferts de 5 milliards d'euros a été prélevé sur des réserves accumulées pour renflouer la trésorerie de la CNAV...

(B) Savez-vous "parler le "COR"?"

Tous ceux qui ont eu à établir des projections à 5, et à fortiori 10 à 20 ans, savent que l'introduction discrète de minuscules +0,1% dans les recettes et -0,1% dans les dépenses suffit à transformer une faillite annoncée en brillant redressement. En ce domaine, les spécialistes du COR sont des champions! Commençons par décrypter le langage utilisé pour noyer le poisson.

Imaginez vous être glissé dans un trou de souris pour assister à une séance de mise au point du rapport du COR. Extraits des échanges codés :

"Je suis **"TCC et 1%"**". En 2030, le solde du système de retraite sera de -0,9% du PIB. Pour maintenir l'équilibre, il faut introduire un taux pivot".

"Affreux capitaliste ultra libéral, ennemi des travailleurs et comptable borné, YAKA retenir **"EEC et 1,8%"**", et le solde revient à -0,3% du PIB. C'est inférieur à l'erreur de mesure. Un petit effort sur la part patronale des cotisations vieillesse, et plus besoin de réforme des retraites".

Variante finale : "YAKA piocher dans le fonds de réserve Jospin, ces 30 milliards qui dorment pendant que nos pauvres retraités s'appauvrissent".

Décryptage 1 : **TTC, EEC** sont deux hypothèses extrêmes d'évolution future du recours aux finances publiques. La commission des comptes de la Sécurité Sociale retient, elle, une hypothèse moyenne, **EPR** (Equilibre Permanent des Régimes) qui ajuste, année après année les subventions nécessaires pour équilibrer Régime des fonctionnaires et Régimes Spéciaux. Ne subsiste alors que le déficit du Régime Général.

Traduction en bon français courant : Pas de problèmes avec les fonctionnaires et les Régimes Spéciaux : leur équilibre futur sera assuré par la poursuite et l'intensification de l'effort des finances publiques. Le gros vilain est le Régime Général : pour lui, la prolongation des mesures d'âge et de sous-indexation ne suffira pas. On est loin de l'objectif initial de la réforme des retraites. Et on agite opportunément un chiffon rouge devant les gros bataillons des travailleurs et retraités du Régime Général. Qui ont flairé le mauvais coup qu'on leur préparait, et ont abandonné leur soutien à une réforme qui oublierait la volonté de justice sociale initiale.

Décryptage 2 : **1%, 1,3%, 1,5% et 1,8%** sont les hypothèses d'évolution de ce que le COR considère être la variable stratégique, la cause première de la croissance économique, **la productivité horaire**. En se concentrant sur cette approche hautement technique, le COR évite de parler de croissance!

Traduisons le langage COR en termes compréhensibles pour le commun des mortels qui, en matière de croissance ne connaît guère que le taux de croissance du PIB. Pour retrouver ce dernier, que le COR cache pudiquement derrière son approche absconse, il suffit de revenir à sa définition de la productivité horaire : Croissance du PIB = croissance des effectifs employés + croissance de la productivité horaire.

Les liens entre **inflation croissance et productivité** jouent un rôle si décisif sur toute tentative d'exploration du futur qu'une annexe leur est consacrée. Je résume cette annexe 2 très technique en transposant ce qu'aurait dit un "expert en solution finale" célèbre dans les années 1930 à 1940 :

"Quand j'entends parler de productivité horaire, je sors mon revolver et je tire"

En termes académiques, la "productivité", calculée par les économistes en divisant le taux de croissance du PIB par n'importe quel paramètre mesurant l'évolution du facteur travail, nombre d'heures travaillées (le pire), nombre de travailleurs "Equivalent Temps Plein" (acceptable) ou Population en Age de Travailler (presque parfait) n'est que la résultante de la croissance et absolument pas l'inverse. Elle s'effondre quand la croissance chute, et met du temps à rebondir quand la croissance repart. **La productivité n'est donc pas une cause première, mais une conséquence des variations de la croissance.** Il faut chercher ailleurs les causes des variations de cette dernière.

Circonstance aggravante, la mesure du facteur travail pose des problèmes redoutables (emplois salariés à temps partiel, combien d'heures comptabiliser pour un artisan, un petit commerçant ou un agriculteur qui font des journées de 15 heures et ne prennent que quelques jours de vacances?). L'OCDE préfère parler de productivité annuelle" et demande, mais n'obtient pas toujours, un "Equivalent Temps Plein" des emplois annuels.

Inutile de chercher désespérément de perfectionner la marine à voile. D'autant plus qu'un calcul de la "productivité apparente du seul facteur travail" est une approche tronquée : le seul calcul correct est celui de la "Productivité Globale des Facteurs" que permet l'analyse en Comptes de Surplus. Je l'avais introduite dans l'entreprise dont j'assumais le contrôle de gestion, sous une forme simplifiée et déguisée en "Analyse Volume Prix" que même les syndicats comprenaient. Et je l'ai transposée aux grandes entreprises que sont les Etats. On comprend tout de suite le rejet de cette approche en France : Elle remet la performance française à sa vraie place, qui n'est guère fameuse...

Pourquoi ce succès pour cet instrument imparfait et dangereux? Je suggère deux hypothèses :

- Mettre au dénominateur n'importe lequel des instruments de mesure du facteur travail, c'est suggérer que "les travailleurs sont les ennemis des actionnaires", et justifier "rationalisations" et austérité salariale. Approche fort populaire pour les adeptes du libéralisme pur et dur.

- A l'autre bout du spectre politique, cette approche permet de "démontrer" que la productivité des travailleurs français est remarquable : En euro par heure travaillée la "productivité" française est supérieure à l'allemande !

Le taux de croissance prévisionnel moyen du nombre d'emplois est, dans le rapport 2020 du COR, de 0,57% de 1919 à 2025, 0,20% de 2025 à 2040.

Les quatre hypothèses implicites de croissance du PIB qu'offre le COR sont donc :

- Pour la période 2020 à 2025 de **1% +0,57% = 1,57%**, $1,3\% + 0,57\% = 1,87\%$, $1,5\% + 0,57\% = 2,07\%$, $1,8\% + 0,57\% = 2,37\%$.
- Pour la période 2025 à 2040 respectivement **1,2%**, 1,5% 1,8% et 2, %.

De 2001 à 2019, période incluant d'excellentes et désastreuses années, la croissance moyenne du PIB avait été de 1,26% par an. Même l'hypothèse basse du COR (1,37%) est loin d'être affreusement pessimiste...Querelle d'archéologues, le coronavirus à renvoyé les combattants au vestiaire avec un carton rouge.

Décryptage 3 : A partir du moment où l'évolution de l'emploi devient la variable stratégique, comment faire pour la maximiser?

Dans le monde réel, la seule donnée démographique indiscutable est la Population en Age de Travailler (PAT). La dernière projection annuelle de l'INSEE confirme qu'elle décroît légèrement depuis 2012. Et son évolution jusqu'en 2040 ne dépendra que de la mortalité. L'accident du coronavirus n'aura qu'un impact minuscule, et transitoire. La poursuite de la décroissance de la PAT est donc inéluctable...sauf accroissement massif du solde migratoire. L'Allemagne a décidé de le faire, pour des raisons humanitaires, en 2015, ce qui a largement contribué à son renouveau de vitalité démographique et économique, en lui fournissant des travailleurs bien contents des "petits jobs" à bas salaires que l'Allemagne leur offrait. Bien entendu le COR limite à 70000 par an son hypothèse moyenne de solde migratoire.

Le second agrégat utilisé par les prévisionnistes est la Population Active, regroupant les personnes employées et celles à la recherche d'un emploi. En période de crise économique, une partie de ces dernières se découragent, des étudiants se lancent, faute d'emplois, dans une ou plusieurs années d'études complémentaires. Et la croissance de la Population Active diminue. Mais à long terme l'INSEE constate que le "Taux d'Activité" (Population Active / PAT) a cru de 78% à 82%. Et l'INSEE a fourni au COR une projection moyenne de la Population active portant le taux d'activité à 88% en 2040. La tendance est la même dans tous les pays développés vieillissants. Plusieurs syndicats sont farouchement opposés à toute réforme libéralisant le marché de l'emploi, et prêts à bloquer l'économie en cas de reprise de ces réformes. Mais aucun membre du COR ne semble avoir émis de réserves sur l'utilisation d'une hypothèse de départ aussi optimiste.

Pour les années proches, la projection du nombre d'emplois est une tâche redoutable, car dépendant beaucoup de l'évolution des barrières législatives (assurance chômage généreuse dissuadant les bénéficiaires d'accepter un nouvel emploi, encadrement des licenciement...). Nous avons constaté que, depuis 2016, l'Economie marchande avait recommencé à créer des emplois. Mais les réformes du marché de l'emploi qui avaient permis ce regain de dynamisme ont été suspendues? Ayant courageusement effectué des projections d'emploi par branches d'activité, la plupart des prévisionnistes n'ont plus qu'à calculer l'évolution du chômage par différence : chômage = Population Active - Emplois. **Comme la productivité, le chômage n'est pas cause première, mais une conséquence de la croissance.**

MAIS PAS POUR LE COR. En faisant l'hypothèse que le chômage chuterait à 7% en 2025 et se maintiendrait à ce niveau jusqu'en 2040, le COR fait tout simplement du chômage la variable stratégique du rétablissement annoncé.

L'OCDE s'est risquée, début décembre, à fournir une projection 2020 2022 pour tous ses membres. Sautons 2020, où le chômage technique permet d'affirmer que le chômage n'augmente pas en France. L'OCDE prévoit pour la France un taux de chômage de 10,5% en 2001 et encore 10,2% en 2022. Notons au passage que l'OCDE prévoit une récession de -9% en 2010, et une récupération de 6% en 2021, donc -3% pour le total des deux années. Mais avant prise en compte du reconfinement de novembre à mi-décembre, ni a fortiori d'une possible troisième vague. L'OCDE est donc légèrement moins optimiste que la dernière hypothèse du gouvernement retenue par le COR (-10% puis +8%, soit -2% pour les deux années). Et la moindre troisième vague porterait ce total des deux années à -4% ou -5%, reculant à 2022 ou 2023 le retour au niveau 2019. De 2021 à 2025, les emplois espérés par le COR augmenteraient de 1193 milliers, pour 150 milliers grâce à la progression de la Population Active, pour 1042 milliers grâce à la baisse de 3,5% (un tiers) du taux de chômage.

Dans cette approche, l'Emploi, donc la croissance du PIB, sont la résultante de cette hypothèse hardie du COR.

Tableau T1 : L'EVOLUTION DE L'EMPLOI D'APRES LE COR

	2019	2019 à 2021	2021	2021 à 2025	2025	2019 à 2025
PAT	36164	-143	36021	-141	35880	-285
Pop Active / PAT	29682 82,1	404	30086 83,5	150	30236 84,3	554
Chômeurs / Pop Active	2522 8,5	637	3159 10,5	-1042	2117 7,0	-406
Emplois / PAT	27160 75,1	-233	26927 74,8	1193	28120 78,4	960

Surestimer la croissance des emplois a un double effet mécanique sur l'évolution des recettes des caisses:

- On accroit en valeur les recettes exprimées en euros,
- On augmente la valeur le PIB, qui n'est autre que...le dénominateur du fameux ratio.

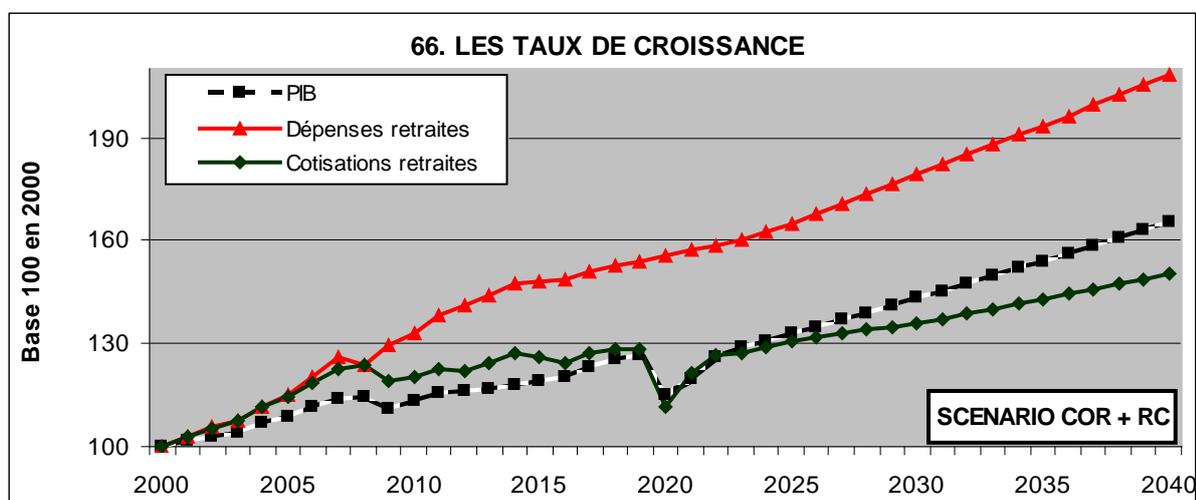
Coup double pour ce que cherchent à démontrer les rapports annuels successifs du COR

(C) Première modification de l'approche. Pour éviter que la discussion se focalise sur le seul Régime Général, il faut mesurer le **vrai solde financier : Dépenses moins cotisations**, et non dépenses moins recettes incluant déjà un montant substantiel de subventions publiques.

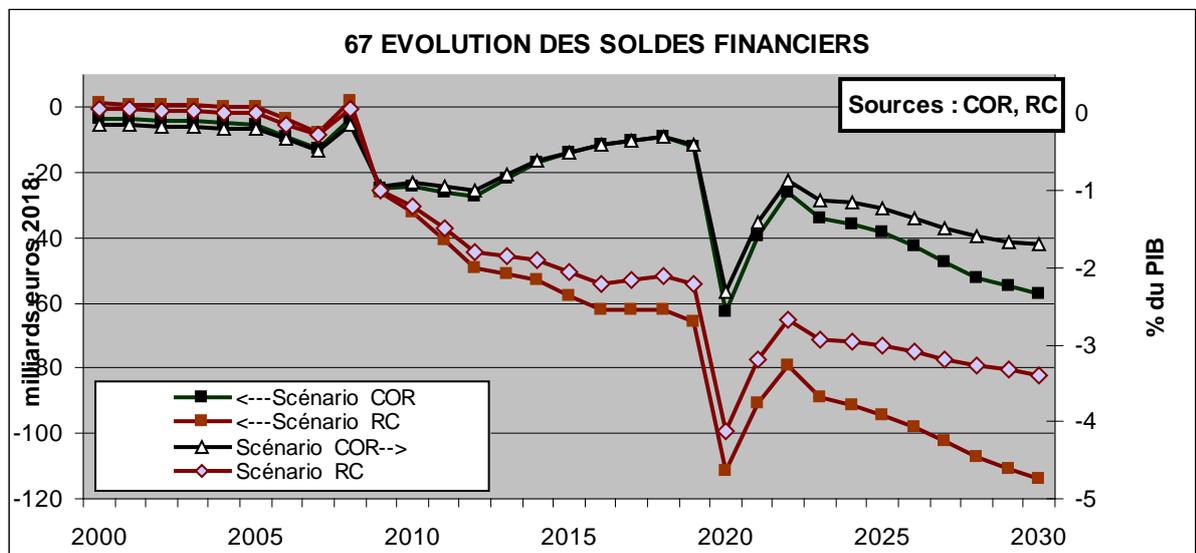
On constate que les seules cotisations ont cru à la même vitesse que le PIB jusqu'au décrochage 2020 que nous avons expliqué précédemment. Pour le COR, ce parallélisme reprendrait ensuite. De 2000 à 2040, PIB et cotisations retraite croitraient, en volume, de moitié. Alors que les dépenses de retraite, toujours en volume, auront triplé.

. Le COR constate que les apports des finances publiques aux caisses de retraite, quasi nuls en 2000, représentaient en 2018 2% du PIB (46 milliards d'euros). En les ajoutant aux 24 milliards de déficit officiellement annoncés par le COR, on constate que **Le véritable solde, dépenses de retraites moins les seules cotisations, était déficitaire de 70 milliards en 2020, soit de près de 3%% du PIB.**

Ne regardez pour l'instant que la partie gauche du graphique 66, le passé. On constate que de **2000 à 2018, les seules cotisations retraite n'ont JAMAIS permis de financer la totalité des dépenses.**



Anticipons un peu. On voit, sur la partie droite du graphique que l'actuelle crise aura un impact négatif encore plus massif sur le déficit structurel du système de retraite. Et que sa correction nécessitera le même cocktail de mesures douloureuses.



CHAPITRE DIX : Il y a encore pire que le système de retraite français!

Les comparaisons internationales présentées par les graphiques 52 à 57 illustrent les très fortes disparités des Modèles Nationaux entre Etats Membres de la Zone Euro, face au problèmes des retraites. Officiellement, ces comportements sont de la compétence des Etats, et la commission Européenne se borne à les constater. Mais elles jouent un rôle prépondérant dans les réticences -c'est un euphémisme- face aux demandes de "solidarité"-traduisez "subventions"- des Etats en difficultés, dans les des gouvernements, et les opinions publiques des Etats bien gérés. Elles sont à l'origine de la "révolte des Etats dits "frugaux". La prochaine contribution en montrera les conséquences dramatiques pour la fragilité de la zone euro.

La confrontation de la France et des autres pays européens pose des problèmes redoutables en raison des divergences entre les estimations du COR et de l'OCDE concernant les situations 2018.

Pour le **cout des retraites**, le paramètre le plus important, car c'est le "juge de paix", les écarts sont heureusement minimales : 13,7% pour le COR, 14,1% pour l'OCDE. Ce dernier attachant une importance majeure à la cohérence entre pays, on peut retenir ce dernier chiffre. En 2018, la France consacrait à ses retraités **2,7% du PIB de plus que les 4 Etats "frugaux"** de notre panel (Pays-Bas, Finlande, Danemark et Suède). Mais les 4 Etats du Sud membres de la Zone Euro (Italie, Espagne, Portugal et Grèce) étaient encore plus généreux pour leurs retraités, leur attribuant encore 0,9% de plus que la France.

Pour l'âge **de départ effectif à la retraite**, qui est en France le paramètre tabou pour les bénéficiaires du régime et leurs nombreux défenseurs, le manque de cohérence est en revanche majeur. Le COR et la Cour des Comptes l'estiment à 62,3 ans, et ont probablement raison. L'OCDE retient 60,8 ans seulement pour la France, 64,3 pour les pays frugaux, et 63 ans pour les Etats du Sud. Ce qui signifie 3,5 ans de mieux (pour les bénéficiaires) en France. Les deux sources ont donc partiellement raison : L'âge de départ à la retraite est bien de 62,3 ans en France, mais il est **inférieur de 3,5 ans à la moyenne des pays vertueux**. Conséquence méthodologique de cette incertitude : vous verrez plus loin que l'âge de départ ne sera pas une donnée fondamentale dans notre projection 2030, mais la résultante de la nécessité de résorber l'écart de cout des retraites. En gardant présent à l'esprit que tout l'effort qui ne sera pas fait en reculant l'âge de départ des futurs retraités, devra être fait en baissant le pouvoir d'achat de l'ensemble des retraités.

Pour le niveau des **cotisations retraite des travailleurs** de l'Economie Marchande, second paramètre fondamental, en raison de son impact sur la compétitivité prix des exportateurs, il est en France de 27,3% des revenus bruts, contre 19% en Allemagne et dans les quatre autres pays frugaux, et 26,1% également pour les quatre pays du sud. Les exportateurs français et leurs travailleurs subissent donc un handicap de compétitivité prix de 8,3 points face à leurs concurrents vertueux, et même de 1,2 points face aux européens du sud.

Rappelons qu'en Economie Mondialisée, c'est le cout complet du travail, incluant donc les cotisations retraites, et exprimé en monnaie internationale, qui compte. Le seul moyen de le rendre moins pénalisant est de dévaluer...C'est possible pour la Suède -et le Royaume D'Amérique- qui ne s'en privent pas, c'est impossible pour les membres de la zone euro. Dont les pouvoirs d'achat des travailleurs sont la "variable d'ajustement" essentielle. Ce ne sont donc pas les pays qui sont frugaux mais leurs travailleurs. Ce que nous avons décrit, c'est **la querelle des pays vertueux et des membres du Club Méditerranée**.

Pour les deux paramètres fondamentaux dont dépendent la solidité financière des Etats (le cout des retraites) et la compétitivité prix (le taux des cotisations retraite) la France est dangereusement plus proche des seconds que des premiers.

Il est donc nécessaire de corriger ces disfonctionnements majeurs au niveau Européen. Mais la France améliorerait significativement sa crédibilité européenne en montrant la voie sans attendre des ukases de Bruxelles!

Tableau T2 : LES DIVERGENCES DES SYSTEMES DE RETRAITE EUROPEENS en 2018

	Cout des retraites		Âge de départ		Taux de cotisation	
	(% PIB)		Années		(% des salaires)	
<u>Allemagne</u>	10,9		63,8		19	
Suède	10,1		65,9		21,9	
Pays-Bas	11,2		63,9		25,5	
Danemark	11,5		63,8		12	
Finlande	12,6		63,8		26,5	
<u>Vertueux</u>	11,4		64,3		19	
<u>FRANCE</u>	14,1		62,3		27,3	
Italie	17,4		62,4		33,2	
Espagne	11,5		61,7		28,3	
Portugal	14		66,9		23	
Grèce	16,9		60,9		20,1	
<u>Club Med</u>	15		63		26,1	

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE ;

VOUS AVEZ DIT CONSEIL D'ORIENTATION?

Le décryptage des trois derniers rapports du Conseil d'Orientation des Retraites, 2018 à 2020, conduit à deux constatations et une recommandation:

(a) Le rapport 2018 porte une lourde responsabilité dans l'impasse actuelle. C'est à partir de l'affirmation triomphale qu'un équilibre financier durable était enfin retrouvé, qu'a été lancée l'ambitieuse réforme des systèmes de retraite, sans mentionner la nécessité de maintenir cet équilibre fragile. Et sans s'inquiéter du niveau exorbitant des dépenses et des cotisations imposées aux acteurs des activités exposées à la concurrence internationale. Mais en affirmant la nécessité de s'attaquer aux inégalités scandaleuses entre privé et public et hommes et mères de famille, soulignées par un rapport sans concessions de la Cour des Comptes.

Or, dès l'automne 2019, le COR devait avouer qu'un trou se recreusait. Tous ses efforts allaient désormais viser à démontrer que ce n'était qu'un incident conjoncturel, et que la simple poursuite des réformes paramétrique en cours, recul modéré de l'âge de départ, et simple indexation des retraites sur la hausse des prix, suffirait à retrouver, puis maintenir, un équilibre durable. Dans le rapport 2019, le COR y parvenait en additionnant des hypothèses favorables sur l'évolution de l'environnement économique et financier.

Malgré l'ampleur historique, et la durée, de l'effondrement de la création de richesse du à la crise sanitaire, le COR maintient son diagnostic . Mais nous verrons, dans la troisième partie, que cela nécessite de recourir à une méthode de projection tortueuse, évitant de mentionner l'évolution de la création de richesse, car toute personne ne sachant que lire écrire et compter, aurait été capable de voir que l'on sortait du simple volontarisme, pour accumuler des hypothèses globalement irréalistes.

(b) Le COR n'est plus un "Conseil d'Orientation" objectif et indépendant, mais une assemblée dominée par des Partenaires Sociaux qui savent ce qu'ils veulent. Complétée par des représentant du parlement, des pouvoirs publics, des administrations, et de ceux qui devraient représenter les générations futures (2 sur 41). Aucun de ces membres fort occupés par ailleurs, ne semblent s'être offusqué de cosigner un rapport privilégiant outrageusement la caste des fonctionnaires, et sacrifiant les générations futures.

© Les Pouvoirs Publics et les Français auront-ils plus de chances d'être éclairés en ayant recours à une commission d'expert, en principe en cours de constitution, ou n'est-ce, suivant une habitude bien française, qu'un moyen de gagner du temps jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour s'attaquer au problème?

Ce qui semble l'objectif des partenaires sociaux. Encore un instant monsieur le bourreau...Et après nous le déluge!